Digitized by Google

3598

BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI

N.° d'inventario 931
Sala Grande
Scansia 13 Palchetto 1
N.° d'ord. 13

Digitized by Google

12. 5. 23.

Digitized by Google

Polost XVII 2

Digitized by Google

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE ET Cie,
RUE SAINT-BENOÎT, 7.

Digitized by Google

580016

LA SOCIÉTÉ

ET

LES GOUVERNEMENTS

DE L'EUROPE

DEPUIS

LA CHUTE DE LOUIS-PHILIPPE

JUSQU'A

LA PRÉSIDENCE DE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

PAR

M. CAPEFIGUE

TOME TROISIEME

PARIS : AMYOT, RUE DE LA PAIX

—

1849

Digitized by Google

Je croyais une préface fort inutile à ce troisième volume. Il m'a toujours semblé qu'une œuvre devait se révéler dans sa pensée et dans son but sans explications et sans commentaires.

Mais ce livre a été l'objet de si vives attaques, de critiques si passionnées qu'il était impossible de ne pas y répondre.

Je serai court et précis.

N'est-ce pas déjà une preuve et un bon résultat des faits exposés dans le premier vo-

lume de cet ouvrage que cet empressement qu'a mis madame la duchesse d'Orléans à quitter sa position séparée depuis le 24 Février et qui semblait toujours être une protestation, comme aux époques antérieures?

L'irritation vive et âpre qui s'est manifestée contre quelques paroles fort inoffensives de l'auteur, vient sans doute de deux causes : c'est qu'elles ont touché juste; puis comme jamais abandon ne fut pareil au vide qui se fit autour de cette pauvre et noble princesse, le 26 Février, les chevaliers du bout de l'an, après avoir enterré la monarchie, ont voulu, par un zèle aussi bruyant que sans danger sous un Gouvernement tolérant et impartial, racheter les faiblesses de caractère et les tristes délaissements de l'autre époque.

C'est un courage qui manque d'à-propos, car personne n'a voulu ni attaquer, ni insulter une princesse exilée : nul plus que l'auteur ne respecte les fronts couronnés par de grandes infortunes. Mais ce n'était pas insulter

que de dire que sous la monarchie de Louis-Philippe, la mère du comte de Paris, savante et lettrée, cherchait la popularité par ses paroles, ses actes et ses prédilections universitaires.

Faut-il voiler la vérité historique à ce point de dire qu'avant le 24 Février il n'exista aucun parti de la Régence favorable à la princesse? Que ce parti ait agi sans son aveu dans une position semblable à celle de M. le duc d'Orléans sous la Restauration ; c'est possible encore, tant il y a qu'il se trouve tout organisé le 24 Février pour énerver les dernières forces de la résistance.

C'est ce que l'auteur a voulu dire, rien de plus, rien de moins.

Paris, ce 23 Juillet 1849.

Digitized by Google

LA

SOCIÉTÉ

ET

LES GOUVERNEMENTS

DE L'EUROPE.

CHAPITRE PREMIER.

DIVISIONS DANS LE PERSONNEL DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE. — L'HÔTEL-DE-VILLE. — AFFAIRES. — DISTRACTIONS. — LES CLUBS. — ESPRIT DE LA GARDE NATIONALE. — DÉMONSTRATION DU 16 MARS. — VÉRITABLE CARACTÈRE DE LA JOURNÉE DU 17. — POLITIQUE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Les hommes de passions ou de témérité qui avaient pris la direction du Gouvernement Provisoire le 24 Février, s'étaient promis la renonciation au moins momentanée, à toutes divisions personnelles qui pourraient ébranler le bien faible édifice de leur dictature remuante. Mais la condition nécessaire, le châtiment de tous les caractères de partis, c'est de s'en faire les hommes liges et

d'abdiquer à ce point leur personnalité qu'ils ne peuvent plus agir qu'en vertu des ordres suzerains de leur seigneur et maître : ainsi, dans ce Gouvernement Provisoire, avec les intentions les plus pacifiques, il y avait des tiraillements, des soubresauts qui résultaient de la situation réciproque de ses divers membres ; et, chose curieuse, tout en se tendant la main, ils conspiraient les uns contre les autres, peut-être (pour plusieurs) sans le vouloir, sans le savoir : leur maître c'étaient leurs frères d'opinion, leurs amis des clubs qui leur reprochaient sans cesse leur faiblesse et leurs concessions politiques.

Chacun des membres de ce Gouvernement Provisoire avait pour ainsi dire son conciliabule en dehors des délibérations du conseil. M. Ledru-Rollin, par exemple, était parfaitement à l'aise au ministère de l'intérieur, entouré de MM. Flocon, Jules Favre, qui avaient ses idées et accueillaient ses amis : M. Ledru-Rollin n'était pas un de ces caractères vindicatifs, insociables qui ne connaissent pas les transactions ; avec les dehors d'une volonté impatiente, il avait peu de fermeté ; ses instincts étaient bons, mais on pouvait facilement les détourner par un mot, un reproche, un

orgueil ; il vivait alors dans l'atmosphère des clubs, dans la poussière ardente des partis, et ces émotions enivrent. Il voyait chaque jour les plus ardents des démocrates qui l'accablaient de reproches sur la conduite faible, incertaine d'une fraction du Gouvernement Provisoire : « Où voulait-on aller ? La réaction marchait à son triomphe ; est-ce pour elle qu'on avait fait le 24 Février ? »

Si M. Ledru-Rollin passait sa vie à calmer ses impatients amis, il devait naturellement apporter quelques exigences au sein du Gouvernement Provisoire ; il avait besoin de communiquer à ses collègues les volontés de son parti, pour en exiger des concessions incessantes ; serf d'un côté, il devenait maître de l'autre, et le Gouvernement Provisoire, à son tour, cédait quelques principes ou quelques hommes. Ceci était vieux comme le triumvirat de Rome ; seulement on ne se livrait pas des têtes mais des garanties et des positions. M. Ledru-Rollin imposait ses idées parce qu'elles lui donnaient le moyen de satisfaire les exigences de son parti ; il était en cela franchement soutenu par M. Flocon, dont les émotions rétrospectives se reportaient incessamment à la Montagne de 93.

M. Louis Blanc, autre nuance dans le Gouverne-

ment Provisoire, avait également ses amis, ses opinions, sa puissance. Sous les formes les plus douces, les plus conciliantes, M. Louis Blanc marchait à ses desseins avec une grande tenacité ; sa force était moins à l'Hôtel-de-Ville qu'au Luxembourg, où il avait un peuple à ses ordres, club incessamment ouvert aux doctrines socialistes. M. Louis Blanc avait invariablement son but d'une dictature industrielle, qui s'imposerait ensuite à l'Hôtel-de-Ville, imitant ainsi Maximilien Robespierre, qui après avoir placé le siége de sa puissance au club des Jacobins, ne venait plus au comité de Salut Public. Sans s'aimer, les deux chefs de la Montagne et du socialisme, MM. Ledru-Rollin et Louis Blanc, comprenaient bien qu'ils ne pouvaient s'exclure d'abord dans une combinaison de comité de Salut Public, qui remplacerait le chétif et faible Gouvernement Provisoire. On garderait M. Arago, qu'il était si facile de ployer à toutes les influences, peut-être M. Crémieux qui sautillait dans ses opinions avec tant de facilité, et M. de Lamartine qui était un nom éclatant, et une parole éloquente.

La situation que s'était faite M. de Lamartine dans le Gouvernement Provisoire, mérite d'être étudiée et définie. A l'origine du 24 Février, son

nom avait été accueilli comme une garantie par la bourgeoisie; un des beaux hommages rendus aux esprits d'élite, c'est la croyance qu'ils auront un si noble respect d'eux-mêmes et de la renommée, que jamais ils ne pourront manquer à ce qu'ils se doivent et à ce qu'ils doivent à la société. La France donc, les mains suppliantes, le lendemain de la grande aventure, s'était placée sous l'égide du nom de M. de Lamartine, et après la République proclamée, sa parole avait rendu des services pour en arrêter les turbulents excès.

Depuis, l'idéalisme généreux du poète (le désir de tout rapprocher, de tout concilier) l'avait porté à de grandes concessions, à un syncrétisme facile qui pouvait le faire servir d'instrument à toutes les opinions les plus ardentes : sa passion était d'entraîner à ses idées et de grouper autour du Gouvernement Provisoire, même MM. Blanqui, Barbès, Lacrampe, Sobrier, et de ne plus faire qu'un grand faisceau de toute la démocratie; utopie rêveuse, feu follet d'une imagination colorée. Les hommes hardis et pratiques qui formaient les clubs avaient d'autres systèmes, et le dessein de s'emparer du pouvoir surtout. Ils trouvaient dans le Gouvernement Provisoire une orga-

nisation toute faite qui fonctionnait; il ne s'agissait plus que de substituer quelques noms de leurs impatients amis à ceux des membres incertains ou modérés, qui empêchaient la vive et forte action de la démocratie : on ne repoussait même pas M. de Lamartine, garantie offerte aux bourgeois effrayés; les clubs qui avaient étudié la partie faible de ce caractère, savaient bien que cette éloquence ne leur serait pas toujours hostile, et le peuple un peu railleur donnait une autre épithète à sa douce voix et à ses mellifiantes paroles. Les clubs, par les mêmes motifs de vanité auraient toléré M. Arago, que sa famille d'ailleurs rattachait aux opinions extrêmes : le directeur des Postes, le commissaire à Lyon n'étaient-ils pas de la plus ardente nature? Or la place qu'on décernait au savant académicien était celle de Carnot dans le comité de Salut Public.

La partie spécialement attaquée du Gouvernement Provisoire, MM. Marrast, Garnier-Pagès, Marie, s'étaient voués à la modération par force et par goût. Après les premières émotions de la rue et de l'Hôtel-de-Ville, ils avaient aperçu l'abîme immense que le parti extrême creusait sous les pas d'une société déjà si fatalement agitée. Je

n'examine pas si c'était par ambition ou par tout autre motif vulgaire, ou peut-être par instinct de l'état vrai de la société; mais les trois membres que je viens de citer, formaient le parti d'une résistance méritoire, que les clubs songeaient à briser dans une émeute. M. Marrast doucement absorbé dans la mairie de Paris, s'y tenait comme dans une forteresse, sous le drapeau de la dictature. Ce que jamais l'empire de Napoléon n'avait osé dans son despotisme, M. Marrast l'avait obtenu sans hésitation du Gouvernement Provisoire; il n'avait plus ni conseil général, ni conseil municipal pour contrôler les dépenses, et il disposait à son gré des immenses revenus de la ville. On pouvait trouver singulier que les vieux défenseurs de la liberté et de la bonne gestion des deniers de l'État, se fussent établis à ces conditions arbitraires dans le gouvernement de Paris; mais les circonstances étaient exceptionnelles, et le parti démocratique en profitait pour user largement du pouvoir.

M. Garnier-Pagès, faible de caractère à travers ses témérités d'idées secondait la tendance de M. Marrast avec la même intention d'organiser une République facile, couronnée de fleurs: dans un corps débile, M. Garnier-Pagès cachait une intelligence

active, un peu brouillonne pour les affaires, et un grand entrain pour les plaisirs qui soulagent les esprits fatigués. La majorité de ce Gouvernement Provisoire profitait des avantages que sa situation élevée lui créait à Paris. La dernière cour avait laissé de beaux coupés, des chevaux fringants, de ravissants manoirs : tandis que le Gouvernement Provisoire annonçait avec ostentation qu'on allait vendre tous les châteaux et les meubles de la liste civile, la plupart de ses membres se servaient des équipages des princes : pourquoi leur en faire un reproche? ils les avaient sous la main et les affaires d'État étaient si multipliées ! il fallait si rapidement se porter de l'Hôtel-de-Ville à un ministère au milieu de la foule, et ce n'était pas trop que le train des princes pour des tribuns.

Ne comptait-on pour rien les fatigues du soir? alors il fallait les théâtres, les loges de la liste civile : n'était-il pas utile de les occuper pour leur rendre la grâce, la fraîcheur des toilettes royales? La protection des arts et des artistes exigeait aussi certaines assiduités et diverses sollicitudes : tel membre du Gouvernement Provisoire avait goût pour les beaux vers de la tragédie française, tel autre aimait les chants délicats de l'Opéra. Quelquefois c'était

le cri bruyant de la chasse, le hahali de la meute; était-ce trop de Chantilly, de ses bois épais, de ses vertes plaines? Il était heureux pour la civilisation de voir ces farouches tribuns, s'assouplir aux molles mœurs et aux grandes manières !

Dès que le principe républicain eut été proclamé par le Gouvernement Provisoire, je l'ai dit déjà, la question de la liberté des clubs dut se présenter immédiatement. Quelques réunions s'étaient groupées autour des condamnés politiques naguère sortis des prisons, les principaux d'entre eux, MM. Blanqui, Barbès et Hubert. Il était impossible que des hommes qui s'étaient voués aux idées démocratiques comme à la passion de leur vie, n'eussent pas une position dans le nouveau Gouvernement qui se fondait sur le principe populaire ; s'ils ne l'avaient pas, ils chercheraient naturellement à se la faire; et l'on ne pouvait pas les en blâmer. Le Gouvernement Provisoire fit diverses propositions aux chefs d'un parti déjà très-puissant sur les masses turbulentes. M. Barbès avait été nommé gouverneur du Luxembourg, comme un duc de Chaulnes ou de Laval; M. Hubert reçut les offres d'une position administrative. Lui et M. Blanqui refusèrent parce qu'ils espé-

raient, à l'aide de leurs amis, obtenir la direction de la République, telle qu'ils l'avaient conçue, fondée sur le dogme de l'égalité absolue rêve de leur vie; et pour arriver à ce but légitime dans leur pensée il fallait s'appuyer sur une grande force organisée ; ils posèrent donc nettement la question de la liberté absolue des clubs. Le Gouvernement s'était placé dans des conditions trop avancées pour qu'il lui fût possible de résister : la discussion dans les clubs n'était-elle pas la conséquence nécessaire de la liberté de la presse et de la tribune? On s'était battu précisément pour obtenir le droit de réunion : cette conquête accomplie, l'abandonnerait-on tout aussitôt? Aussi le Gouvernement Provisoire s'empressa-t-il, après un préambule écrit en phrases retentissantes, de déclarer que : « Les clubs étaient libres et leur indépendance écrite dans la constitution naturelle des *Droits de l'Homme.* » Quelle arme puissante ne donnait-on pas aux partis extrêmes?

Cette déclaration imprudente ne faisait pas assez le compte de la pression qui allait résulter pour le Gouvernement lui-même de la tendance des clubs : l'événement justifia les craintes des amis

de l'ordre. A peine le principe était-il admis qu'on vit s'établir des clubs sur tous les points avec des dénominations étranges, furieuses, menaçantes, vieux souvenirs des Jacobins, des Cordeliers, fantômes hideux, réveillés de leur tombe et qui jettent l'épouvante au sein des populations paisibles. Quand une société tout entière s'inquiétait au moindre petit bruit, à la plus innocente alerte, on lui jetait mille voix criardes rappelant les souvenirs de la Terreur. Jamais il ne se vit une telle rage de paroles, une telle passion de doctrines dévorantes ; s'il y avait certainement bien des choses qui rebondissaient sur les cœurs sans les atteindre, d'autres pénétraient profondément. Par une organisation habilement conçue tout devait se fondre dans une association suprême, le *Club des Clubs*, centralisation active de forces, de doctrines. Le club central, devint une puissance qui traitait d'égal à égal avec le Gouvernement Provisoire, et faisait à M. de Lamartine ses conditions de concours.

Une fois maîtres de la situation, les clubs durent naturellement agir de conformité avec leurs principes : l'histoire ne doit point s'arrêter à ces propositions excentriques ou désolantes qui gri-

maçaient la Terreur par esprit d'imitation d'un temps fini. Mais il est constant que de la réunion des clubs date la marche rapide de l'esprit révolutionnaire vers les excès. C'était certes déjà beaucoup qu'en Février la démocratie eût été admise et proclamée sans débat; cette conquête inattendue, rapide, n'était-elle pas de nature à satisfaire les plus exigeants? Pourtant les clubs ne s'arrêtaient pas là; selon eux, la République n'était qu'une forme et non pas un but, et le peuple voulait autre chose qu'une forme; ce qu'on appelait donc, c'était d'abord une République démocratique : que signifiait cet accouplement de mots? Une République moderne pouvait-elle être envisagée autrement que comme le gouvernement du peuple? Cependant, ce n'était pas sans motif que les clubs avaient d'abord imposé cette dénomination : cela voulait dire une République de démagogie, avec la plus bruyante intervention des clubs, des assemblées de peuple et de l'insurrection au besoin, reconnue par la Constitution de 1793, comme le plus saint des devoirs.

Bientôt ce mot démocratique ne suffit plus : on voulut aussi une République sociale pour compléter la trilogie, premier pas vers le progrès de

cette école qui tendait à pénétrer, par un communisme déguisé, dans la nouvelle République. Le socialisme (pure théorie) consistait à trouver l'état social détestable, appelant ainsi un ordre nouveau qui ferait une plus large part aux prolétaires. Je crois en effet que les gouvernements s'étaient jusque là trop occupés des idées politiques de la société et pas assez des besoins matériels du peuple. Quelques esprits, rêveurs téméraires, tels que MM. Cabet, Jean Raynaud et Pierre Leroux avaient profité de cette indifférence pour jeter d'étranges idées de perfectionnement; le socialisme d'application immédiate n'était, à vrai dire, que le communisme déguisé, qui voulait faire invasion dans la pensée gouvernementale, et y chercher des adhérents. De cette manière, les esprits d'un libéralisme pratique se trouvaient absolument dépaysés : les clubs ne se déguisaient plus dans leur but; à chaque séance c'étaient des théories ou des menaces, de vives déclamations contre l'état social, pour eux, si déplorablement organisé; or, comme cet état était celui de tous, du petit au grand, on ne peut assez s'imaginer la confusion profonde qui éclatait dans les affaires; où voulait-on aller, ces théories n'auraient-

elles pas des limites ? On savait d'ailleurs que le Gouvernement Provisoire était sous la pression de ces idées et que les clubs avaient bien plus de puissance sur lui que les esprits calmes et dévoués à l'ordre.

Le plus grand obstacle que ces doctrines devaient rencontrer c'était dans la garde nationale, les intérêts bourgeois et paisibles qui, à travers toutes les formes de gouvernement, voulaient garder la famille et la propriété. On se rappelle la participation que la garde nationale avait prise à la révolution du 24 Février ; son tort immense avait été de se réunir aux masses confuses contre le pouvoir régulier, mauvais exemple dont elle subissait les tristes conséquences : depuis, son instinct naturel et les prédications des clubs lui avaient fait comprendre qu'elle devait nécessairement prendre un rôle de résistance, pour empêcher à tout prix le débordement des mauvaises passions: c'est ainsi que depuis le 25 Février cette admirable garde augmentée d'un grand nombre de volontaires avait fait tous les services et préservé les personnes et les propriétés. Les clubs démocratiques avaient compris à leur tour que tant que cette garde serait ainsi organisée ils n'auraient

aucune prise sur la population; ils imposèrent donc au Gouvernement Provisoire, par l'organe de M. Ledru-Rollin l'obligation de comprendre tous les citoyens sans distinction dans la garde nationale, et de fondre dans un grand tout les compagnies déjà existantes, lesquelles avaient rendu tant de services, parce qu'elles portaient avec elles-mêmes une responsabilité morale.

Ce plan de désorganisation avait vivement ému la garde nationale surtout en ce qu'elle enlevait toute puissance de répression au parti de l'ordre, en substituant le chaos à la hiérarchie. Pouvait-on se fier d'une façon absolue à l'excellent esprit des multitudes, aux progrès que l'ordre avait faits parmi les masses? Les clubs espéraient tout de cette désorganisation, tandis que la garde nationale craignait tout. De là vint la cause première d'une démonstration signalée depuis sous le nom railleur d'*émeute de bonnets à poil.* Ces gardes nationaux, qui poussaient le dernier cri de l'ordre mis en péril, devaient se rendre, selon l'usage d'alors, auprès du Gouvernement Provisoire; mode tumultueux sans doute : quelle était la corporation désordonnée qui ne se rendait alors auprès du Gouvernement Provisoire ban-

elles pas des limites ? On savait d'ailleurs que le Gouvernement Provisoire était sous la pression de ces idées et que les clubs avaient bien plus de puissance sur lui que les esprits calmes et dévoués à l'ordre.

Le plus grand obstacle que ces doctrines devaient rencontrer c'était dans la garde nationale, les intérêts bourgeois et paisibles qui, à travers toutes les formes de gouvernement, voulaient garder la famille et la propriété. On se rappelle la participation que la garde nationale avait prise à la révolution du 24 Février ; son tort immense avait été de se réunir aux masses confuses contre le pouvoir régulier, mauvais exemple dont elle subissait les tristes conséquences ; depuis, son instinct naturel et les prédications des clubs lui avaient fait comprendre qu'elle devait nécessairement prendre un rôle de résistance, pour empêcher à tout prix le débordement des mauvaises passions: c'est ainsi que depuis le 25 Février cette admirable garde augmentée d'un grand nombre de volontaires avait fait tous les services et préservé les personnes et les propriétés. Les clubs démocratiques avaient compris à leur tour que tant que cette garde serait ainsi organisée ils n'auraient

aucune prise sur la population; ils imposèrent donc au Gouveruement Provisoire, par l'organe de M. Ledru-Rollin l'obligation de comprendre tous les citoyens sans distinction dans la garde nationale, et de fondre dans un grand tout les compagnies déjà existantes, lesquelles avaient rendu tant de services, parce qu'elles portaient avec elles-mêmes une responsabilité morale.

Ce plan de désorganisation avait vivement ému la garde nationale surtout en ce qu'elle enlevait toute puissance de répression au parti de l'ordre, en substituant le chaos à la hiérarchie. Pouvait-on se fier d'une façon absolue à l'excellent esprit des multitudes, aux progrès que l'ordre avait faits parmi les masses? Les clubs espéraient tout de cette désorganisation, tandis que la garde nationale craignait tout. De là vint la cause première d'une démonstration signalée depuis sous le nom railleur d'*émeute de bonnets à poil*. Ces gardes nationaux, qui poussaient le dernier cri de l'ordre mis en péril, devaient se rendre, selon l'usage d'alors, auprès du Gouvernement Provisoire; mode tumultueux sans doute : quelle était la corporation désordonnée qui ne se rendait alors auprès du Gouvernement Provisoire ban-

nière en tête ? Ne les recevait-on pas toutes avec respect comme l'image du peuple? Ici, c'était différent, la garde nationale n'était que l'expression de la propriété, de l'ordre, de la paix et à ce point de vue, chose étrange ! le Gouvernement Provisoire hésitait à l'accueillir. Dès la veille, les journaux les plus dévoués au pouvoir commençaient à dénoncer la réaction : « Ce que faisait la garde nationale, disaient-ils, c'était une sorte d'appel à la Régence; on les en punirait, ces bourgeois indociles, le peuple était debout. » De tels articles étaient insérés dans les journaux ministériels sous la surveillance de MM. Ledru-Rollin et Flocon. Où voulait-on en venir ?

Cependant, la garde nationale ne s'arrêta pas devant ces insultes et ces provocations de journaux officiels ; elle crut que ce qui avait été toléré pour des députations confuses, le droit de pétition en masse, devait être permis à la milice qui avait sauvé la cité depuis Février. Le Gouvernement Provisoire ne le pensa pas ainsi ; immédiatement il se mit en communication avec les clubs et les corporations des travailleurs sous sa main qui ne demandaient pas mieux que de donner une bonne leçon à la bourgeoisie, leçon d'autant

plus sérieuse que toutes les forces démocratiques seraient mises en jeu par les ateliers nationaux et qu'on en ferait sortir diverses résolutions nécessaires au triomphe des clubs. Dès que les compagnies d'élite furent en marche, sans armes, par les boulevards et les quais de la Seine, plusieurs clubs se groupèrent autour de l'Hôtel-de-Ville et lorsque les gardes nationaux se présentèrent sur le Pont-au-Change le passage fut barré avec menaces par les hommes en blouses, ou par des agents des ateliers ou des clubs, délégués sur ce point par MM. Caussidière et Sobrier. Il y eut même quelques coups de violence échangés avec les premiers pelotons de gardes nationaux qui, désarmés, ne voulurent pas engager la lutte.

On vit alors, spectacle étrange ! le général Courtais, commandant en chef la garde nationale, accourir plein de colère pour accabler de reproches les bourgeois honorables qui s'étaient résolus à cette démarche auprès du Gouvernement Provisoire, leur déclarant que « ce qu'ils faisaient là était irrégulier, et que le peuple ne voulait pas les laisser passer. » Il est bon de répéter qu'on appelait peuple alors, non pas la généralité des citoyens paisibles, des propriété-

taires, des marchands, des ouvriers armés pour l'ordre public, mais cette multitude des rues qui, chaque jour, troublait, par ses démonstrations bruyantes la paix de la cité. La marche des colonnes fut donc suspendue, et l'on n'admit devant le Gouvernement Provisoire qu'un très-petit nombre de délégués, avec mission de porter la parole pour tous à l'Hôtel-de-Ville.

M. Arago reçut cette députation avec impatience, et l'on a peine à comprendre l'aigre réponse qu'il fit à l'élite de la cité, qui venait pétitionner dans l'intérêt de l'ordre, tandis que les caresses et les éloges étaient prodigués au moindre caprice de la multitude (le peuple souverain). Le Gouvernement Provisoire déclara : « Qu'il blâmait la démarche des gardes nationaux venus à l'Hôtel-de-Ville ; il persistait dans le décret d'organisation ; le sentiment de l'égalité avait motivé cette mesure, car l'élite des compagnies créait un régime d'inégalité parmi les citoyens en opposition avec l'unité et la fraternité. » Enfin, le Gouvernement si facile devant les clubs, déclara avec aigreur à la garde nationale : « Qu'il entendait délibérer en pleine liberté ; les compagnies d'élite étaient un privilége qui devait céder devant le

peuple ; désormais il n'y aurait plus que des compagnies de quartier confondues entre elles. » Peut-être cet ordre était-il meilleur, je ne le juge pas, mais la leçon était donnée d'une façon dure, sans ménagement d'expressions, comme cela se devait alors à des aristocrates : M. Arago ajouta : « Qu'il ne répondait pas que l'exemple donné par une fraction de la garde nationale, ne justifiât et n'appelât une démarche contraire du peuple souverain. » Paroles menaçantes et mystérieuses qui s'expliquaient par les rapports continuels du Gouvernement Provisoire avec les chefs des clubs qui depuis longtemps avaient résolu une démonstration violente dans l'intérêt de la cause révolutionnaire : « Le Gouvernement était faible selon eux, divisé, on devait surtout expulser la fraction modérée pour y substituer les vrais patriotes; on pourrait arriver à ce résultat par une levée contre la bourgeoisie et ce qu'on appelait le parti de la réaction. » A cette époque M. Barbès nommé gouverneur du Luxembourg était au mieux avec tout le Gouvernent Provisoire qui écoutait ses conseils et caressait ses ambitions; MM. L. Blanc Ledru-Rollin et Flocon faisaient espérer à MM. Blanqui et Cabet, expression des

montagnards et des socialistes une pleine satisfaction pour ces doctrines, en les appelant eux-mêmes au sein du Gouvernement Provisoire : des amis communs s'étaient entremis pour calmer les irritations ; MM. de Lamartine, Sobrier, Marc Caussidière, avaient beaucoup promis aux clubs pour diriger, attiédir une démonstration violente qui pouvait briser le Gouvernement tout entier : ne leur suffisait-il pas de châtier la classe moyenne ?

Il est incontestable que ni MM. de Lamartine et Ledru-Rollin, ni même M. Arago ne restèrent étrangers à la démonstration du 17 mars, qui fut commandée par M. Caussidière ; ils étaient les maîtres des ateliers de travailleurs, et des délégués du Luxembourg sous M. Louis Blanc. Ceux-ci formaient la masse du peuple qui pouvait prendre part à une démonstration ; s'ils remuèrent de leurs ateliers sous leur démocratique bannière, c'est que l'ordre en fut donné par des voix mystérieuses venues du Gouvernement ; celui-ci avait besoin de faire peur à la garde nationale, de lui montrer le peuple souverain devant lequel la bourgeoisie devait s'abaisser ; il voulait lui dire : « Tremblez, imprudents, vous n'avez plus qu'à baisser la tête ; voici notre maître à tous. » Je ne pense pas que le

Gouvernement fût d'une complicité absolue avec les clubs qui allaient apparaître dans la rue armés et menaçants (ceux-ci voulaient en majorité un comité de Salut Public); c'eût été trop compromettre la situation; MM. de Lamartine, Arago, et Ledru-Rollin ne désiraient qu'une leçon donnée à la garde nationale et lui montrer surtout qu'eux seuls préservaient Paris de l'orage. M. Caussidière avait merveilleusement servi cette combinaison.

Les clubs à leur tour s'étaient réunis pour aviser à la situation; les plus extrêmes espéraient en finir avec le Gouvernement Provisoire dont la faiblesse compromettait le parti révolutionnaire; on devait se hâter de le détruire pour créer un pouvoir plus énergique, ou en le conservant lui-même, il fallait immédiatement le modifier par la violence, lui imposer des noms qui servissent de garanties, et en expulser les timides, les modérés : cette opinion extrême toujours minorité avait contre elle MM. Barbès, Cabet et Hubert lui-même qui disaient : « Essayons encore de ce Gouvernement : obtenez les choses, puis nous aurons les hommes. » La requête des clubs devait se résumer en la demande impérative d'un retard aux élections de la garde nationale et de l'Assemblée, nécessaire pour que les

patriotes pussent se concerter sur le choix de leurs candidats; on dirait au Gouvernement des paroles dures, sévères, au nom du peuple; on exigerait de lui au plus vite un décret de satisfaction pour la multitude; tout cela devait se faire avec calme, froidement, afin de jouer à la légalité, néanmoins avec des conditions impératives de telle nature que le but de la démarche serait exactement atteint. A cet effet les clubs se mettraient à la tête des travailleurs pour les diriger dans la prochaine démonstration politique.

Dès le matin, des affiches placardées sur tous les points de Paris et de la banlieue, invitaient les travailleurs, les délégués, les clubs, les corporations à une grande réunion populaire sur la place de la Concorde, pour de là venir à l'Hôtel-de-Ville dans le but d'une patriotique démonstration; on vit donc se grouper vers dix heures de nombreuses bandes sorties des ateliers nationaux, des travailleurs du Champ-de-Mars, des délégués du Luxembourg, les divers corps d'états; chacun avec des drapeaux et de petites bannières. A midi la multitude était prête, groupée, et l'on se mit en marche par les quais vers l'Hôtel-de-Ville; l'ordre était parfait. En tête, à cheval, les meneurs, députés, dé-

légués ; derrière eux des groupes séparés les uns des autres par des drapeaux où se lisaient les noms des clubs, la *Montagne*, la *Sorbonne*, les *Jacobins*, les *Cordeliers*. Cette foule ne poussait aucun cri, ne jetait aucun signal : de temps à autre, les groupes entonnaient la *Marseillaise*, ou le *Chœur des Girondins*, avec plus ou moins d'ensemble et toujours gravement ; quelques-uns ajoutaient ce cri : « A bas les aristocrates » ou le chant *Ça ira* des jours de la Terreur. Tout cela réglé et commandé.

A midi, ces groupes s'acheminèrent vers l'Hôtel-de-Ville. Sur les ponts et les quais, il n'y eut pas d'obstacles, d'empêchements comme pour la démonstration de la garde nationale ; le peuple était libre et passait en souverain. A la Grève, la multitude put se grouper en foule compacte et le Gouvernement Provisoire tout entier se tint prêt à répondre à ces vœux tumultueusement exprimés. A la garde nationale, M. Arago avait répondu rudement par d'aigres paroles ; dans cette solennelle circonstance devant le peuple souverain, le Gouvernement écouta avec respect les ordres de la multitude. Ce fut au nom du peuple que M. Cabet d'une voix haute et retentissante imposa comme conditions impératives : le renvoi des ré-

giments de ligne dans un rayon de quelques lieues du siége du Gouvernement; les troupes étaient en haine aux clubs parce qu'elles étaient le seul moyen de répression; les hommes du désordre ont une répulsion instinctive pour tout ce qui est hiérarchie. Les clubs au reste, en insistant ainsi, faisaient une faute grave, car ils irritaient l'armée appelée un jour à s'en souvenir. M. Cabet continua en demandant aussi que les élections de la garde nationale fussent retardées jusqu'au mois de mai, et celles des députés jusqu'en juin. Le but des clubs était ici encore visible; les rapports de M. Ledru-Rollin signalaient la résistance que le système républicain rencontrait partout dans les départements. Si l'on avait fait les élections immédiatement pour la garde nationale et les représentants, le Gouvernement eût subi un échec; la République dans le sens entendu par les clubs, n'aurait pas eu la moindre chance de succès. Ce que voulaient les délégués et M. Cabet, c'était un laps de temps suffisant pour donner aux clubs de Paris et de la province le loisir nécessaire pour travailler les élections; les républicains ardents avouaient que la province arriérée ne voulait pas de la démocratie.

Ceux qui s'étaient mis à la tête de la démonstration étaient-ils bien les organes de la masse qui les suivait ; leur demande, était-elle bien l'expression de cette force compacte campée autour de l'Hôtel-de-Ville ? quelques-uns disent que M. Cabet et les chefs de clubs avaient pris spontanément la parole sans consulter l'opinion des corps d'états ou des travailleurs, espérant ainsi profiter de leur nombre. La vérité absolue est, selon moi, que sans être strictement complice, cette foule ameutée avait à peu près les mêmes vœux, les mêmes opinions que les orateurs qui prenaient la parole en son nom ; plusieurs d'entre eux s'écrièrent qu'il fallait un décret immédiat pour sanctionner les résolutions du peuple. Aussi faut-il voir avec quel respect, quelle déférence M. de Lamartine parle à cette foule ; dont il reconnaît la souveraineté : « C'est d'elle que le Gouvernement tient le pouvoir, et le jour qu'elle ne voudra plus le reconnaître, le fortifier de son suffrage, le Gouvernement cessera d'exister ; mais il la supplie au nom d'elle-même et pour donner de la force aux propres décrets du Gouvernement, de ne pas le violenter, de lui laisser au moins les apparences de la liberté dans ses délibérations : « Retire-toi, peu-

ple souverain, point de compression, parce que tu es fort tu dois être magnanime! » A cette humble parole, les chefs de clubs ordonnent à la foule de laisser la liberté d'action au Gouvernement Provisoire auquel on venait offrir appui.

Pour répondre à l'honneur insigne d'une telle visite, le Gouvernement Provisoire se mit à la tête des multitudes jusqu'à la place de la Bastille où elles désiraient saluer le génie de la Liberté. Au pied de cette colonne monumentale M. Ledru-Rollin les harangua de nouveau ; puis les clubs prirent l'ordre de leur défilé sur le boulevard. Ce défilé dura trois heures environ, et chaque fois qu'une troupe approchait du général Courtais placé vis-à-vis le théâtre de l'Ambigu, le chef et le drapeau se détachaient pour saluer et embrasser celui qui se nommait déjà le général du peuple. Chaque groupe restait calme : peu ou point de cris ; seulement la *Marseillaise* et le *Chant des Girondins* récités avec ensemble et solennité ; nulle insulte sur les boulevards, de la gravité même ; on voyait que tous avaient reçu pour mot d'ordre : « Que la démocratie était alors assez avancée, assez sérieuse pour prendre le gouvernement du pays, si les hommes actuellement aux affaires ne savaient pas suivre une

ligne droite et forte. Ainsi se passa cette journée du 17 mars, moitié spontanée, moitié l'œuvre des clubs, avec la complicité du Gouvernement.

Quel pompeux récit dans le *Moniteur* du lendemain ! quels éloges on donnait au calme, à la modération de ce peuple sublime qui avait daigné épargner le Gouvernement Provisoire ; on avait jeté le dédain et le mépris sur la garde nationale, elle n'était pas le peuple ! Le lendemain la *Réforme* railla les bonnets à poil ; la caricature officielle s'en empara d'une façon très-empressée pour louer la vengeance qu'en avait tirée le peuple ; enfin le *National* n'eut que des paroles aigres et menaçantes pour la garde bourgeoise. Je ne puis résister au désir de citer quelques-unes des phrases par lesquelles le Gouvernement Provisoire salua cette tumultueuse démonstration : « Citoyens, le Gouvernement Provisoire croit de son devoir de vous remercier de la manifestation si imposante dont vous avez donné hier le magnifique spectacle : proclamé pour ainsi dire sous le feu du combat, et dans le premier moment de la victoire, le Gouvernement Provisoire a vu hier ses pouvoirs confirmés par les deux cent mille citoyens organisés comme une armée, marchant avec le

calme de la puissance, et qui par leurs acclamations ont apporté à notre autorité transitoire, la force morale et la majesté du souverain. Peuple de Paris, vous avez été aussi grand dans cette manifestation que vous avez été courageux sur vos barricades... Notre désir, notre intérêt, notre vœu le plus cher, c'est de faire entrer dans les cadres de la garde nationale cette population vigoureuse, dont les instincts d'ordre et d'organisation se sont produits avec un ensemble qui fait notre orgueil..... Encore une fois, le Gouvernement Provisoire vous remercie. »

A ce style élégant et flatteur, on pouvait reconnaître la main de M. de Lamartine. Ce manifeste était suivi d'un décret qui obéissant aux exigences des clubs, renvoyait les élections de la garde nationale au 5 avril ; ce qui entraînait par la force des choses le retard des élections pour l'Assemblée. Il était évident pour tous que le Gouvernement Provisoire voulait tirer parti de cette démonstration pour fortifier le côté démocratique du système; on alla même jusqu'à exagérer le nombre des ouvriers présents à la démonstration; les militaires, habitués à la stratégie, avaient compté qu'un défilé de quatre heures, même ra-

pidement accompli, ne devait pas supposer un effectif de plus de cinquante-cinq mille hommes; on annonça pompeusement que deux cent mille ouvriers s'étaient montrés à la face du Gouvernement Provisoire, nombre suffisant pour en imposer à la réaction si elle voulait se montrer. La vérité c'est que Paris resta dans une morne stupeur à la vue de ce dénombrement des forces démocratiques, à cause même de ce calme, de cet ordre qu'elles avaient montrés pendant ce défilé de quatre heures; ils avaient donc des chefs, une hiérarchie! ils se croyaient prêts pour envahir et gouverner la société! et contre qui cette démonstration avait-elle lieu? contre la bourgeoisie, en lui imposant la terreur! le Gouvernement Provisoire le faisait dire assez haut dans ses railleries sur les bonnets à poil, l'élite de la population.

Était-ce le sentiment de cette situation ou la douleur d'une grande misère? Jamais Paris n'avait été plus triste, plus affecté que depuis la fatale journée du 24 Février: le mardi-gras était arrivé au commencement de mars; on conçoit qu'à une époque si rapprochée des grands désordres, le cœur ne fût pas aux fêtes; mais à la mi-carême qui finissait le mois, il n'y eut aucune démonstration de masques.

aucune fête, et l'on sait que rien n'est plus significatif à Paris que ce dégoût du plaisir et cette abdication de l'esprit français. Après Juillet 1830, Paris avait repris sa gaieté, ses mœurs joyeuses et sa tendance aux plaisirs ; durant les épreuves de la monarchie, les masques circulaient dans les rues. Depuis la République un caractère triste et sérieux se révélait partout ; les théâtres vides appelaient en vain la curiosité des spectateurs par des pièces de circonstance et d'amères critiques contre le système tombé : on y chantait les airs patriotiques en face des loges vides ; les promenades, naguère remplies d'élégantes voitures, de femmes riches, coquettes et parées, voyaient de longues files d'hommes en blouses ; les marchands ouvraient et fermaient leurs boutiques sans vendre un article de cinq francs ; les mœurs, les habitudes étaient absolument changées : l'honnête bourgeois qui sortait de chez lui trouvait d'abord tapissée sur les murs une multitude de placards et d'affiches annonçant toute espèce de projets, des utopies, des menaces contre les riches, des flatteries jetées au peuple si grand, si généreux qui daignait laisser vivre la bourgeoisie. Ici, des tambours bruyants qui rappelaient la garde

nationale; là, les mille cris des vendeurs de journaux qui hurlaient sous des titres divers les feuilles de toutes les opinions; le boulevard transformé en foire de campagne, rempli de bateleurs haletants au milieu de la poussière. Les étrangers, les riches fuyaient Paris qui n'avait plus sa robe de pourpre et les pierreries de sa civilisation fantastique et ravissante.

Et qui aurait encore osé parler d'art et d'intelligence à cette cité? le Gouvernement qui avait la prétention d'émanciper la pensée, de grandir la littérature, abrutissait tout; il n'y avait plus ni poètes, ni peintres, ni historiens, ni sculpteurs; plus d'un artiste enfoui dans les ateliers nationaux était réduit à remuer la terre; l'élégance des formes avait disparu pour faire place à de rudes habitudes; plus d'autres fêtes que les étranges solennités qui accompagnaient les plantations d'arbres de la liberté; singulière cérémonie que le parti montagnard avait inventée pour égayer les uns et effrayer les autres. Le signal était parti de l'atelier national du Champ-de-Mars où quelques-uns des chefs, sous l'impulsion des clubs, avaient imaginé de planter un long peuplier au milieu des habitudes bruyantes que crée l'oisi-

veté, et aussitôt cet exemple avait été suivi sur tous les points : chaque jour, des compagnies de travailleurs partaient pour les champs à la recherche de quelques peupliers ; quand ils en avaient trouvé, sans égard pour le propriétaire, ils les emportaient aux cris de *vive la République !* et bientôt, comme sur un char triomphateur, ils les traînaient à Paris. Par un sentiment de piété naturel aux ouvriers, ou bien par le désir de donner plus de pompe à la cérémonie, on priait le clergé de se rendre sur le lieu même où l'arbre de la liberté s'élevait : là le curé le bénissait en prononçant quelques paroles chrétiennes et libérales.

Jusque là tout se passait dans l'ordre et le calme ; on rencontrait ces processions à chaque pas. Le soir la fête commençait autour du lieu consacré par la plantation de l'arbre sacré ; des pétards et des artifices étaient lancés, on tirait des coups de feu par tous les points, et des troupes d'hommes et d'enfants parcouraient les rues, imposaient les illuminations en signe d'allégresse, par ce cri devenu populaire : *Des lampions! des lampions !* On en mettait sur toutes les fenêtres, et le cœur plein de tristesse on simulait la joie ; tel marchand, obligé de suspendre ses paiements devait

illuminer sa boutique, ses fenêtres sous peine de voir ses carreaux cassés. Les révolutions vous imposent la joie comme les douleurs ; les programmes du Gouvernement annonçaient incessamment des fêtes républicaines de l'égalité et de la fraternité, tristes fêtes où les cœurs étaient contrits et profondément altérés !

Chaque jour on rencontrait dans les rues et presque à chaque pas d'autres processions, tambours en tête, drapeaux déployés : aujourd'hui des Italiens, Polonais, Allemands qui demandaient à fraterniser ; demain les ouvriers de tous états qui allaient faire hommage au Gouvernement Provisoire de dons patriotiques, dons minimes de gros sous, simulés même souvent ; mais c'était l'occasion de déclamer contre les riches égoïstes : « Le pauvre ouvrier donnait jusqu'à sa dernière obole pour la patrie ; il offrait ses trois mois de misère et l'aristocrate restait insensible aux sueurs du prolétaire ! » Quel thème pour le journalisme montagnard, pour les faiseurs de placards, pour l'orateur du club ! D'autres processions d'ouvriers se dirigeaient vers le Luxembourg afin de porter leurs réclamations à la Commisssion des travailleurs représentée par ses délégués sous la prési-

dence de M. Louis Blanc; cette Commission, toujours installée dans le lieu des séances de la Chambre des Pairs, discutait les intérêts de la classe des travailleurs ou, pour parler plus exactement, désorganisait les derniers éléments de travail. Vers cette Commission se dirigeaient les processions d'ouvriers des divers états pour y porter leurs griefs, leurs plaintes, leurs prétentions. On y dénonçait surtout le despotisme du capital, la tyrannie de l'exploitation de l'homme par l'homme, et M. Louis Blanc, qui daignait souvent paraître aux séances et sortir de son parterre de fleurs (l'ancien boudoir de madame Decazes), se hâtait de débiter à ses frères les ouvriers, ses amis, de longues homélies sur les injustices dont ils avaient été jusqu'ici victimes. L'orateur, plein d'onction, s'avançant toujours dans ses doctrines, établit comme dernière base, l'égalité des salaires, et le travail concentré dans les mains de l'État, ce qui était l'abrutissement et le despotisme égyptien; il attaqua l'émulation, la concurrence, sous le nom d'antagonisme, et inventa le régime monacal pour l'ouvrier, n'était-ce pas neuf? Tous les discours de M. Louis Blanc étaient insérés avec le plus grand soin au *Moniteur*

comme des paroles précieuses et solennelles qui méritaient la sanction du Gouvernement. Quelquefois même ces pensées se transformaient en décret exécutoire : ainsi la Commission du Luxembourg proposa et le Gouvernement Provisoire ordonna la diminution des heures de travail et l'abolition du marchandage, par des actes précédés de longs considérants, de motifs très-développés avec d'hyperboliques éloges pour les ouvriers décorés du titre de travailleurs et toujours traités en souverains ; M. Louis Blanc était le rédacteur habituel de ces motifs conçus en forme d'homélies. Souvent il daigna protéger les maîtres et patrons du haut de sa chaire.

Je ne sache pas dans l'histoire un second exemple d'une désorganisation aussi complète du travail ; il se fit un chômage universel ; il n'y eut pas d'état qui ne subît la désertion de ses ouvriers, pas d'industrie, ni d'atelier qui ne se vît abandonné ; les prétentions devinrent exorbitantes. Au moment où la crise monétaire laissait sans argent, sans crédit les manufacturiers, où le consommateur se retirait tout-à-fait, les ouvriers imposaient une diminution des heures de travail. De l'atelier, ce désordre s'éleva jusqu'à la boutique ; les commis

demandèrent à fermer leurs magasins une heure plus tôt, et sur le refus de quelques maîtres, ils l'imposèrent violemment par l'émeute bruyante; le soir, on les voyait courir d'une boutique à l'autre pour exécuter leurs propres décrets, cause encore d'un grand désordre. Hélas! ces malheureux jeunes hommes ne savaient pas que bientôt ils auraient trop de loisirs à eux, et que ce ne serait pas l'organisation qui manquerait au travail, mais le travail qui ferait défaut à l'organisation. En effet, tout labeur disparut de la société réduite à une oisiveté triste et misérable.

Cette oisiveté fut organisée par les ateliers nationaux, conception de M. Marie, réceptacle de désordre, de paresse, grande grève salariée par l'État : sur chaque point extrême de la cité, au Champ-de-Mars, aux barrières, on voyait le campement de ces ouvriers, semblables au peuple romain sur la hauteur sacrée; ils ne travaillaient pas, et sous la bannière de chaque brigade, ils déclamaient contre les riches qui pourtant les payaient : le soir venu, ils achevaient leur heureux loisir aux clubs ou à la barrière. On ne peut dire les scènes désordonnées dont furent témoins les ateliers nationaux; un homme un peu élégamment mis ne pouvait passer

au milieu de ces campements de travailleurs sans être traité d'aristocrate, épithète accompagnée du *Ça ira*! des sans-culottes; quand il leur plaisait d'ordonner une procession pour présenter une requête, imposer un décret, ils se mettaient en marche sous leur bannière et la cité était troublée. Quelquefois ils se permettaient des excès d'un autre genre, témoin la violence dont fut victime le général Petit. Honte à ces mains qui osèrent souiller le front d'un vétéran de nos armées! est-ce que les traditions étaient quelque chose pour ceux qui affublaient d'un bonnet rouge le front de Louis XIV à la place des Victoires? Les ateliers nationaux étaient ménagés sous deux rapports par le Gouvernement Provisoire : n'étaient-ils pas l'expression de la souveraineté populaire, telle que l'entendait la révolution? le peuple daignait recevoir un salaire! Puis le Gouvernement Provisoire avait sous sa main une garde prétorienne toujours prête à effrayer la bourgeoisie, et à seconder le vote électoral, soit qu'il s'agît de la garde nationale soit de l'Assemblée élue par le suffrage universel.

Ainsi était Paris aux premiers jours d'avril 1848, triste et agité, turbulent sans gaieté, révolutionnaire sans grandeur; ville désormais sans plaisirs,

Digitized by Google

sans théâtres, sans étrangers, privée de toute aristocratie; Paris ne savait pas qu'en supposant le plus heureux résultat possible à cette révolution, toute la perte devait être supportée par la capitale, séjour de repos et de luxe. On disait que Paris était la cité-reine de la France; quand il n'y aurait plus de roi, plus de priviléges, est-ce que l'aristocratie, la grandeur, la royauté d'une cité serait respectée encore? Paris supportait spécialement la perte de plus de six milliards que la dépréciation de toute valeur lui faisait subir; les capitalistes, les propriétaires étaient plongés dans une sorte de stupeur : les ventes d'immeubles devenaient impossibles, les transactions sans vie; on n'avait qu'une seule pensée : les élections et l'Assemblée. Tout était suspendu jusqu'à cette époque qui devait tout renouveler les cœurs et les intérêts. Quand il y a une souffrance, on espère toujours en un événement pour la calmer; hélas! souvent ce n'est qu'un point d'arrêt dans la fatalité des causes.

CHAPITRE DEUXIÈME.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE. — ÉLECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

Cet état de surexcitation et de désordre dans la société résultait non-seulement du malaise des âmes, mais encore de la faiblesse incontestée du Gouvernement Provisoire, incertain, tiraillé par tous les points. En vain prenait-il avec ostentation le titre superbe de Gouvernement, il ne l'était ni comme direction, ni comme pouvoir; obéissant à tous les vents de l'opinion populaire, il marchait à la voix des clubs et des ateliers nationaux; et voilà pourquoi la société était si inquiète de son avenir. La première condition de force pour un pouvoir c'est qu'on ait foi en lui; la société marche alors pour le soutenir. Ici la confiance n'existait pas : celui des gouvernants contre qui s'élevait le plus de méfiance au sein de la classe

Digitized by Google

moyenne c'était M. Ledru-Rollin ; on savait toutes ses liaisons avec le parti de la démocratie extrême, ses conférences avec MM. Barbès, Raspail, Cabet, et les autres chefs de clubs importants. Les hommes qu'il avait groupés autour de lui dans son ministère MM. Flocon et Jules Favre, à tort ou à raison, étaient accusés de complicité morale dans tous les complots qui avaient pour but le triomphe de l'extrême République et le pays inquiet cherchait dans ses deux organes le *Bulletin officiel* et le journal la *Réforme* la dernière pensée de ce côté du Gouvernement Provisoire : or il était impossible de ne pas être profondément affecté des doctrines et des projets que semblaient annoncer les deux *Moniteurs* de M. Ledru-Rollin. Dans le langage le plus clair, le bulletin déclarait que « si les élections ne se faisaient pas au profit de la République et de ses vieux amis, on aurait la guerre civile et que le peuple souverain de Paris en finirait avec l'Assemblée Nationale. » Le langage un peu nuageux du bulletin allait jusqu'à oser des digressions sur la nécessité d'un changement dans les rapports du riche et du pauvre, expression du socialisme avancé. La *Réforme*, plus franche, menaçait ouvertement la réaction de la co-

lère du peuple et le citoyen ministre de l'intérieur était le seul bon patriote. Si elle ménageait encore le Gouvernement Provisoire, c'est que le temps de le renverser n'était pas venu.

D'où résultait une naturelle conséquence : la bourgeoisie de Paris, la garde nationale avait ressenti une juste antipathie pour M. Ledru-Rollin qu'elle poursuivait dans les journaux en lui demandant ce qu'il voulait, à quel but il espérait conduire cette société si profondément agitée? toute la préoccupation de la classe honnête et moyenne était d'obtenir son expulsion du Gouvernement Provisoire; la dernière démarche même de la garde nationale à l'Hôtel-de-Ville avait cet objet et le ministre demeurait un sujet continuel d'inquiétude. Il n'en était pas ainsi du parti violent et démocratique; pour lui, M. Ledru-Rollin était l'idole adorée dans le sanctuaire : si on le touchait il n'y avait plus de République. Le bulletin qui excitait au plus haut point les craintes et l'animosité de la bourgeoisie devenait l'évangile des clubs : selon eux c'était le vrai, le seul langage que le pouvoir nouveau devait tenir aux électeurs. C'est ici l'occasion de revenir sur la rédaction et la publicité de ce bulletin; il pu-

raissait d'une façon irrégulière à peu près tous les trois jours; en tête il portait l'intitulé *ministère de l'intérieur* et par conséquent il recevait un cachet officiel; puis venait un article de doctrine semé d'expressions d'un romantisme révolutionnaire avec des menaces contre l'ordre social: y avait-il eu une démonstration de la classe des travailleurs? c'était un dithyrambe avec une profusion d'éloges pour tout ce qui se rattachait à la République ardente. Enfin venaient un résumé de faits Paris très-niais et les nouvelles étrangères, véritable recueil de mensonges à l'usage des clubs.

Ce bulletin était destiné à recevoir une publicité à Paris et en province: à Paris il paraissait en affiches à chaque coin de rue; dans les départements on l'envoyait à chaque maire; officiers municipaux, juge-de-paix des plus petites communes et l'instituteur primaire devait l'enseigner aux paysans. Le ministre de l'intérieur semblait mettre un grand orgueil à cette rédaction faite dans ses bureaux par quelques littérateurs de l'école socialiste, parmi lesquels, je le répète, on plaçait M. Jules Favre et George Sand. Mais ce qui exaltait l'école démocratique au der-

nier point, c'étaient les circulaires que M. Ledru-Rollin continuait d'adresser aux commissaires des départements avec ce langage d'aventureux jacobinisme que l'école révolutionnaire se plaisait à saluer de son enthousiasme. Dans l'opinion très-avancée, M. Ledru-Rollin aidé de M. Flocon devait être le pivot de toute transition pour arriver à l'école socialiste que pourtant alors ils n'aimaient pas et qu'ils pratiquaient moins encore.

Dans les bureaux de l'intérieur, les clubs étaient les maîtres; M. Ledru-Rollin, l'homme fort, le montagnard, se plaignait de la faiblesse, du décousu de ses collègues : Dupont de l'Eure n'était qu'un nom, une vieille inutilité dont on pouvait se débarrasser quand il en serait temps, Arago tournait à tous les vents au gré de la puissance et de la force ; Garnier-Pagès mobile et faible, s'arrêtant aux plus petits moyens en finance : qu'étaient Bethmont, Marie, Carnot? des esprits incertains qui ne sauraient jamais prendre un parti à la hauteur des circonstances? il s'agissait de remplacer tout cela par quelque addition d'hommes forts, hardis tels que Caussidière, Raspail, Cabet et Barbès. Il n'y avait que Blanqui que l'on redoutât comme un esprit inquiet et malade.

M. de Lamartine par son nom, ses antécédents, ses amitiés devait offrir plus de garantie aux classes élevées, paisibles, intellectuelles ! eh bien, son caractère, ses désirs de popularité gâtaient toute sa position ; tous les partis se tournaient vers lui et nul ne le repoussait parce qu'il n'était un obstacle à aucune combinaison, à aucune idée, et qu'il pouvait donner quelque éclat à tous les triomphes. Telle est la destinée des caractères incertains : M. de Lamartine appelait cette tiédeur *conciliation;* mais dans la lutte si nette des opinions, il s'agissait avant tout de gouverner et de prendre un parti. Tant que M. de Lamartine avait marché dignement avec les classes bourgeoises, les chefs de clubs l'avaient désigné comme un des hommes sacrifiés dans le Gouvernement Provisioire ; mais quand MM. Barbès, Blanqui, Cabet et Raspail l'eurent vu de près, quand ils le surent à fond, ils se gardèrent bien de le jeter loin de leur liste parce que dans ses dispositions intellectuelles, M. de Lamartine pouvait colorer en très-beau langage les idées les plus extrêmes du gouvernement démocratique : M. Blanqui surtout, esprit très-distingué voulait conserver M. de Lamartine dans toutes les combinaisons.

Le parti avancé admettait également MM. Louis Blanc, Albert, Flocon dans toutes les combinaisons d'un Gouvernement futur : M. Louis Blanc parce qu'on savait sa puissance sur les travailleurs oisifs, Albert, parce qu'il était et se disait ouvrier avec orgueil ; M. Flocon, parce que ses idées, ses allures, ses paroles plaisaient aux démocrates, et qu'il fallait garder une partie de l'ancien pouvoir pour ne pas trop effrayer la bourgeoisie. On était donc en conspiration continuelle dans le Gouvernement Provisoire : un parti voulait renverser l'autre.

Pourtant on passait des journées à préparer des moyens de conciliation, et cela par ce sentiment honorable : « Que l'union seule pouvait nous sauver de la grande crise qui menaçait la société. » Chacun représentait donc un parti dans le Gouvernement Provisoire ; afin de vivre en harmonie, de temps à autre on se concédait un principe, comme en d'autres époques on s'était livré des têtes : chaque jour on voyait paraître des actes du Gouvernement Provisoire, des proclamations dans un sens de concession et de conciliation, souvent hélas ! le témoignage d'une extrême faiblesse : les clubs avaient demandé que les élections de la

garde nationale et de l'Assemblée fussent retardées jusqu'à la fin de mai; le Gouvernement Provisoire se hâta de déclarer qu'elles ne seraient ajournées que le temps nécessaire pour la confection des listes, délai prolongé du 5 avril au 20; on cherchait ainsi à satisfaire indirectement les clubs dans leur antipathie pour la bourgeoisie; chaque jour des concessions de principes étaient faites à leur caprice : un jour on déclarait qu'il n'y avait de légitime que l'impôt progressif, le lendemain que l'inamovibilité de la magistrature était incompatible avec le principe républicain; et en vertu de cette déclaration, le Gouvernement suspendait, destituait les magistrats. M. Garnier-Pagès réformait la Cour des Comptes pour placer quelques créatures, et punir d'anciens et loyaux services. En vertu de sa dictature étrange, il mettait un impôt sur les hypothèques et frappait du séquestre le chemin de fer d'Orléans; partout l'arbitraire et un arbitraire niais à la suite des plus beaux préambules de liberté. Le caractère de ce Gouvernement Provisoire était un mélange de faiblesse, de décousu, de méchanceté froide et rancuneuse. Ces petits esprits qui avaient vécu avec leur haine pendant dix-huit ans, se laissaient aller à toute une réaction bien

autrement étroite que celle des royalistes de 1815. Émigrés d'une société riche, ils revenaient avec les dents longues, les doigts crochus, pour déchirer cette noble France humiliée sous leurs mains.

Jamais aucun parti triomphant n'avait étalé autant de médiocrité et de faiblesse; si bien que lorsque ce parti n'aurait plus pour lui ses forces vivaces de la rue, il tomberait platement comme une chose vieille et finie. Au moins dans la partie active du républicanisme, au sein des conspirateurs armés, une certaine fermeté s'était révélée, et l'on devait justice au nouveau préfet de police, M. Caussidière. Le *National* avait voulu placer là quelques-uns de ses amis, comme il en avait partout : pourquoi M. Recurt ne remplacerait-il pas M. Caussidière? M. Marrast n'était-il pas maire de Paris au même titre? Le parti ardent de la révolution avait protesté et la police restait confiée aux deux délégués dont j'ai parlé déjà, MM. Caussidière et Sobrier. Dès la fin de mars deux faits s'étaient accomplis, la retraite de M. Sobrier et la soumission obligée de la préfecture de police au ministère de l'intérieur. M. Sobrier paraissait trop lié aux socialistes, aux rêveurs du communisme modifié, pour rester dans une fonction

si matériellement administrative. M. de Lamartine lui créa une situation mixte dans le Gouvernement et au dehors; il eut un journal et une garde, un petit palais avec les chevaux de main de la duchesse d'Orléans. En temps de réaction, la police du Gouvernement ne suffit pas toujours aux partis; il leur faut un pavillon Marsan : M. Ledru-Rollin avait également désiré concentrer dans ses mains la police générale, dont la préfecture dépendait, et M. Caussidière fut placé sous sa direction ; mais le nouveau préfet de police avait pris une force, une puissance d'action trop considérable pour qu'il n'obtînt pas la liberté et la supériorité de sa position gouvernementale.

M. Caussidière, en effet, possédait peut-être les conditions les plus essentielles d'administration, et de police dans la situation toute exceptionnelle de la société. Longtemps conspirateur, il inspirait respect à ses anciens amis de complots que son courage personnel et sa force musculaire contraignaient au silence; aimant la République, il mettait une sorte d'orgueil à la rendre brillante comme la monarchie. Les éléments de désordre étaient grands, il le savait, et il voulait leur faire produire l'ordre; de la misère il espérait la

fortune, de la pénurie les ressources, c'était de l'illusion, mais honnête. Autour de lui, il avait créé une force particulière qui, sous le nom de Montagnards, lui était spécialement dévouée. Ces hommes de courage et de passions ne connaissaient que Caussidière et Sobrier, police mélangée quoique séparée de position depuis un mois. L'orgueil de M. Caussidière était de se constituer comme un pouvoir de transaction et de conciliation, et de rendre ainsi la sécurité dans Paris; le préfet multipliait les ordonnances de police sur les attroupements, l'affichage, et on lui obéissait tant bien que mal; il acceptait tous les accommodements qui pouvaient éviter un conflit, et en se reportant aux circonstances, s'il y avait énervement du pouvoir, il y avait aussi un immense désir d'assurer l'ordre, et de pacifier les questions vivaces que la révolution avait soulevées. Quant à l'administration matérielle, M. Caussidière mettait son orgueil à la réaliser dans les meilleures conditions : pour la police municipale, il prit le bon parti de la remettre aux mains habiles de ceux qui l'avaient jusqu'ici dirigée sous M. Delessert; la pratique des intérêts municipaux lui fit comprendre l'injustice des calomnies jetées contre

le dernier Gouvernement : il appliqua les mêmes règles de précaution pour les subsistances, la salubrité de la ville, le pavage, l'éclairage, et il put loyalement s'en féliciter.

Il faut remarquer que M. Caussidière était en dehors de la coterie du *National* dont M. Marrast était l'expression à l'Hôtel-de-Ville; avec les apparences d'un esprit très-modéré, M. Marrast s'était emparé de tous les pouvoirs, et pour agir plus à l'aise, le nouveau maire de Paris avait révoqué tout le conseil municipal : cet acte de despotisme, en vertu de quels principes l'avait-il accompli ? En invoquant la souveraineté du peuple mise en avant par ces petits dictateurs qui imposaient, destituaient avec caprice : or de quels éléments se composait le conseil municipal de Paris, pour le briser ainsi? d'hommes honnêtes, libéraux très-avancés, qui presque tous avaient appelé la réforme et avaient nommé M. Arago pour député. Ce que voulait M. Marrast, c'était la pleine et absolue disposition de la municipalité de Paris sans contrôle, et le Gouvernement Provisoire ordonna que sur les bons du maire, la caisse municipale remettrait les fonds de service. Ainsi, par le fait, M. Marrast pouvait disposer d'un budget

de trente-cinq millions au plus bas ; roi absolu d'un petit royaume, il put désormais diriger l'administration assez singulière de l'Hôtel-de-Ville, pendant le mois de mars et le commencement d'avril 1848.

C'était d'abord le siége officiel du Gouvernement Provisoire ; de ses entrailles partaient les grands actes qui devaient commander le respect à la France républicaine : à l'Hôtel-de-Ville venaient aboutir les adresses, les députations chargées de présenter leurs vœux et leurs offrandes au Gouvernement Provisoire ; ce Gouvernement avait le secrétaire dont j'ai parlé, M. Pagnerre, qui siégeait aussi à l'Hôtel-de-Ville, et dans une hiérarchie d'autres sous-secrétaires, dont la mission était de recevoir et de satisfaire les députations. On s'était autrefois moqué de certaines poignées de main que Louis-Philippe distribuait partout ; je ne sache pas de Gouvernement qui ait donné plus de ces témoignages populaires, avec une bassesse, une humilité plus profonde : chaque corporation était admise à débiter les plus beaux discours du monde ; la garde nationale seule avait reçu des leçons sévères, parce qu'elle avait maintenu l'ordre et sauvé la cité. L'Hôtel-de-Ville avait son administration

gouvernementale, sa petite armée en blouse, composée à la grâce de Dieu, commandée au hasard par un véritable officier de fortune ; singulière garde qui avait toujours un pied dans l'émeute et un pied dans la répression ; pouvoir et révolution à la fois ! C'était à l'entretien de ces gardes que passait une partie des fonds municipaux, on avait des tables ouvertes partout : aux Tuileries pour les blessés de Juillet ! à l'Hôtel-de-Ville pour les combattants, à l'Élysée-Bourbon, palais délicieux, qu'on n'avait pu sauver qu'en le transformant en ambulance.

A côté du Gouvernement Provisoire, M. Marrast plaçait son administration municipale qui reposait à peu près sur les mêmes éléments : héros des grandes journées, gardes républicains, gardiens de Paris ; puis une longue suite d'adjoints, qui ne se lassaient pas de faire de beaux compliments et de longs discours, quand M. Marrast était fatigué de s'adresser à son peuple. Dans cette situation il y avait une chose bien curieuse, c'est qu'on flattait beaucoup cette multitude, on la traitait avec un grand respect, et lorsqu'il s'agissait de secourir ses misères, c'était goutte à goutte que les secours pénétraient parmi les souffreteux : ainsi on avait

reçu plus d'un million pour les blessés de Février, il eût été bien difficile de rendre un compte exact et justifié de l'emploi de ces fonds. C'était ici une grande faute du principe républicain ; sa force essentielle, considérable, devait résulter de sa probité, de son austérité ; la République devait amoindrir le budget de moitié et n'offrir que des fonctionnaires intègres, instruits, modérés : que se passait-il, juste ciel! Les dépenses étaient agrandies, le budget bien loin d'être réduit, la plupart des fonctionnaires ajoutaient aux énervements de la civilisation, l'incapacité la plus profonde.

Paris municipal offrait alors un bien triste spectacle. Si vous parcouriez ses rues, ses boulevards encombrés de blouses, vous trouviez le pavé à peine restauré ; plus d'arbres, plus de fontaines, sur trois boutiques une de fermée ; des billets de location, partout suspendus et dressés sur chaque porte cochère ; à chaque péristyle d'un monument public, vous lisiez les tristes mots de : *propriété nationale*, *ambulance*, *respect aux blessés* ; des grandes ombrées des Tuileries, on apercevait devant soi, aux fenêtres du palais, des blessés en costume d'hôpital, et le bonnet de coton des malades ; à chaque question, les gardiens vous répondaient :

« c'est maintenant un hospice. » Il n'y avait de luxe que dans les habitudes des membres du Gouvernement Provisoire, qui, maîtres des voitures du roi et des chevaux de la liste civile, se donnaient le bonheur des promenades lointaines après tant de fatigues! Plus d'un de ces nouveaux fonctionnaires, avaient des calèches et chevaux de main aux dépens de l'État : pourquoi en faire un reproche? Nous subissons tous l'influence de notre temps et de notre civilisation. Quand le luxe est dans les âmes, dans les habitudes, il se glisse en haut et en bas, partout. C'est la cire qui se ramollit sous la moindre pression. Dans cette nouvelle irruption des Barbares, ils s'abreuvaient à la grappe dorée, comme les Gaulois de Brennus ; le jus en était si savoureux !

Toute la préoccupation du Gouvernement se portait sur les élections, dont l'heure approchait. Malgré les insistances des clubs, le jour enfin était fixé et les placards, dont les murs de Paris étaient couverts, faisaient des appels incessants aux électeurs. La base admise c'était le suffrage universel, aussi bien pour la garde nationale que pour l'Assemblée; système osé dont il était impossible de pressentir le résultat. L'élection des chefs de

la garde nationale, était une épreuve décisive, à laquelle tous les candidats devaient prendre part. De là cette grande activité des clubs pour préparer les élections, l'interrogatoire des candidats et leurs professsions de foi. Par un pressentiment assez remarquable, il fut posé à tous cette question : « Comment agiriez-vous s'il arrivait une Assemblée Nationale qui ne proclamât pas la République ? » Dans plusieurs clubs modérés, on put entrevoir un certain doute dans les réponses ; et alors se fit sentir cette pression extrême dont j'ai parlé. Le Gouvernement Provisoire, surtout le ministre de l'intérieur, multipliait ses circulaires et sous les inspirations des clubs les agents faisaient des menaces aux électeurs ; comme les républicains extrêmes voulaient avoir pour eux les officiers de la garde nationale, ils agissaient pour que les prolétaires se fissent inscrire, et les quatre-vingt mille ouvriers des ateliers nationaux avec les délégués des corporations envahirent les registres des élections. Le *National*, organe du Gouvernement, la *Réforme*, qui s'y liait par tous les points devenaient aigres, incisifs : « Il ne pouvait y avoir de véritables candidats que les républicains de la veille sous les couleurs les

plus extrêmes avec l'appui de M. Courtais. Si les choix d'officiers ne furent pas absolument bons, ils furent loin de contenter les clubs qui ne voulaient que des travailleurs; ceux-ci se décidèrent bientôt à un coup de main avec ou contre le Gouvernement Provisoire, grand mystère qu'il faut maintenanf éclaircir.

Les clubs avaient pris, depuis l'épreuve électorale, un caractère si hostile qu'il était visible à tous qu'un mouvement se préparait. Avec la plus simple habitude des partis politiques, la lecture des journaux devait indiquer le plan et les tendances des opinions extrêmes : la *Commune de Paris*, journal de M. Sobrier, fort mécontente des élections de la garde bourgeoise, annonçait la résolution prise par tous les patriotes, de se lever enfin en masse contre ce qu'ils appelaient les réactionnaires. Dans les clubs de MM. Blanqui et Hubert, le signal était donné : et M. Barbès n'était pas même satisfait, quoique l'élection l'eût élevé au grade de colonel d'une légion. Le but des révolutionnaires extrêmes était, non point encore de briser tout-à-fait le Gouvernement Provisoire, mais de le modifier et de le dominer surtout. Les meneurs voulaient renouveler une de ces tentati-

ves qui avaient réussi au mois de mars, essayer une nouvelle démonstration pour demander un changement dans le personnel du Gouvernement et le but souhaité d'une prorogation du temps fixé pour les élections. Les plus extrêmes, tel que M. Blanqui, proposaient la création d'un comité de Salut Public pour donner à la révolution de Février une marche énergique.

Dans cette combinaison, deux ou trois membres du Gouvernement Provisoire étaient seuls conservés. On disait que plusieurs d'entre eux connaissaient les projets des clubs, et l'on mit à la disposition de la grande émeute, comme au mois de mars, les ateliers nationaux : MM. Louis Blanc, Ledru-Rollin, Albert nièrent cette participation, et M. de Lamartine déclara qu'il y était demeuré absolument étranger : tous ces démentis arrivèrent après la victoire de l'ordre et de la garde nationale. Je crois que les ateliers nationaux eux-mêmes ne surent pas toute l'étendue de la démarche qu'ils allaient faire, et que les clubs les plus avancés connaissaient seuls le mot définitif; la queue ne marchait pas avec la même pensée que la tête. Le matin, le journal de M. Sobrier avait annoncé en termes mystérieux que son bureau de

rédaction avait besoin de réunir tous les patriotes, les présidents des clubs pour se concerter contre les projets des réactionnaires. On ajoutait ensuite que les ouvriers de toutes les professions devaient se réunir au Champ-de-Mars, le dimanche 16 avril, pour s'entendre sur les candidats à choisir comme officiers d'état-major dans la garde nationale : ainsi, réunis et groupés un grand nombre de travailleurs devaient se porter par une marche rapide sur l'Hôtel-de-Ville afin d'enlever le Gouvernement Provisoire, lui imposer sa propre épuration et une série de décrets arrêtés d'avance, telles étaient les conditions du programme dans cette nouvelle journée.

On était presqu'au lendemain des élections d'officiers ; le rappel fut spontanément battu dans tous les quartiers de Paris ; on vit accourir de tous côtés la garde nationale armée. Dans ces sortes d'émotions un nom odieux à proscrire c'est tout, et l'on prit celui de *communiste,* capable de soulever tout ce qui possède dans Paris. La population, on le voit, avait besoin d'un prétexte pour préparer le réveil de l'ordre, et tout s'arma depuis le propriétaire jusqu'au simple ouvrier possesseur d'une échoppe. Jamais rien de plus spontané,

de plus unanime, de plus colère; cent vingt mille hommes furent sous les armes; on se groupa autour de l'Hôtel-de-Ville, les postes furent occupés et l'on attendit la démonstration qui bientôt se dirigea du Champ-de-Mars sur les quais en colonnes pressées.

Le mouvement fut arrêté par deux causes : l'unanimité incontestée de la garde nationale, la force immense qui s'était déployée spontanément; l'hésitation et les répugnances d'une multitude d'honnêtes ouvriers qui loyalement étaient allés au Champ-de-Mars pour l'élection de leurs officiers d'état-major, et qu'on voulait entraîner à l'Hôtel-de-Ville dans un dessein de renversement. Ainsi, pour la première fois les démonstrations furent réprimées; les bandes de travailleurs, les clubs durent s'arrêter devant les moyens répressifs déployés par la cité; ils ne purent arriver jusqu'à la place de Grève : le mot de communistes retentit partout alors comme un signe de réprobation. La garde nationale, dans l'état de faiblesse et d'insouciance où se trouvait le Gouvernement, dut faire la police elle-même et la fit sévèrement, par le seul sentiment qu'il fallait sauver la chose publique. On vit des blouses, des habits,

des vestes confondus dans un même sentiment, une véritable *Sainte-Hermandad.* De ce moment les bons citoyens virent bien qu'il fallait pourvoir à leur propre salut quand la police sociale était abandonnée au décousu et à la faiblesse : chacun fit son devoir, même la garde républicaine de l'Hôtel-de-Ville. Le lendemain, tout fut à la répression, excepté le Gouvernement ; l'esprit public s'était prononcé avec une vivacité très-grande. Ni les bandes armées, ni leurs délégués ne purent pénétrer jusqu'à l'Hôtel-de-Ville, malgré leurs insistances ; juste revanche prise par la garde nationale sur ces corps turbulents qui lui avaient fermé le passage de la Grève, dans la journée du 17 mars.

Cette résistance se fit au cri : «d'à bas le *communisme*, retentissant partout sur les boulevards, dans les rues de Paris et jusque dans les faubourgs. On s'en prit surtout aux chefs du socialisme : des cris de représailles furent poussés contre MM. Cabet, Proudhon, Raspail ; on n'attaqua pas encore ni les idées, ni le nom de M. Barbès, soit que son élection récente au rang de colonel de la garde nationale lui donnât une certaine force, soit que M. Barbès se séparât par des nuances de l'idée socialiste. Le soir de cette vic-

toire parisienne, à laquelle contribuèrent les républicains modérés, il se fit un armement plus général encore. Des fusils furent distribués partout, à Paris et dans la banlieue : on résolut une prise d'armes au nom de la propriété menacée; chacun vit qu'il ne s'agissait plus, comme en 1789, d'un déplacement de la propriété, mais de la légitime propriété elle-même, et cette idée allait du petit au grand. Je ne sache pas dans l'histoire de mouvement plus unanime, plus spontané; Paris se hérissa d'armes comme si des pillards s'étaient montrés aux portes; l'effet d'un mot est toujours immense; il groupe, il réunit et souvent il rend implacable. Le communisme, en tant qu'idée, et réalisation d'une théorie, n'avait rien d'immédiatement terrible; on arrêta, on saisit tous ceux qui publiquement en osaient l'enseignement. Il n'y a jamais de termes modérés dans le mouvement d'une opinion triomphante.

Aussi les clubs ne se hasardèrent point à une lutte impossible en ce moment : ils se plaignirent que la démonstration eût été mal comprise dans son véritable sens. Qu'allaient faire les travailleurs au Champ-de-Mars? « Ils y venaient, disaient-ils, dans le dessein très-légitime, à la suite

d'une convocation du général Courtais et de M. Louis Blanc, pour nommer les officiers d'état-major de la garde nationale ; une fois réunis, ils marchaient sur l'Hôtel-de-Ville pour offrir leurs hommages et quelque somme d'argent au Gouvernement Provisoire, l'épargne de l'ouvrier à côté de l'égoïste abandon du riche ! » Telles étaient les coupables et hypocrites paroles des clubs pour exciter les haines contre ce qu'ils appelaient déjà la garde bourgeoise : ensuite ils accusèrent la presse et le Gouvernement d'avoir jeté l'expression de communisme en avant pour rendre odieuse une démonstration qui n'avait rien que de très-fraternel. Les partis, grands hypocrites quand ils ne sont pas en mesure d'être les plus forts, sont les plus doux, les plus humains. Dans cette démonstration, toutes les nuances des partis étaient mêlées avec le dessein commun d'un bouleversement : d'abord les Montagnards de la République rouge, dont les doctrines se rattachaient à la Constitution de 1793 et à une grande dictature du comité de Salut Public; il faut rendre cette justice à M. de Lamartine qu'il les avait combattus avec une grande franchise et un haut courage; les communistes théoriciens n'étaient pas dangereux par l'action, mais

par les principes : oh ! qu'ils étaient coupables les faux esprits qui avaient jeté de si perverses espérances aux ouvriers en les enlevant à la sphère de vertus et de travail que Dieu a tracée pour tous : mille théories étaient enseignées par des écrivains absolus, MM. Pierre Leroux, Jean Reynaud, Louis Blanc, Olinde Rodrigues sur le despotisme du capital et l'odieux de l'exploitation de l'homme par l'homme. Si les théoriciens ne marchaient pas avec les ouvriers dans leurs démonstrations bruyantes, ils les préparaient par leurs doctrines.

Alors et pour l'usage de la circonstance fut inventé l'étrange accouplement des mots : *démonstration pacifique*, et l'on appelait ainsi un attroupement d'ouvriers sans armes, il est vrai, mais qui se déployait immense au milieu des cris et des chants, avec un bruit si confus qu'à son approche toutes les boutiques se fermaient, et tous les promeneurs se retiraient en silence et tristement préoccupés de l'avenir de la patrie, de son commerce et de sa prospérité. Ces rassemblements plaisaient aux meneurs parce qu'à la fois ils étaient la mesure de leur force et un hommage rendu à ce qu'ils appelaient la majorité du peuple. Ceux-ci furent donc profon-

dément blessés de la ferme et puissante résistance que leur opposa la garde nationale dans son instinct de bien public qui jamais ne l'abandonne, souvent même après qu'elle a provoqué le péril; prompte à s'égarer elle revient à la répression avec énergie.

Quelles seraient l'attitude et les résolutions subséquentes du Gouvernement Provisoire pour seconder l'élan pubic! On vit encore clairement cet esprit d'incertitude et de mauvais vouloir que tous les gens d'ordre signalaient. Le jour de la démonstration du 16 mars, le Gouvernement Provisoire n'avait-il pas repoussé avec une sorte de colère dédaigneuse, les paroles et la pétition de la garde nationale? toutes les gracieusetés politiques avaient été pour la démonstration populaire assez impérative, pour imposer ses conditions au pouvoir lui-même. M. Cabet n'avait-il pas été l'orateur si bénévolement écouté? cette fois le Gouvernement Provisoire n'était pas dans les mêmes conditions; il craignait de se livrer à la garde nationale alors accusée par les clubs d'esprit et de tendances réactionnaires, paroles banales, car l'esprit de réaction de l'ordre contre le désordre, devait-il exciter la méfiance? ce qui pouvait excuser le Gouvernement Provisoire, c'était son désir

excessif de tout concilier, d'empêcher tout heurtement, tout conflit entre les idées et les hommes, et au sortir d'une révolution violente, c'était peut-être une nécessité. Il fut dit, à cette époque, qu'une partie du Gouvernement Provisoire avait été complice de la démonstration du Champ-de-Mars ; les preuves de cette complicité matérielle n'existent pas ; mais il y avait certainement une tendance, et pour dire le mot d'alors, une fraternité intime entre certains membres du Gouvernement Provisoire, tels que MM. Louis Blanc, Albert, les travailleurs du Champ-de-Mars et les délégués des corporations. Ces noms eussent servi de base et de pivot à toute composition d'un nouveau Gouvernement Provisoire, si le parti montagnard n'avait pas préféré la pensée de son comité de Salut Public.

M. Ledru-Rollin, contre lequel plusieurs fois s'étaient élevés des soupçons, en cette circonstance parut se séparer de ses amis, de ceux qu'il haranguait avec tant de chaleur et qui lui répondaient avec une si grande intimité ; on dit même (et il s'en félicita très-sincèrement), que du ministère de l'intérieur émana l'ordre de battre le rappel de la garde nationale pour la répression de

l'émeute des travailleurs : battre le rappel devint désormais un grief des clubs contre les chefs de la garde nationale ; ils en firent presque un crime aux commandants, aux maires. Sur ce point il intervint un règlement de conflit et le général Courtais, très-favorable au parti populaire, se fit attribuer ce droit concurremment avec le ministre de l'intérieur et le maire de Paris.

On vit alors ce qui s'était déjà produit plusieurs fois ; quand il s'agissait des masses turbulentes, le Gouvernement Provisoire n'avait que des paroles de douceur, de soumission, de reconnaissance ; quand il s'agissait au contraire d'une démonstration faite par la bourgeoisie, il en éprouvait une crainte, une peine qui se révèle dans la proclamation adressée aux Français le lendemain du 17 avril. Ce même pouvoir qui s'était abaissé jusqu'aux plus hyperboliques éloges de la multitude, n'eut que de froides paroles pour l'énergique concours prêté à l'ordre : « Citoyens, disait-il, au nom de ce grand principe de fraternité, si glorieusement proclamé par la République, au nom de la liberté à garantir, le Gouvernement Provisoire qui veille à votre sécurité vous invite à la concorde ! » La concorde était pour le Gouvernement Provi-

soire l'apaisement de l'énergique réaction qui se produisait partout contre l'anarchie. Ces cris : *A bas le communisme!* l'importunaient peut-être ; il les trouvait trop expressifs, trop liés à un système d'ordre, à un retour vers le passé. Je crois qu'il y avait aussi l'intention honorable de préserver les chefs du communisme menacés de violence. Tout cri de proscription poussé par la multitude est sinistre, c'est un devoir que de l'apaiser même contre son ennemi !

Ces déclamations préludaient au programme d'une fête qu'on appela la fête de la *Fraternité*, revue générale pour la distribution des drapeaux : le Gouvernement Provisoire fut pénétré d'une excellente intention, et désira sincèrement alors l'entrée des troupes à Paris. M. Ledru-Rollin s'en expliqua même d'une façon très-loyale dans une vive allocution au ministère de l'intérieur, en présence d'une députation d'ouvriers du Champ-de-Mars. La faute immense fut d'avoir armé la multitude sans distinction de rangs, de garanties et de responsabilité, et ce mot si pittoresque de M. Caussidière : « C'est une ribote de fusils, » restera pour définir cette imprudente démonstration qui fut pour plusieurs clubs, un véritable dénombrement

de leurs forces armées. Le soir, au retour de cette revue, Paris présenta un spectacle très-curieux : des illuminations sur toutes les croisées, des masses armées qui s'écoulaient partout en vastes réseaux, un mélange de vestes, de blouses et d'habits, tous confondus, un fusil sur l'épaule : en quelles mains étaient donc tombées la sureté et la garde de Paris? Il faut dire à l'éloge des classes travailleuses, qu'elles n'en abusèrent actuellement par aucun désordre ; elles semblaient fières de la confiance qu'on avait mise en elles par cet armement général de tout un peuple.

Toutefois, on ne doit pas se dissimuler que dans cette fraternité armée, il y avait tous les éléments de la guerre civile la plus violente : en l'état de la presse, les journaux, chaque jour, animaient les diverses classes les unes contre les autres; puis comme moyen de répression et d'ordre en armant tout le monde, on n'armait réellement personne. On avait des fusils en main et au cœur des haines implacables, comment éviter un conflit ? Après avoir tout armé il faudrait tout désarmer. Avec quel enthousiasme le commandant Courtais parle de cette revue de la garde nationale : « Citoyens, le souvenir de cette fête ne s'effacera

pas ; c'était la fête de la fraternité : quatre cent mille hommes armés ont défilé triomphalement au bruit du tambour et du canon, devant les représentants provisoires de la République française ; jamais spectacle plus magique ne fut donné à un grand peuple ; l'armée a partagé cet enthousiasme ; mêlée dans vos rangs, vous l'avez accueillie avec ce sentiment de fraternité qui est pour l'avenir un gage de puissance et d'union. Je ne puis que vous remercier de l'empressement que vous avez mis à venir saluer par d'unanimes acclamations le triomphe de la démocratie. »

Cet ordre du jour était signé par trois républicains très-purs, très-avancés, le commandant Courtais, le chef d'état-major Guinard et le sous-chef Saisset, trois nuances dans une même conviction. Mais ce qu'il y avait de très-affligeant pour ces hommes voués loyalement, je crois, à l'idée républicaine, c'est qu'ils ne pouvaient plus se faire illusion sur le désordre de toute espèce qu'elle allait enfanter : d'abord la désorganisation dans le travail, la lutte du capital et des salaires ; puis la querelle entre la propriété et la location..... Une multitude de petits locataires de boutiques même, déclarèrent qu'ils ne voulaient

pas payer les termes et allèrent au-delà des limites de cette résistance, en exigeant des quittances comme si les payements avaient été faits. La question devenait d'autant plus embarrassante que ceux qui refusaient les loyers étaient les meilleurs patriotes, les amis les plus chers des démocrates, quelques-uns camarades des sociétés secrètes. Il faut voir l'embarras de M. Caussidière obligé d'intervenir pour faire cesser ce désordre; il veut expliquer à ses amis quels sont les droits, les charges de la propriété accablée d'impôts : comment veut-on que les contributions soient acquittées, si les locataires ne payent pas, et comment l'État rentrera-t-il dans ses impôts? » Tous ces beaux raisonnements ne servent pas à grand'chose; le conflit continue; alors M. Marrast, maire de Paris qui cherche à prendre un langage plus ferme, adresse une circulaire à tous les maires d'arrondissement pour flétrir de tels actes, condamner de telles faiblesses, et prêter appui au bon droit : « Ne pas acquitter sa dette à jour fixe, peut quelquefois devenir une nécessité malheureuse que des circonstances justifient; mais exiger une quittance de ce qu'on n'a point payé, est toujours un délit que rien ne saurait excuser, et que la loi doit

poursuivre, ni nous ni le pouvoir judiciaire ne manquerons à ce devoir. » A travers ce langage presque hautain, M. Marrast ne concluait à rien, et la question restait dans les mêmes termes, c'est-à-dire que les locataires dénonçaient par des signes visibles, un drapeau noir, tous les propriétaires qui se montraient impitoyables, et par un drapeau orné de fleurs ceux qui accordaient une quittance gratuite. Est-ce qu'il y avait alors un pouvoir réel et reconnu? lorsque M. Caussidière, sur la plainte de la bourgeoisie, voulut réprimer les manifestations bruyantes autour des arbres de la liberté, les Montagnards, ses amis, ne l'écoutèrent pas, bien qu'il eût pris un langage d'une démocratie exaltée : « Les grandes démonstrations patriotiques qui sont l'expression de la souveraine volonté du peuple, disait-il, doivent être respectées par tous ; nul n'a le droit d'étouffer cette voix puissante qui éclate assez haut pour renverser un trône en quelques heures. Mais s'il faut que chacun salue du cœur ces imposantes manifestations faites en plein jour, au soleil, par toute une population, il est aussi du devoir de tout bon citoyen de protester énergiquement contre ces démonstrations partielles faites la nuit, qui n'ont d'autre résultat que d'inquiéter la cité, et de

faire concevoir des espérances coupables aux ennemis de la République. L'ouvrier qui se laisse entraîner dans ces promenades nocturnes, perd une partie de sa journée et compromet gravement celle du lendemain. » Après ces exhortations paternelles, M. Caussidière revenait à ses instincts et à ses impressions révolutionnaires : « Réservons-nous pour l'heure où (ce qu'à Dieu ne plaise) la République serait en danger. Ce sera alors le moment d'agir à la lueur des torches comme à la clarté du soleil; mais jusque là soyons unis et calmes dans notre force. »

Que signifiait cette expression toute colorée du préfet de police qui promettait les torches de l'incendie, comme une menace à la population paisible? M. Caussidière aimait assez le drame, et les torches coloraient parfaitement bien le fond du tableau : n'avait-il pas joué avec un projet de bombes incendiaires qu'on lui avait proposé? N'avait-il pas désiré en connaître le secret, pourquoi? C'est un grand mystère. Il y avait ce caractère particulier dans les Montagnards qui composaient la police de M. Caussidière, qu'ils n'exécutaient la volonté du préfet, leur ancien camarade, qu'autant que c'était dans leur goût, leur intérêt et même leur caprice. Sou-

vent des luttes audacieuses s'engageaient, et les forces athlétiques du préfet avaient servi plus d'une fois ses fermes volontés administratives. Ces sortes de violences étaient rares, et M. Caussidière préférait de beaucoup la conciliation; c'était son mot et son désir, ce qui supposait un excellent caractère. Le type de l'ouvrier se retrouvait dans M. Caussidière : celui-ci n'aime-t-il pas à serrer fraternellement la main après une dispute à la barrière?

CHAPITRE TROISIÈME.

LES ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — ACTES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE JUSQU'A LA FIN DE SON POUVOIR.

La France est un pays d'ordre, de modération, de famille et de propriété; toutes les fois qu'elle sera loyalement et sincèrement consultée, elle donnera de bons choix, elle élira d'excellents citoyens. Si donc il s'était d'abord élevé quelques doutes sur les résultats inconnus encore du suffrage universel, l'aspect général du pays faisait pressentir des élections satisfaisantes. Il ne faut pas croire que la France se résume en quelques grands centres de populations manufacturières telles que Paris, Lyon, Saint-Étienne, Rouen; la France est un pays calme, sérieux, agricole qui n'aime ni les intrigants ni les brouillons. Dès que le suffrage universel fut proclamé, on dut facilement pressentir que le pays régulier dominerait le pays agitateur, et qu'il sortirait même de ce bouillonnement

un terrain solide et ferme pour y établir la légitime Constitution du pays. Un tel résultat ne pouvait complaire à ces hommes d'aventures qui rêvaient une étrange et sanglante forme de République; et dès les premiers jours de la révolution, ils se gardèrent bien d'en accepter les conséquences d'organisation et d'ordre.

Le plan des clubs fut immédiatement conçu et mis en exécution avec l'aide et le concours de quelques agents du ministère de l'intérieur. Les rapports des singuliers commissaires envoyés dans les départements avaient signalé le véritable esprit des localités de la France, la répugnance invincible que soulevaient partout les excès révolutionnaires. Quelques-uns de ces commissaires théoriciens communistes, alarmaient les intérêts profondément ébranlés; d'autres menaçaient les personnes en invoquant les souvenirs des temps de la Terreur, époques chéries, exaltées; des déclamations contre les riches, la Banque, le crédit formaient le commentaire inévitable de leurs discours. Toutes leurs démarches durent tendre à éloigner ce qu'ils appelaient les républicains du lendemain, la gauche dynastique et l'ancienne fraction du centre-gauche dans la Chambre des Députés; or, les com-

missaires s'aperçurent bientôt de l'inévitable tendance des élections attendues; quelques-uns voulaient se faire nommer, et comment y parvenir ! d'autres espéraient y pousser leurs amis républicains de la veille, mais sans consistance, je n'ose dire souvent sans garantie ! A cet effet, ils s'alliaient à la partie la moins considérable de la société, et sous prétexte d'égalité et de fraternité ils ne voyaient que les prolétaires et les clubistes.

Pour agir sur les élections, les commissaires demandèrent le concours simultané de plusieurs moyens, la presse d'abord : et cette fois elle avait répondu d'une façon bruyante à leur appel. Je ne sache pas chez une nation civilisée, une liberté plus sauvage de la parole et des écrits de toute espèce. La grande faute du Gouvernement Provisoire avait été de proclamer la liberté illimitée de la presse; pendant les premiers jours il y avait eu un certain respect de la chose publique, dans un langage de modération, mais une fois que les opinions s'enflammèrent, cette tempérance disparut peu à peu et les partis se jetèrent les uns sur les autres avec une rage indicible. La tendance coupable de cette polémique fut surtout de s'attacher aux questions qu'elles appelaient socialistes et qui

devinrent pour les départements une véritable cause d'effroi et de tourmente : qu'on s'imagine tous ces commissaires de gouvernement en rapport avec ce que le journalisme avait de plus effréné et mettant leurs circulaires en pleine harmonie avec les idées de 1793 ! ils étaient aidés dans leur mission électorale, par ce qu'on appelait le *bulletin de l'intérieur* destiné à former l'esprit public dans les départements, c'est-à-dire à le révolutionner. Que les partis tiennent un certain langage de passion et de haine, qu'ils exploitent des théories extrêmes ou terribles, cela s'explique et se justifie jusqu'à un certain point ; mais la gravité d'un gouvernement doit-elle descendre à ce point d'effrayer, de menacer les électeurs, si les députés élus n'arrivaient pas dans les conditions établies par les clubs? Alors brilla dans tout son éclat la théorie de républicains de la veille, les seuls capables, les seuls patriotes, les seuls au reste, que le peuple souverain voudrait reconnaître et subir; l'Assemblée Nationale ne devait être formée que des démocrates purs, petite église dans la République elle-même !

On a bien de la peine à s'expliquer les circulaires audacieuses du ministre de l'intérieur au point

de vue républicain ; on reconnaissait dans les actes officiels la souveraineté de l'Assemblée Nationale, émanation directe du suffrage universel, comment dès lors mettre en supposition qu'il pourrait y avoir une force, un droit au-dessus de la majesté d'une telle Assemblée? était-ce surtout à un gouvernement de supposer de telles choses ? Dans les clubs cela se disait hautement ; on ne se contentait pas de discuter les candidatures mais les principes de la souveraineté ; les clubs s'accoutumaient à dire : « Le peuple ne veut pas, ne souffrira pas telle chose » ; et quel était ce peuple? parlaient-ils au nom de la légitime souveraineté de la France exprimée par le suffrage universel, eh mon Dieu ! non ; le peuple dont il s'agissait c'était cette masse remuante et oisive que la révolution avait jetée dans les rues et que les agiteurs menaient en despotes par leurs paroles et leurs journaux. Pour eux c'était le seul, le véritable peuple qu'on lancerait au besoin contre l'Assemblée. A quel degré d'abaissement la France était-elle descendue !

Dans les clubs à Paris les listes électorales furent discutées au milieu des dénonciations outrageantes et des professions de foi les plus extrêmes. Afin de lutter contre les mauvaises doctrines, il s'était

formé quelques réunions honorables qui avaient également pris le nom de clubs, et les candidats venaient exposer devant eux leurs titres et leurs doctrines. Tout se formulait dans les conditions de la démocratie aussi bien au sein du parti conservateur qu'au dehors, et les mêmes questions étaient incessamment reproduites : « Que ferez-vous dans l'Assemblée Nationale, quels seront vos doctrines, vos actes? » A ce sujet des interrogatoires se détaillaient plus minutieusement peut-être que devant des magistrats de justice : à chaque coin de rue de longs placards annonçaient les candidats les plus inconnus, les plus étranges qui faisaient des promesses inouïes de bonheur et de liberté. Les uns promettaient d'enrichir le pauvre, d'égaliser toutes les distinctions; les autres s'obligeaient à organiser le travail et à préparer le bonheur absolu de l'ouvrier, à lui donner de forts salaires et de courtes journées. On était descendu envers les travailleurs à des adulations inouïes : sans doute le titre d'ouvrier était respectable; mais la peur et l'ambition le faisaient invoquer comme un parchemin de noblesse. A une autre époque on disait: « Je suis gentilhomme de père en fils, témoin ma généalogie »; cette fois, on s'enorgueil-

lissait d'être ouvrier depuis trois générations, et je le répète, il y avait de faux ouvriers, comme autrefois il se faisait de faux nobles.

Il arriva qu'à Paris, la cité de la richesse, de l'élégance, des arts et de la civilisation, la liste présentée par le club central seul offrit presque tous des noms d'ouvriers, comme expression du peuple : était-ce concevable? A leur côté quelques théoriciens socialistes et des rêveurs d'organisation et de travail tels que MM. Pierre Leroux, Proudhon, Raspail, Olinde Rodrigues, Jean Raynaud, les amis des ouvriers. Puis quelques membres du Gouvernement Provisoire (pas tous) : MM. Flocon, Albert, Louis Blanc, Ledru-Rollin enfin M. de Lamartine (presque comme une concession à la bourgeoisie). Les autres membres du Gouvernement Provisoire furent repoussés comme modérés : cette liste couronnée des noms de MM. Lamennais, Barbès et Blanqui fut adoptée par le club central qui comptait sur le concours et le vote des travailleurs, spécialement sur celui des ateliers nationaux organisés dans un but politique sous la direction des clubs ; il fut bien entendu que la liste acceptée d'avance, et discutée serait admise pour tous sans distinc-

tion avec la profession de foi préalablement imposée aux candidats. Il y avait dans toutes ces démarches, je ne dis pas une complicité, mais une complaisance extrême du Gouvernement Provisoire; cette liste du club central, il la trouvait mauvaise et cependant il n'osait pas complétement la repousser. De là cette dissidence remarquée dans la double liste publiée par la *Réforme* et le *National*; les mêmes noms ne s'y trouvaient pas et ces deux journaux passaient néanmoins pour les organes divers du Gouvernement Provisoire. C'est que la guerre était au fond des âmes.

La partie modérée et véritablement considérable de la population avait osé une liste; je dis osé, car les consciences étaient alors si oppressées que les honnêtes gens craignaient de gêner le Gouvernement dans sa marche, par la moindre dissidence avec lui : le *journal des Débats* avait même déclaré qu'il ne présenterait aucun candidat personnel, avouant ainsi que les affaires ne pouvaient appartenir à ses amis : « La révolution de Février, assurait le triomphe des idées qu'il n'avait ni comprises ni souhaitées. » Le *Constitutionnel* et le *Siècle* avaient bien essayé une liste, mais avec une si faible certitude de succès qu'ils avouaient eux-

mêmes se rattacher à plus d'un nom de la liste du *National*. Là était le Gouvernement et les candidats qu'il favorisait exclusivement ; cette liste était étroite, égoïste au dernier point. On ne peut pas même comprendre qu'un parti surgi au milieu d'un grand mouvement d'affaires eût produit un nombre aussi limité de capacités ; le cercle en était si restreint qu'on trouvait les mêmes noms, les mêmes services offerts à tous les départements et à Paris. Le comité démocratique fit une amère remarque, celle du petit nombre d'ouvriers qui avaient été portés sur la liste du *National*. Si cette fraction du parti républicain voulait se servir de l'ouvrier à ses desseins, elle ne lui réservait qu'une très-faible part dans le maniement des affaires. C'était de l'aristocratie, au milieu du mouvement populaire. Le *National* espérait entraîner et dominer la bourgeoisie.

Dans les départements une double action se faisait sentir : 1° L'influence des commissaires de M. Ledru-Rollin, agissant pour leur élection personnelle, et sous la direction du parti démocratique ; 2° l'action de l'opinion publique, force très-réelle qui aurait éclaté malgré la compression des commissaires, si elle n'avait craint les mena-

ces des clubs de Paris. En général, lorsque la société vient d'éprouver une forte secousse, les honnêtes gens entourent le principe gouvernemental pour lui faire produire le meilleur résultat possible. Il n'y a que les esprits extrêmes qui restent dans la rudesse de leur opinion : était-il prudent alors de trop contrarier le proconsulat des commissaires, au risque de compromettre la situation tout entière? il fallait donc les ménager toutes les fois qu'il se montrait chez eux des sentiments honnêtes et modérés; et dans bien des localités, il y eut transaction et compromis, c'est-à-dire qu'on convint d'une liste simultanément discutée et acceptée par tous. Chaque fois que les commissaires agirent seuls et contrairement à l'esprit des localités, ils ne s'épargnèrent aucun de ces actes, si souvent dénoncés comme des attentats à la liberté électorale : menaces, destitutions, circulaires impératives et en cela ils étaient parfaitement aidés par le Gouvernement lui-même. Je ne parle pas des actes seulement du ministre de l'intérieur, mais de ceux même de M. Carnot, esprit réputé sérieux qui, dans une circulaire électorale déclarait que l'instruction n'était pas l'indispensable condition du choix,

et qu'il valait mieux un esprit patriote qu'une intelligence d'élite.

A cette époque de la plus triste publicité, la fureur des journaux n'avait pas de limites ; on dénonçait la garde nationale, la bourgeoisie avec un ton railleur, au nom du peuple souverain ; chaque soir sur les boulevards, dans la rue, on criait d'une voix retentissante les plus odieux pamphlets et même la Constitution de 1793 du citoyen Robespierre. Paris restait couvert d'affiches et parmi ces provocations sauvages, il en est une restée profondément gravée dans ma mémoire : émanée du club central elle s'adressait à la bourgeoisie qu'on daignait pardonner avec toute la générosité du peuple souverain ; que si cette clémence n'était pas acceptée, alors le peuple reprendrait ses droits, et sa sainte colère ; Jupiter Olympien, il foudroierait ses ennemis. Ce qu'il y avait de plus triste dans cette exaltation outrée des âmes, et cette licence de partis, c'est que le Gouvernement silencieux ne blâmait même pas une fatale manifestation. On conçoit que jusqu'à un certain point il pût invoquer le principe absolu de la liberté de la presse, mais il y avait des lois de police éternelle, et surtout cette faculté

d'indignation qui, tout en respectant la liberté, peut justement lutter contre des excès. Le *Moniteur* restait dans un cercle nuageux de phrases, d'expressions ambiguës; le débordement avait son cours sans oppositions et sans digues.

Toutefois les élections s'accomplirent à Paris sans tumulte, avec un certain ordre et une grande régularité; les divisions par sections avaient été très-multipliées, de sorte que les groupes se firent en petit nombre et qu'il n'y eut rien de trop confus dans les choix; on aurait cru que le suffrage universel susciterait des agitations vives, turbulentes; il n'en fut rien. On doit dire que pour en atténuer l'effet, les diverses nuances de candidats avaient fait imprimer des listes et résumé ainsi tous les votes; les clubs par leur intervention élaguaient encore les choix. Ainsi avec toutes les formes de la liberté et du suffrage universel, on arrivait à un certain nombre de candidats invariablement indiqués. Singulière condition de la multitude de se faire incessamment unité! On avait beaucoup reproché à tous les systèmes politiques d'avoir agi sur les élections, par des influences occultes ou publiques; cette fois on n'avait gardé ni secret, ni ménagement : Gouvernement, clubs et

partis s'étaient empressés de promettre ou de menacer; on savait à peu près d'avance les choix qui sortiraient de l'urne. A Paris ce fut encore une transaction : le Gouvernement Provisoire d'abord tout entier, des fonctionnaires, un petit nombre de républicains extrêmes, plusieurs membres de l'ancienne gauche avec quelques socialistes. Chacun eut sa part de faite ; dans les temps de crise, on est presque toujours porté aux transactions pour éviter les agitations bruyantes.

Les départements n'offraient pas les mêmes éléments de conciliation que Paris où le nombre des électeurs était immense. Dans les provinces, on se connaît mieux, les insuffisances et les médiocrités peuvent se déguiser moins ; les choses se disent et se proclament plus nettement, et quand un candidat n'est pas celui de la majorité on le repousse : sur plusieurs points du territoire, il y eut, ainsi que je l'ai dit, transaction, les listes furent dressées d'après diverses nuances, et les candidats les plus divers sortirent de l'urne des suffrages : mais la majorité des provinces donna de bons choix ; on fut étonné qu'avec tant d'actions perverses, un pays agît avec une raison si droite et si ferme; cinq cents députés au moins appartinrent

à ce qu'on pouvait appeler le parti conservateur dans la nouvelle République; l'ordre avait une évidente majorité, et Dieu n'avait pas abandonné le pays. Ce résultat, on pouvait facilement le deviner à l'aspect des attaques vives, répétées, dont il était l'objet dans les clubs. Il fut posé et discuté même cette question : Devait-on obéissance à la nouvelle Assemblée ? « Le peuple souverain n'a-t-il pas toujours le droit de révoquer ses commis? » Tels étaient les termes ignobles employés par les agitateurs des clubs pour signaler l'Assemblée Nationale dont la convocation approchait. Les organes du Gouvernement ne faisaient rien pour la défendre, et à peine osaient-ils dire : « Attendez-la; quand viendront ses actes, alors vous la jugerez. » Singulier raisonnement pour des hommes qui posaient le principe de la souveraineté du peuple exprimée par le suffrage universel !

Dans quelques villes, les élections se passaient moins paisiblement qu'à Paris : il y eut des tumultes à la suite des scrutins et même des violences à ce point que l'urne des suffrages fut dispersée. Quand le résultat ne convenait pas à la multitude, elle faisait une sauvage irruption dans les mairies du chef-lieu de sections pour bouleverser les bul-

letins, actes de brutalité qui trouvaient l'assentiment des clubs et de la lie des journaux de Paris; il y eut de ces émeutes à Marseille, Lyon, Bordeaux, et dans une multitude de petites localités. Mais les troubles les plus sérieux éclatèrent dans deux cités avec les caractères différents qu'il faut distinguer.

A Rouen, ville manufacturière, les élections furent le prétexte d'une grande insurrection des ouvriers ou plutôt de ces hommes turbulents qu'on appelait travailleurs. En vain la bourgeoisie fit toute espèce de concessions de secours, de bienveillance; en vain elle ouvrit des travaux, multiplia les ateliers, l'insurrection annoncée n'en éclata pas moins. Les ouvriers élevèrent des barricades; il fallut s'en emparer par la guerre; la ville de Rouen eut ses journées où la garde nationale déploya son ferme courage, et la ligne, son dévouement. On rivalisa de zèle; la magistrature, l'administration; comme l'ordre social avait été menacé, personne n'y fit défaut, et tel est le caractère de tout mouvement qui touche à la société; la défense devient alors une chose de bien public. Qui peut dire à quelles déclamations furibondes les clubs se livrèrent au sujet de la ferme conte-

nance de la troupe? Dans le club de M. Blanqui surtout, on commença à dénoncer la garde bourgeoise de Rouen avec cet accent demi-menace et raillerie qui était le caractère de cette polémique des tribuns; quelques-uns eurent l'audace même de demander la mise en accusation du digne général, des magistrats et des chefs de la garde nationale qui avaient préservé la ville de Rouen du gouvernement des prolétaires. Or, quand les clubs faisaient entendre de sinistres paroles, le Gouvernement Provisoire ne disait pas un seul mot pour la justification de ceux qui avaient légalement soutenu l'ordre public.

A Limoges, le mouvement avait pris une autre tendance; la garde nationale trahie par quelques-uns de ses chefs avait été obligée de céder devant les prolétaires qui enthousiastes de leur victoire, s'étaient hâtés d'établir une façon d'ordre politique : ce gouvernement si singulièrement organisé, avait levé des contributions, établi une forme de municipalité, et la dictature s'était montrée comme le dernier mot des institutions démocratiques. Autant dans les clubs Rouen était en exécration, autant Limoges était exalté, grandi; c'était le peuple, le véritable peuple, généreux,

magnanime, qui pardonnait aux bourgeois. Il suffisait d'une certaine sagacité d'esprit pour voir à quel résultat nous entraînaient ces comparaisons incessamment renouvelées : le système proscrit était celui de Rouen, le système fêté, espéré, attendu était celui de Limoges avec un comité de Salut Public. Sans se rendre précisément compte de la valeur intrinsèque des mots *fraternité et solidarité*, ils étaient pris dans le sens d'une domination des prolétaires sur les bourgeois affaissés par la crainte du communisme. Jamais peut-être dans l'histoire deux systèmes n'avaient été plus nettement en présence avec une si grande, si profonde irritation. Ceux qui espéraient les concilier étaient sans instinct ou sans bonne foi ; l'amertume débordait partout ; et qu'on le remarque, un irrésistible aveuglement avait mis les armes à la main à ces hommes qui professaient des opinions si diverses et si ardentes : tous faisaient partie au même titre de la garde nationale ; plus d'un officier leur appartenait. Voyez l'imprudence ! jamais tant de haine dans les idées, tant d'antagonisme dans les opinions, et à ces hommes, on leur disait : Voilà des armes ! Le combat pouvait être suspendu, retardé, mais tôt ou tard il était inévitable.

Digitized by Google

Le Gouvernement Provisoire s'était donné, j'aime à le croire, la mission conciliatrice dont j'ai parlé. Lui-même présentait-il cette unité, cette concordance qui pouvait maintenir l'accord, l'harmonie entre les diverses parties d'un système? C'est avec peine que ce Gouvernement Provisoire s'était traîné jusqu'aux élections, tiraillé, divisé, avec ce sentiment néanmoins, qu'il devait rester uni jusqu'à la réunion de l'Assemblée Nationale. A quel prix n'avait-il pas acheté ce droit de vie? Jamais la toute-puissance des clubs ne s'était plus hautement montrée, et chaque jour il fallait leur faire des concessions; le Gouvernement Provisoire, devant cette omnipotence, ne savait que baisser la tête; il n'administrait pas; il transigeait incessamment. De là cette indicible faiblesse envers tous : le voici d'abord en présence de la Commission du Luxembourg, sous la présidence de MM. Louis Blanc et Albert; véritable pouvoir, elle impose ses décrets. M. Louis Blanc vient d'abréger les heures de travail, de supprimer le marchandage; cela est une affaire consommée, et pourtant ce n'est pas tout, car il appelle une pénalité contre les contrevenants : le fabricant qui imposera un travail plus long sera passible d'une amende et

même de la peine corporelle; ce système, qui favorise la paresse sans créer le labeur, désorganise les ateliers; qu'importe à l'esprit absolu de M. Louis Blanc? Les colonnes du *Moniteur* sont chaque jour remplies de longues homélies : « Sur ses frères les travailleurs dont il partage les misères au palais du Luxembourg. » Ceux-ci lui demandent incessamment de nouvelles concessions, et l'une des plus importantes, la voici : Dans la pensée et la nécessité de lutter contre l'oisiveté, l'usage a fait confier des objets de confection aux prisons et aux couvents; les ouvriers demandent que cette utile habitude cesse; ils s'inquiètent peu de la liberté des transactions, des vices que les prisonniers vont contracter avec l'oisiveté dans la solitude : ces questions pour eux ne sont qu'accessoires; M. Louis Blanc leur a trop parlé de l'antagonisme, de la concurrence, pour ne pas la détruire partout, et un décret du Gouvernement Provisoire supprime le travail des prisonniers, aux risques d'une grande corruption. Les travaux ne revinrent pas davantage; car ce qui crée les transactions actives, c'est la condition double du bon marché, des capitaux et de la confiance; pouvait-on encore espérer l'abondance des capitaux avec la guerre qu'on leur décla-

rait violente dans les écrits et du haut de la tribune où siégeait M. Louis Blanc? La confiance n'existe nulle part; elle a disparu du commerce, de l'industrie, de la Banque; partout on fait des efforts inouïs pour la retenir, et jamais peut-être le commerce ne montra un désir plus franc et plus haut de marcher à travers ces difficultés; on ne lui en tient aucun compte, le travail disparaît d'une façon presque absolue.

De là cet accroissement immodéré des ateliers nationaux. La société avait pris l'engagement de donner un travail suffisant à l'ouvrier et un salaire en rapport avec ce travail; rien de plus juste et de plus chrétien : il ne doit pas y avoir dans une société bien ordonnée, un seul membre qui, valide pour le travail, ne doive être occupé et rétribué selon son œuvre. Ainsi la pensée d'ateliers publics destinés aux travailleurs sans ouvrage n'était pas mauvaise en elle-même; il s'agissait seulement de la régler et de la diriger. Plusieurs fausses pensées étaient ici accumulées : d'abord ces ateliers pouvaient être dans leur constitution, dans leur développement, les instruments d'une action politique, et on l'avait vu lors des élections; les voix des ateliers nationaux avaient été comptées et di-

rigées comme un seul suffrage dans l'intérêt de la démocratie extrême; avec cette direction politique était née la paresse de l'ouvrier dissertant sur chaque borne, au coin de chaque place sur les intérêts de l'État. Elle était alors bien étrange la vie du travailleur : le matin à sept heures l'appel, puis la lecture du journal (le plus agitateur, bien entendu), après commençaient les chansons patriotiques; si le civisme de l'ouvrier allait plus loin, on proposait une promenade pacifique; des bandes parcouraient la cité, drapeaux en tête, portant l'agitation et le trouble sur un point ou sur un autre, au gré des meneurs : ici pour planter un arbre de la liberté, là pour adresser des remerciements au Gouvernement Provisoire, et toujours pour montrer qu'il y avait une armée ainsi prête au service de l'agitation.

Avec de simples notions d'économie politique, il eût été facile d'utilement diriger les ateliers nationaux. Chez un peuple aussi grand que la France, avec des besoins si variés, il devait y avoir place pour toutes les industries : combien n'était-il pas facile d'appliquer les travailleurs selon leurs capacités, aux terrassements des chemins de fer, aux défrichements des terres incultes dans les départe-

ments, aux canaux, et à l'assainissement des marais; on s'en gardait bien pourtant, car le siége de toutes les agitations n'était-ce pas Paris? Il fallait lui laisser sa garnison d'ateliers nationaux. Les doctrines de M. Louis Blanc, toujours plus avancées, servaient admirablement la paresse des travailleurs. Du haut de la chaire du Luxembourg, il déclara non-seulement que la concurrence et l'émulation étaient un vice, mais encore qu'il n'y avait de moral et de rationnel : « Que l'égalité des salaires ; » de manière que les bons et les mauvais ouvriers seraient placés au même rang ; plus d'intelligences exceptionnelles ou d'élite ; serf attaché à la glèbe, l'ouvrier remplissait sa tâche avec un salaire fixe ; le système égalisait matériellement ce que la nature avait créé inégal. Le Gouvernement Provisoire eut l'extrême faiblesse non-seulement d'accepter cette théorie si étrange, mais encore il organisa des ateliers sur cette base ; ce qui accomplit la grève légale de la moitié des grandes usines qui subsistaient encore à travers les difficultés du crédit.

M. de Lamartine dirigeait au sein du Gouvernement Provisoire la partie diplomatique avec un laisser-aller qui tenait plus sans doute aux préoccupations du Gouvernement Provisoire qu'à son

propre caractère. Le *Moniteur* du 5 mars avait établi le principe de la non-intervention, en même temps qu'il lançait sur les frontières les réfugiés révolutionnaires. Ceux-ci recevaient partout une leçon sévère, en Belgique, sur les bords du Rhin, dans le Piémont, en Suisse; le ministre se hâta de les désavouer vaincus, comme il les aurait applaudis vainqueurs. Il permit l'organisation de légions italiennes ; M. de Lamartine, par une incroyable condescendance, avait accédé au système de M. Bastide et des républicains du *National* qui n'admettaient pas les agrandissements du roi de Sardaigne, mais la formation d'un système fédératif de Républiques italiennes, un moyen-âge démocratique. Était-ce poésie ou mauvais dessein de propagande? Il n'y avait pas d'idées fixes et de résolutions positives dans le Gouvernement Provisoire pour les relations extérieures : on voulait la paix et l'on faisait sournoisement la guerre à tous les gouvernements légitimes! puis nulle fixité, nulle gravité dans le choix des agents extérieurs. Le corps diplomatique forme comme une grande famille dont tous les membres sont accoutumés à se voir, à se comprendre, à se respecter; les noms inconnus jetés en avant par M. Bastide, pris je ne

sais où, excitaient une répugnance invincible, et en supposant qu'ils fussent admis auprès des gouvernements, quelle serait leur place au milieu du corps diplomatique? Déjà plusieurs refus signalaient la mauvaise position faite à des hommes d'honneur et de quelque renommée. Jamais à aucune époque de favoritisme, le pouvoir n'avait usé plus capricieusement de la prérogative des choix; comme sous Louis XI, on avait presque vu des barbiers dans les consulats et les dignités d'ambassade; tous les despotismes brouillons se ressemblent : il n'y a que la dictature intelligente qui ait sa spontanéité.

Aux finances, M. Garnier-Pagès, esprit de plus en plus remuant, faisait à grand bruit les concessions demandées par l'école socialiste. Par la seule volonté dictatoriale du Gouvernement Provisoire, il avait mis un impôt de quarante-cinq centimes sur toutes les contributions; en même temps qu'il abolissait le droit d'exercice sur les vins et qu'il s'engageait à effacer les dernières traces de l'impôt sur le sel, le ministre déclarait solennellement que l'impôt devait être exclusivement progressif et que le superflu devait seul le supporter. Un autre décret introduisait l'impôt somptuaire et frappait les hypothèques de 1 % du capital; M. Garnier-Pagès

faisait accepter par le Gouvernement Provisoire le séquestre sur le chemin de fer d'Orléans, première tentative d'application positive de la pensée socialiste qui faisait de l'État le propriétaire général et commun de toutes les choses de la société : désormais tout le système financier reposa sur cette appropriation des chemins de fer par l'État. Avait-on les capitaux nécessaires pour le rachat ? on s'en inquiétait peu ; le ministre posait en principe l'utilité publique, et il fut même un instant question de prononcer cette confiscation par une simple ordonnance, sans attendre l'Assemblée Nationale. On fut arrêté par la pensée que les propriétaires d'actions refuseraient d'accéder à un simple décret, comme une grande partie des départements de la France pour l'impôt des quarante-cinq centimes. Dans l'administration des finances, les derniers jours du Gouvernement Provisoire furent marqués d'un grand désordre ; il n'y eut pas jusqu'à la Cour des Comptes qui ne subît son épuration capricieusement ordonnée par M. Garnier-Pagès sous la double impulsion des clubs et de ses amis ; l'inamovibilité fut méconnue. On ne put rien voir de plus incroyable que la confection du budget. La République, pour se faire accepter et aimer, devait

abolir la moitié du budget des dépenses ; elle l'avait promis dans ses engagements antérieurs ; on dut être étonné qu'au lieu d'économiser, elle imposa des sacrifices nouveaux. Depuis trente ans, il n'y a pas de période dans l'histoire où les finances aient été plus sérieusement compromises.

On n'avait pas trouvé de ministre de la guerre sérieux et capable pour remplir l'intérim de M. Arago. On s'était adressé au général Cavaignac nommé gouverneur de l'Algérie, et celui-ci en vrai et loyal soldat, avait demandé pour première et solennelle condition, que trente ou quarante mille hommes fussent réunis à Paris ou sous ses murs. Étrange position que le Gouvernement Provisoire faisait à l'armée ! et qu'avait-elle donc fait cette armée pour l'exiler de la grande cité ? N'était-elle pas composée de bons et vrais citoyens ? Oui, sans doute, mais les clubs avaient fait une condition impérative de l'éloignement des troupes de la capitale, et le Gouvernement Provisoire obéissait docilement. En vain la garde nationale, la bourgeoisie, appelaient-elles les troupes à l'aide de leur service, on les écoutait à peine : les clubs ne le voulaient pas, et le Gouvernement avait tout promis à leur exigence. Il se fit même quel-

que chose d'une singulière faiblesse ! on avait dressé le programme d'une fête qui, sous le nom de la Fraternité, devait réunir les gardes nationales, les ouvriers et l'armée ; n'était-ce pas l'occasion de retenir les régiments dans les murs de Paris, puisqu'une députation de chaque corps devait recevoir les drapeaux ? On l'avait pensé un moment, mais les clubs ne le voulaient pas, et, chose triste à dire, les députations durent regagner leurs corps : était-ce assez de concessions ? Mais l'audace revenait lorsqu'il s'agissait de méconnaître les droits anciens, les services acquis. M. Arago, sous l'influence du colonel Charras, frappa plus d'un tiers des généraux de division et de brigade, dont les services pouvaient être utiles encore à la patrie. On prit pour prétexte la nécessité de multiplier les économies en resserrant les cadres des officiers-généraux en activité ; vaine excuse, puisque à peine quelques jours écoulés, de nouvelles nominations d'officiers-généraux vinrent grandir les cadres de l'armée.

Le Gouvernement Provisoire faisait également un certain bruit de la formation de l'armée des Alpes : le soin en avait été confié au brave général Oudinot, un des officiers les plus capables de la

Restauration ; tout ce que l'activité avait pu accomplir sans de grands moyens était fait ; l'armée était prête d'entrer en campagne ; mais elle n'avait pas un complet de plus de vingt-huit mille hommes, dont un tiers était retiré de l'armée d'Afrique. Cette campagne d'Italie si impatiemment attendue, serait-elle enfin ouverte sous de glorieux auspices? On n'était pas si avancé et la cause on devait la chercher dans les combinaisons diplomatiques, et dans la position singulière prise par M. de Lamartine. J'ai dit qu'en vertu d'une certaine fantaisie, le ministre des affaires étrangères avait repoussé l'alliance sarde pour préparer la combinaison des Républiques italiennes, dont l'expédition des réfugiés piémontais était la première base. M. de Lamartine n'avait pas la fermeté nécessaire d'un coup de main, ni la sincérité d'une alliance ; les dépenses pour la formation d'une armée des Alpes retomberaient donc en pure perte sur le département de la guerre. La création des armées d'observation supposent toujours une grande incertitude de volonté ; le premier consul Bonaparte ne laissa pas plus d'un mois inactive, même l'armée de réserve de Dijon. Nous n'en étions plus à ces temps héroïques.

Dans le département de la marine, le Gouvernement Provisoire n'avait fait qu'employer les éléments préparés par la monarchie; M. Arago s'y posait comme une spécialité, et tout son labeur s'était borné à un changement dans les grades et les titres, par un retour aux idées et aux institutions de la marine républicaine. Il y a des esprits qui s'imaginent opérer de grands changements dans les choses parce qu'ils modifient quelques noms, et tel était le caractère de tout le Gouvernement Provisoire. Mais ce qui devint plus grave dans le département de la marine et des colonies, ce fut le décret tout-à-coup lancé pour l'affranchissement des noirs, et l'abolition de l'esclavage dans les colonies : si l'on étudiait la question au point de vue général et chrétien, nul ne pouvait nier que l'esclavage ne fût une chose odieuse et anti-sociale. L'indépendance du corps est la suite inévitable du rachat des âmes par la rédemption du Christ; mais les gouvernements des sociétés doivent tenir compte des faits existants sous peine de s'y briser eux-mêmes ou de soulever de sanglants obstacles : avait-on calculé toute la portée d'un décret qui subitement et sans préparation proclamerait l'affranchissement des noirs

dans les colonies ? n'avait-on pas le moderne souvenir du massacre des blancs, à Saint-Domingue ? M. Arago avait pour secrétaire à la marine M. Schœlcher, esprit honnête, qui avait passé sa vie à ces études de philanthropie ; et cet acte fut pour lui comme un vœu profondément acquitté. Il faut moins en vouloir à ces consciences rêveuses, qu'aux ministres qui les acceptent comme des hommes d'application. Avec cet acte, le Gouvernement Provisoire abolit la peine de l'exposition à la suite de lourds considérants motivés sur les progrès de la raison publique ; jamais Gouvernement n'avait plus longuement motivé ses décrets, et ces ridicules professions de principes étaient l'œuvre habituelle de M. Louis Blanc qui aimait la phrase vide et sentimentale. Sans doute l'exposition publique n'était plus dans nos mœurs ; voici pourquoi : c'est que souvent l'impudence était telle chez les condamnés, que sur le pilori ils insultaient l'opinion.

M. Crémieux voulait aussi introduire le divorce dans la loi : chaque fois que la société est troublée, cette pensée de divorce vient se mêler aux débats, parce que le désordre dans la famille et le désordre dans la propriété se tiennent la main. M. Garnier-Pagès n'attaquait-il pas la propriété

dans ses théories sur les hypothèques, les chemins de fer, dans ses distinctions entre les propriétaires des bons du Trésor, et des déposants à la caisse d'épargne ? Le trouble de la famille devait s'en suivre.

Il arrivait à peine à son terme, ce Gouvernement Provisoire incessamment tiraillé, sur les principes, et l'origine des pouvoirs. De tous côtés les gens de bien lui proposaient de suivre une ligne plus ferme, il ne le voulait pas ; les clubs conservaient leur pensée fixe, qui était de modifier le Gouvernement dans son personnel, de manière à y faire entrer les chefs de leur parti, en retardant une fois encore la réunion de l'Assemblée Nationale ; le Gouvernement ne se décidait ni pour le bien ni pour le mal ; il était arrivé à une si grande fatigue, qu'il n'en pouvait plus. Pourtant ce n'était pas le pouvoir, l'arbitraire qui lui avait manqué : on peut remarquer même que dans le court espace de soixante-dix jours, le Gouvernement avait tout bouleversé, tout compromis : la politique étrangère, par un système turbulent et sans couleur, brouillon et faible ; les finances par la suppression d'impôts, les modifications des recettes et des dépenses, un désordre incomparable ; nul principe n'avait été respecté, ni l'inamovibilité de l'auguste

magistrature, ni le vieil état de l'officier; plus de commerce, de travail, d'industrie, la navigation suspendue, le transit presque nul; toutes les valeurs dépérissant au milieu des principes anti-sociaux qui éclataient de toute part. Dans cette désorganisation générale, il fait pitié de voir un des derniers décrets du Gouvernement Provisoire. L'histoire avait dit toutes les vieilles traditions du Louvre, le palais des rois; cet antique château dut être débaptisé pour s'appeler le *palais du Peuple*, immédiatement achevé aux frais de l'État. Tout parti vainqueur gratte les insignes du vaincu, conséquence et satisfaction de la victoire; il faut des esprits calmes et impartiaux pour éviter les réactions. Le Louvre devenait le palais du Peuple par un raffinement de flatteries et un ignoble adoration du Veau d'Or; mais où trouver de l'argent pour ces magnificences annoncées? C'est la réflexion qui venait à tous. On couvrait ses haillons sous un manteau de pourpre.

CHAPITRE QUATRIÈME.

RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — LA COMMISSION DU GOUVERNEMENT.

Il est un instinct pénétrant qui fait deviner aux nations par quelles causes et en vertu de quels pouvoirs elles seront préservées. Dès l'origine de la révolution du 24 Février, un cri universel s'était fait entendre : la France devra son salut à l'Assemblée Nationale; on attendait ainsi sa convocation comme une ère toute nouvelle. Sans doute l'action frauduleuse ou violente avait vicié beaucoup de ces élections; mais enfin l'opinion de la France devait tôt ou tard prévaloir et dominer. Quelques jours avant la réunion des Représentants, une proclamation du Gouvernement Provisoire avait déclaré qu'en présence de la souveraineté du peuple son pouvoir dictatorial cesserait de plein droit, et que l'Assemblée nommée par le suffrage universel entrerait dans le plein exercice de son autorité.

Cette proclamation très-convenable fut suivie d'un décret assez ridicule qui fixait le costume des députés : habit noir, gilet blanc à grands revers, ce qu'on appelait vulgairement à la Robespierre; puis une petite médaille suspendue à la boutonnière, avec les faisceaux de la République, devait être le signe des Représentants du peuple. Le Gouvernement Provisoire avait ainsi fait les fonctions de grand-maître des cérémonies sous l'ancienne monarchie. Ces petites choses du dehors lui plaisaient beaucoup, et le costume qu'elle indiquait était celui de la Convention, l'idole pour tout le parti montagnard. Les Députés arrivaient avec un grand empressement à Paris, tous impatients de connaître le terrain sur lequel on allait marcher. Il y avait là des hommes de tous les rangs, des esprits de toute portée. Je crois (on l'avouera sans peine), que tous n'apportaient pas la même chaleur de conviction dans l'acceptation spontanée du principe républicain; mais tous unanimement avouèrent que la situation ne serait ni tenable ni possible, si l'on ne proclamait pas d'abord la République sans débats, sans contestations : on pouvait avoir au fond de l'âme, des souvenirs, des regrets; mais lorsqu'une forme de gouvernement est

un fait, c'est chose inutile et dangereuse de le mettre en question; seulement il faut faire produire à ce fait toutes les conséquences les plus favorables à l'ordre et à la liberté. D'ailleurs la question n'était plus entière. Le Gouvernement Provisoire et les clubs sous la pression desquels il agissait, avaient proclamé la République comme un fait préexistant, sacré, solennel, un article de foi auquel nul ne pouvait toucher. Si au point de vue du dogme de la souveraineté populaire, libre et puissante, cette précipitation pouvait être une hérésie, à quoi bon se heurter la tête contre un fait accompli : est-ce que la société n'était pas assez malade sans qu'on disputât encore sur la forme légitime de son gouvernement?

La présidence d'âge échut à un rude vieillard, que la lutte politique de Juillet 1830 avait rendu célèbre, M. Audry de Puyraveau, et sa première parole fut le cri de : vive la République. Un autre vieillard, esprit aussi entier, M. Dupont de l'Eure, président du Gouvernement Provisoire, salua le premier l'Asssemblée Nationale. « Citoyens représentants du peuple, le Gouvernement Provisoire de la République vient s'incliner devant la nation et rendre un hommage éclatant au pouvoir su-

prême dont vous êtes investis. Élus du peuple, soyez les bienvenus dans la grande capitale où votre présence fait naître un sentiment de bonheur et d'espérance qui ne sera pas trompé. Dépositaires de la souveraineté nationale, vous allez fonder nos institutions nouvelles sur les larges bases de la souveraineté, et donner à la France la seule Constitution qui puisse lui convenir, une Constitution républicaine. » M. Dupont de l'Eure ajoutait : « Que le moment était venu pour le Gouvernement Provisoire, de déposer le pouvoir illimité dont la révolution l'avait investi; cette dictature n'était qu'une puissance morale, au milieu des circonstances difficiles qu'on venait de traverser. » « Fidèle à notre origine, » continuait le vieillard, » et à notre conviction personnelle, nous n'avons pas hésité à proclamer la République naissante de Février. Aujourd'hui nous inaugurons les travaux de l'Assemblée Nationale à ce cri qui doit toujours nous rallier : vive la République. »

Cette harangue, au reste, fort médiocre, continuait d'exprimer cette contradiction que j'ai signalée déjà, la reconnaissance incontestée de la souveraineté de l'Assemblée, puis la prétention de lui imposer un dogme invariable dans un cercle

tracé; le Gouvernement Provisoire s'inclinait devant la souveraineté de l'Asseemblée ; puis il lui disait : « Vous ne pouvez pas agir autrement que je n'ai fait. » Les hommes d'expérience et de raison ne voulurent point entrer dans ces explications de dogmes au milieu des circonstances graves où l'on se trouvait, et la République proclamée par d'unanimes acclamations devint le droit politique de la France.

Ce ne fut point encore assez, et le parti démocratique imposa un engagement public et solennel; je laisse ici parler le fameux et enthousiaste *bulletin de la République* : « Sur la motion spontanée d'un membre de la Chambre, le Gouvernement Provisoire, accompagné de tous les Représentants en masse, est sorti de la salle, et s'est rendu sur le péristyle du palais, afin de fraterniser avec le peuple. Un instant après, en présence de milliers de citoyens qui couvraient les abords de la Chambre, les quais et les ponts, au bruit des salves de l'artillerie, les membres du Gouvernement Provisoire, et ceux de l'Assemblée, ont poussé de nouveau le cri unanime de : *vive la République*, auquel la grande voix du peuple a répondu comme un immense et sympathique écho.

On a vu les membres du Gouvernement Provisoire et ceux de l'Assemblée, serrer fraternellement la main de nos braves ouvriers et de nos gardes nationaux, tandis que de douces larmes de joie coulaient de tous les yeux. » Avec un peu moins de poésie, voici quelle était la vérité : le parti démocratique pour préserver actuellement l'Assemblée de toute attaque violente et insurrectionnelle des clubs, avait exigé d'elle non-seulement la proclamation de la République, mais cette fraternisation sur la place publique en plein soleil. Le programme s'accomplit : la société était trop sérieusement menacée, je le répète, pour qu'on s'arrêtat aux formes.

La question fut ainsi gagnée pour le parti républicain dans cette journée du 4 mai ; l'Assemblée avait sanctionné solennellement et sans débat la résolution hardiment prise le 24 Février par le Gouvernement Provisoire. La République pour les partis devenait un fait et un droit en dehors de toutes contestations : il n'y avait plus à discuter que sur sa direction extérieure, son esprit, le personnel de son Gouvernement, triomphe d'idée de position et de profits : on s'était compté dès le début de la séance et les divers partis avaient ainsi

pu mesurer leurs forces. La distribution matérielle des bancs et des places dans la nouvelle salle favorisait même le classement positif des opinions et l'on vit s'élancer sur les hauteurs une nuée de Représentants qui mouraient d'orgueil et de plaisir de s'appeler la Montagne. Il y a chez les hommes un grand désir d'imitation, et devrais-je ne pas paraître indulgent après des chutes récentes, ce désir suppose beaucoup de médiocrité; on ne rajeunit pas plus les caractères que les costumes, et les Représentants qui comme MM. Caussidière, Flocon ou Antony Thouret parurent avec des gilets blancs à la Robespierre se hâtèrent de les cacher sous les larges revers de leur habit bleu.

Cette Montagne dans ses replis divers comptait environ cent cinquante membres avec des nuances très-divisées. Le plus grand nombre se composait des amis de la *Réforme*, conspirateurs émérites de tous les temps, affiliés des clubs et des sociétés secrètes, commissaires de M. Ledru-Rollin, les uns satisfaits, les autres tout pleins d'espérances pour s'emparer de l'avenir; vieux enfants révolutionnaires ils rêvaient une Convention pour rester en tout point fidèles au blason de 1793, adorateurs des traditions au moment même où ils proscrivaient

l'hérédité et l'aristocratie. Il n'y avait parmi eux, ni grands talens ni caractère supérieur, comme dans nos premières Assemblées; ils prenaient pour du courage et de la fermeté, une jalousie étroite contre les institutions du passé. Avec eux siégeaient les socialistes, sortes de philosophes et de doctrinaires qui voulaient formuler un dogme pour la nouvelle République. Il est des époques d'aberration où les plus étranges systèmes trouvent crédit; il ne faut pas s'en étonner; lorsqu'il y a de grandes misères, les esprits fermentent pour trouver un remède et c'est ce qui donne de la popularité aux systèmes. Entre tous ces chefs d'école se révélaient des divisions profondes, des haines vivaces: celui-ci ne voulait qu'organiser le travail, celui-là remaniait l'état social de fond en comble en niant Dieu et la propriété; un autre appelait des phalanstères ou adorait les triades. Au-dessus de tous leurs sentiments était l'orgueil, et pour les châtier l'histoire sérieuse laissera leurs noms dans l'oubli. Mais ce qu'il faut constater c'est qu'à cette première époque de l'Assemblée, les Montagnards entraînaient à leur suite les socialistes parce qu'esprits de pratique et d'action, ils pouvaient avant tout assurer la victoire.

L'opinion de la République facile, que représentait le *National*, avait obtenu un nombre très-notable de voix dans l'Assemblée, et cela autant par la force des circonstances que par l'appui que lui avaient prêté les monarchistes eux-mêmes, car appelés à opter entre ces enfants aventureux des sociétés secrètes et d'estaminet, rêveurs de Montagne et de Convention et les républicains faciles ou ambitieux qui voulaient le pouvoir, le repos et les avantages de la victoire, le choix ne pouvait être douteux ; l'ambition satisfaite appelle le calme, et l'on en avait tant besoin ! Ce qui donc faisait la force de ce parti du milieu dans la République, c'était la crainte qu'inspiraient les fous de la Montagne ou du socialisme. On devait s'abriter sous les faiblesses ou les vices de la civilisation avancée de ceux qui aimaient les plaisirs, le luxe, les théâtres, et voulaient faire de la République une présidence tranquille sous la main d'un ami.

Cette position, très-bien sentie par l'ancien parti dynastique de M. Barrot lui avait fait actuellement renoncer à toute direction personnelle. La vieille gauche et son centre n'avaient pas au fond plus d'estime politique pour la dictature du *National* que pour le comité de Salut Public de la *Réforme ;*

mais il leur paraissait impossible pour eux de s'emparer actuellement du pouvoir sans grande secousse; ils n'avaient donc plus qu'un choix à faire entre les deux souverainetés victorieuses au 24 Février, et ils s'étaient prononcés pour la plus tempérante et la plus conservatrice. La gauche dynastique s'était donc faite l'auxiliaire des républicains faciles. Ainsi avaient également agi les cent trente voix légitimistes de la Chambre; ce parti avait deux voies ouvertes: concourir au désordre pour en faire sortir la nécessité d'une restauration, ou prêter un loyal appui au Gouvernement qui protégeait l'ordre, et dans des circonstances aussi impératives, les passions mauvaises des partis s'étaient calmées. On avait renoncé à tout esprit d'opposition bruyante dans la crainte de prêter appui à l'anarchie.

Il en résulta que toute la direction de la Chambre fut confiée aux représentants de l'école du *National* : la présidence à M. Buchez, esprit honnête mais faible et rêveur, républicain d'une théorie anti-déluvienne; les questeurs furent également choisis dans les mêmes opinions satisfaites. Il se fit ainsi une transaction de nécessité, et les républicains faciles furent maîtres de la majorité de cette chambre de Représentants, l'espoir de tous,

La constitution de l'Assemblée Nationale mettait fin aux pouvoirs du Gouvernement Provisoire, et selon les habitudes constitutionnelles, chaque dictateur chargé d'un grande branche de service, vint exposer les actes et les services de son administration. M. Garnier-Pagès développa le refrain obligé de son système : « La République a sauvé la monarchie d'une banqueroute. » Quand une intelligence très-incomplète s'est fait une certaine idée, elle y persiste avec tenacité, et il ne faut pas lui en vouloir, car elle est de bonne foi. M. Arago, ministre de la guerre, vint aussi donner l'exposé de la situation de l'armée ; il était d'habitude de critiquer les actes du Gouvernement tombé, et M. Arago ne manqua pas de dire que les cadres étaient dégarnis, les magasins incomplets ; et, par une contradiction assez curieuse, le ministre faisait cet aveu : « Depuis le 25 Février le département de la guerre a distribué quatre cent quarante-six mille six cent quatre-vingts fusils à la garde nationale. » Où étaient pris ces fusils, si ce n'est dans les magasins de l'État? M. Arago ajoutait avec orgueil : « Ils ont été distribués sans distinction aux gardes nationaux en habits et en blouses. » Il aurait pu ajouter qu'ils avaient même servi à armer

les Montagnards de M. Sobrier, et à garnir l'arsenal de la rue de Rivoli. Il y avait eu en effet, des distributions de fusils accomplies sans règle, sans mesure, sans garantie. C'était à s'en effrayer, car la guerre civile était imminente. Ce fut ensuite le tour de M. Marie, ministre des travaux publics, qui vint faire l'éloge des ateliers nationaux : « Vous ne demanderez pas un compte sévère ; citoyens, ne vous trompez pas, une armée de travailleurs vit autour de Paris. Cette armée a élu son chef ; elle s'est mêlée à la garde nationale quand Paris a pu craindre ; mais elle est restée paisible et laborieuse quand la ville a été tranquille. » Combien cette peinture des ateliers nationaux était exacte et vraie! les ouvriers tranquilles et travailleurs!

Mais le morceau le plus curieux de politique générale, ce fut l'exposé que fit M. de Lamartine de la diplomatie depuis le 24 Février, complément de sa longue et primitive circulaire au corps diplomatique : « Il y avait, disait-il avec emphase, deux sortes de révolutions dans l'histoire : les révolutions territorales et les révolutions d'idées : aux premières la guerre est nécessaire, aux secondes la paix. Cependant les révolutions d'idées excitent quelquefois des inquiétudes, et alors elles

pourraient recourir aux armes : pour répondre à cette double situation, elles sont inoffensives, mais elles sont debout. C'est la démocratie armée : ces idées ont dirigé, depuis le 25 Février, les rapports du Gouvernement Provisoire avec les puissances étrangères. »

Ces prétentieuses définitions n'étaient autre chose que l'apologie de la propagande, le plus grand danger de l'Europe, système à la fois menaçant et poltron qui se résumait ainsi : « Nous cherchons tous les moyens de vous détruire, mais nous n'osons vous faire la guerre. » Quoi, le ministre de la République avait appartenu à la diplomatie de la Restauration, et lui, le protégé de MM. de Montmorency, de Polignac, osait dire que la monarchie léguait à la démocratie une France garrottée par les relations les plus tristes et les traités les plus désastreux! La Restauration avait épuisé sa force et sa vie à grandir la France en Europe, à laver le pays des tristes taches que lui avaient faites les deux invasions de 1814 et de 1815! Le système diplomatique de la branche cadette, malgré ses difficultés immenses, avait obtenu de notables résultats en Italie, en Allemagne, en Espagne, et c'était M. de Lamartine qui les accusait!

or que proposait-il comme système politique de la nouvelle démocratie : « Nous avions deux partis à prendre : ou faire explosion et lancer le principe républicain partout sans savoir si le sol était disposé pour le recevoir, ou proclamer la paix républicaine en recommandant les devoirs des peuples, en leur promettant notre appui, en déclarant que la France est un soldat toujours prêt à marcher pour le triomphe de ses principes. »

Ainsi la propagande de principes sans le courage d'une bataille. M. de Lamartine se complaisait ensuite à détailler ce programme : « Vous savez ce qui s'est passé dans le Milanais et toute l'Italie ; est-ce que ce n'est pas le triomphe de notre système, du principe républicain désarmé. Mais ce n'est pas tout : Vienne se soulève et se donne une Constitution ; la Hongrie et la Bohême s'affranchissent, et l'Autriche n'est plus qu'une nation de douze millions d'hommes. Berlin se lève à son tour et conquiert ses droits. Tous les petits princes allemands font de larges concessions à leurs sujets ou sont renversés ; le Parlement national triomphe et s'élève sur les ruines de la diète de Francfort ; il représente les peuples au lieu de représenter les rois, et donne le noyau d'une nouvelle confédération germanique

qui s'appuiera sur la France, la grande puissance démocratique. »

Comme tout cela était vu avec justesse et hauteur! En dehors de la propagande, M. de Lamartine n'apercevait rien. Quelle habileté de se vanter d'avoir produit la désorganisation de l'Europe! M. de Lamartine était tout enorgueilli d'avoir soulevé l'Italie, démembré l'Autriche et bouleversé l'Allemagne. Ce grand désordre serait-il d'une longue durée? était-il habile à un ministre des affaires étrangère de mettre contre lui tous les gouvernements réguliers. « La France, continuait M. de Lamartine, assiste à l'ébranlement du continent sans ambition et sans faiblesse, prête à se contenir ou à s'agrandir, suivant les besoins de son principe, s'agrandir non en territoire mais en influence. La République a fondé la sainte-alliance des peuples; elle a compris du premier coup les principes de l'avenir; nous n'avons pas violenté les peuples pour leur porter la liberté à la pointe des baïonnettes; nous avons agi par la sympathie et par les idées, et comparez la France du 25 Février à la France du 8 mai. Nous étions garrottés et nous sommes debout sur des débris. L'Angleterre n'est plus inquiète de notre ambition en Espagne; la Russie

a le temps de réfléchir à la revendication légitime de libertés revendiquées par une héroïque nation ; l'Autriche ne se préoccupe que de la rançon de la Lombardie ; la Prusse est attachée à son œuvre d'émancipation, et la Suisse est notre alliée. l'Italie est presque libre et son premier cri de détresse appellerait la France. »

Quelle vérité d'appréciation ! quelle force de système ! M. de Lamartine se vantait d'avoir réalisé, comme programme politique extérieure, la chanson de M. Béranger, *la Sainte-Alliance des Peuples ;* or, en dépouillant cette phraséologie de toute pompe d'emprunt, il ne restait plus qu'un sourire infernal jeté sur les ruines qu'on avait faites et dont l'Europe garderait souvenir pour s'en venger : on ne renverse pas les gouvernements réguliers avec quelques phrases ! on s'en apercevrait tôt ou tard : « Il y a trois mois, sous la monarchie, continuait M. de Lamartine, nous étions isolés en Europe ; notre horizon était court, l'air manquait. Aujourd'hui notre horizon est l'avenir des peuples ; notre air vital est le souffle de la liberté dans la puissance des peuples ; nous nous appuyons sur quatre-vingt-dix millions d'hommes en Europe ! Qelle victoire aurait donnée à la France une telle situation ? La

France, à la chute de la royauté, s'est relevée, comme un malheureux chargé d'un immense fardeau et qui en est délivré tout-à-coup. Voilà l'état réel de notre situation, citoyens représentants; nous vous remettons la paix, les mains pleines d'éventualités d'alliance. »

On s'imagine bien l'enthousiasme que cette déclamation excita sur tous les bancs du parti révolutionnaire. M. de Lamartine était allé cette fois bien plus loin que dans son premier manifeste. Cette circonstance s'explique par le fait incontesté que l'esprit de désordre en Europe avait fait bien plus de progrès depuis deux mois, et la propagande se croyait maîtresse de la situation en Allemagne et en Italie. M. de Lamartine lui donnait ces gages sans s'inquiéter de ces retours de fortune qui assureraient gain de cause à tous les gouvernements réguliers : était-ce de la politique sérieuse que de proclamer la France révolutionnaire l'alliée nécessaire de quatre-vingt-dix millions d'hommes? Le parti agitateur n'entrait pas pour la vingtième partie dans la population calme et soumise, et quel était donc le caractère de cette politique qui, sans tenir compte des gouvernements, s'adressait à tous les brouillons de l'Europe? L'es-

prit éminent de M. de Lamartine pouvait-il se faire illusion à ce point? C'est que son cabinet avait les plus mauvaises informations et que lui-même était aveuglé par l'orgueil ; sa diplomatie était renseignée par deux sources, les réfugiés étrangers et les agens du nouveau corps diplomatique, gens obscurs, insuffisants ou passionnés.

Les phrases déclamatoires étaient, au reste, destinées à produire un grand effet au sein de l'Assemblée Nationale, et le Gouvernement Provisoire tout entier aspirait à un vote de remerciements et de reconnaissance : les choses se passent ainsi dans toutes les époques irrégulières. Certes, rien de plus étrange, de plus violent, de plus médiocre que le Gouvernement Provisoire ; il avait méconnu tous les principes, brisé les plus honorables existences, remué les plus folles questions en finances, en économie politique, et cependant un républicain du National, M. Dornès, proposa une déclaration solennelle d'un *bien mérité de la patrie* pour le Gouvernement Provisoire, qui avait rendu des services immenses au pays. Il fut curieux de voir un membre de l'ancienne gauche dynastique, M. de Lasteyrie, soutenir ce vote de remerciements et d'enthousiasme.

Mais à ce moment se montra la dissidence des clubs qui firent toutes réserves par l'organe de M. Barbès : « Avant de voter des remerciements, s'écria-t-il de sa voix forte et méridionale, je crois devoir venir protester au nom du peuple contre une foule d'actes qui ont été faits par le Gouvernement Provisoire. Parmi les membres de ce Gouvernement, il existe d'excellents citoyens, mais il en est qui méritent les antipathies populaires. » Cette distinction que faisait M. Barbès avait toujours été bruyamment imposée dans les démonstrations des clubs au 16 mars, au 17 avril. Et M. Barbès se résumant : « Donc, avant de voter des remerciements, je viens demander, au nom du peuple, compte du massacre des ouvriers de Rouen... Le Gouvernement n'a su rien faire pour l'Italie, la Belgique et la Pologne. »

A ces attaques contre les républicains faciles et modérés, M. Sénard crut devoir répondre par une longue protestation : « On a osé parler de tueries et de massacres à Rouen, ces mots sont durs, impitoyables; voici le fait... » Et M. Sénard raconta longuement, avec sa faconde de tribune, les faits tels qu'ils s'étaient passés à Rouen. « Tout cela est inexact! s'écria M. Barbès, et je demande une en-

quête; une enquête solennelle, entendez-vous! mais qu'elle ne soit pas aux mains de M. de Franck-Carré. Les premiers coups de fusil sont partis de la garde bourgeoise; les ouvriers ont élevé des barricades pour se défendre contre ces attaques; les véritables républicains ont été traqués. » Ce qui excita surtout l'étonnement de la partie modérée de l'Assemblée, c'est qu'aucun des membres du Gouvernement Provisoire ne prit avec fermeté la défense de la garde nationale de Rouen. La majorité de ce Gouvernement bizarre, faible, révolutionnaire désapprouvait la vive répression que la bourgeoisie avait prise sur elle-même. Il aurait voulu, comme à Paris, des transactions perpétuelles entre le bien et le mal. Ces débats en termes acerbes, violents, se résumèrent par le bien mérité de la patrie pour le Gouvernement Provisoire, sortes de vote qui portent historiquement malheur. Il est rare qu'un homme ou qu'un pouvoir qu'on déclare solennellement avoir bien mérité de la patrie ne soit ensuite proscrit, et qu'on nous pardonne cette comparaison, semblable à ces enfants de rois dont le berceau est entouré de compliments et de fleurs et qui finissent tous dans l'exil.

Digitized by Google

Ce qu'il y avait de plus certain, c'est que l'Assemblée une fois réunie, les pouvoirs du Gouvernement Provisoire cessaient de plein droit : par quelle autorité serait-il remplacé? Deux systèmes étaient ici en présence : l'un voulait que l'Assemblée gouvernât elle-même par un ministère de son choix qu'elle pourrait toujours révoquer. L'inconvénient de ce système était de ne pas laisser assez de force et de liberté au pouvoir exécutif ; l'autre consistait à créer une Commission de gouvernement, véritable Directoire qui pourrait agir librement sous sa responsabilité : en quel nombre et quels en seraient les membres triés dans le Gouvernement Provisoire? Il avait été d'abord question de trois consuls seulement, noms et titres, qui rappelaient trop le 18 brumaire et les souvenirs du triumvirat ; le désir aussi de créer des positions plus nombreuses, fit renoncer à cette idée, et l'on préféra une Commission de cinq membres : il ne s'agissait plus que de choisir les noms des nouveaux gouvernants, opération difficile dans les Assemblées.

Il était impossible de trouver une popularité plus grande, une renommée plus retentissante que celle de M. de Lamartine à l'origine de la révolution de Février, elle s'explique : au mi-

lieu de ces noms inconnus ou menaçants, surgis comme la foudre, les classes élevées, la bourgeoisie voyaient une grande illustration littéraire, un écrivain qui à travers les mille incidents de sa vie avait toujours exprimé des sentiments extatiques et religieux ; on était donc allé vers lui comme si la société avait besoin de cette égide. Si quelques jours après la République, la France avait été appelée à choisir un président, M. de Lamartine aurait réuni les deux tiers des suffrages. Depuis, cette popularité s'était bien affaiblie, et chose curieuse, la faute en était moins aux caprices de la foule, qu'à la conduite de M. de Lamartine lui-même ; sa disgrâce était méritée. Les caractères qui s'usent le plus vite dans les temps de révolution, ce sont ceux dont le tempérament est de tout ménager, de confondre dans les mêmes caresses le bien et le mal politique ; M. de Lamartine avait assez d'intelligence pour les distinguer, et jamais assez de force pour les séparer ; il avait d'incessantes faiblesses pour les clubs, les chefs ardents de la République rouge, et il s'était imbu de cette maxime qu'en révolution il faut traiter avec les extrêmes pour ne point en être victime en les comprimant. Certes, M. de Lamartine avait un beau

succès électoral, hélas! qu'il a bien vite gaspillé comme toutes les fortunes politiques que Dieu lui avait données.

L'Assemblée ne voulait pas flétrir M. de Lamartine, en le repoussant tout d'un coup du gouvernement du pays, elle l'aurait porté unanimement dans la nouvelle Commission, s'il n'avait lui-même imposé la condition impérative de l'accession de M. Ledru-Rollin, contre lequel s'élevaient des griefs aussi considérables; on avait en vérité trop grandi M. Ledru-Rollin pour le bien comme pour le mal, caractère plus faible que M. de Lamartine avec les apparences de l'audace. Mais l'Assemblée avait souvenir de ses circulaires électorales, de ses bulletins administratifs; elle n'oubliait pas ses relations avec les clubs à ce point qu'il leur avait fait donner une tribune dans l'Assemblée elle-même. M. de Lamartine imposa le choix de M. Ledru-Rollin avant d'accepter le titre de membre de la Commission; ses amis disaient que c'était générosité de caractère, désir de partager le même triomphe et les mêmes disgrâces; d'autres moins favorables ajoutaient qu'avec l'ami était le complice politique, et qu'on ne se séparait plus à cause de certaines solidarités du passé.

De ce moment date la décadence profonde, irrémédiable de la popularité de M. de Lamartine. Les trois derniers membres de la Commission et qui devaient la compléter, furent MM. Arago, Marie, Garnier-Pagès. Ce n'était donc qu'une édition nouvelle du Gouvernement Provisoire, revue et corrigée par l'Assemblée, mais déjà séparée de son esprit. Souvent les corps politiques souffrent certaines combinaisons du pouvoir afin d'éviter de trop grandes secousses publiques pour le pays.

La Commission du gouvernement ainsi nommée dut immédiatement composer son ministère, et ce fut une série de choix pitoyables. Dans l'état des relations de l'Europe, lorsqu'il fallait agir avec une certaine dignité, une force éminente de caractère et une haute habitude des relations, qui choisissait-on pour diriger les affaires étrangères? M. Bastide, esprit aux études si imparfaites, incapable de concevoir et de relier deux idées considérables. Il est vrai que M. de Lamartine se réservait la haute main ; mais le ministre officiel aux yeux de l'Europe, n'était-il pas toujours M. Bastide le propagandiste honnête et convaincu? Le ministère de la justice restait à M. Crémieux, esprit faible et médiocre. L'ins-

truction publique était laissée à M. Carnot, l'auteur de la fameuse circulaire sur l'inutilité de l'éducation pour l'éligibilité à l'Assemblée : qui le croirait? le soin de diriger l'enfance et les colléges était laissé à un socialiste très-avancé, M. Jean Raynaud! Quelle garantie pour les pères de famille! A l'intérieur M. Recurt; aux travaux publics, M. Trélat; au commerce, M. Flocon; c'était à se voiler le front devant un pays comme la France livré à de telles mains; d'où venaient donc toutes ces médiocrités politiques? Comment se faisait-il qu'un parti triomphant n'eût pas dans son sein des hommes d'une capacité et d'une renommée plus retentissantes. A la guerre, on espérait le général Cavaignac; en digne soldat, il y mettait la condition essentielle d'une permanente garnison à Paris.

Dans la même séance, M. Louis Blanc vint déposer aux mains de l'Assemblée les pouvoirs de la Commission des travailleurs créée au Luxembourg; il le fit en termes aigris et mordants, afin d'attirer sur lui l'attention; il se plaignit avec M. Albert des calomnies qu'on avait dirigées contre la Commission. Enfin et comme pour se créer une situation applaudie par les ouvriers, il refusa

de prendre part au comité spécial que l'Assemblée avait formé pour les travailleurs; ses lettres destinées à la publicité étaient écrites avec cette politesse froide qui trahit une arrière pensée. Il était évident pour tous que M. Louis Blanc voulait se réserver une position populaire; son orgueil était profondément blessé de voir son système tombé et sa dictature finie. Il ne croyait pas la question des insurrections décidée, et l'une d'elles pouvait le porter au faîte du pouvoir; M. Louis Blanc en rapport avec tout le parti socialiste espérait un retour de fortune, à l'aide des travailleurs et une dictature établie par le Gouvernement aurait été pour lui la plus belle couronne ; M. Louis Blanc agissait-il ouvertement dans ce but, on l'ignore; tant il y a qu'il montrait un visible dédain pour l'Assemblée Nationale, comme Robespierre dans les derniers temps de son pouvoir.

Les autorités de Paris qui devaient répondre de la police de la cité et du déploiement des forces militaires, étaient assez singulièrement composées. M. Caussidière sous la Commission exécutive restait préfet de police avec le même pouvoir et les éléments semblables, voulant faire de l'ordre avec les idées de désordre ; il voyait tous les clubistes

et pactisait avec eux ; son autorité résultait d'une perpétuelle transaction. Les forces qui obéissaient à la préfecture avaient le même caractère : qu'étaient les Montagnards ? des émeutiers à la fois et des réprimeurs d'émeutes? Il existait aussi la garde républicaine, les gardiens de la ville de Paris, avec un tel mélange, une confusion si générale que l'autorité n'était pas séparée de la résistance; on ne savait jamais où était le pouvoir : ainsi l'autorité judiciaire faisait arrêter un individu compromis dans un sérieux complot contre l'ordre public; arrivé à la préfecture de police, on le mettait en liberté, et cela, il faut le dire, était accompli souvent en dehors des ordres du préfet par une sorte de pouvoir demi-militaire qui gardait les portes. M. Caussidière longtemps conspirateur exerçait une autorité de famille auprès des anciens condamnés politiques ses camarades; il les grondait, les menaçait, les exhortant à demeurer sages, s'ils ne voulaient être arrêtés et poursuivis : ceux-ci tenaient compte de ses exhortations ou n'y prenaient pas garde; pour le moment l'affaire était assoupie. M. Caussidière appelait cela faire de la police; on traitait d'égal à égal avec des amis : ainsi on avait auto-

risé M. Sobrier, le directeur de la *Commune de Paris*, à s'armer comme dans un arsenal, et au besoin on appelait le concours des Montagnards pour les démonstrations contre la bourgeoisie. Partout l'on trouvait donc de la police et de la conspiration si mélangées, qu'il était très-difficile de séparer l'une de l'autre.

Y avait-il plus d'ordre, plus de tenue sous l'administration de M. Marrast qui avait son siége à l'Hôtel-de-Ville? Après l'abdication du Gouvernement Provisoire, cet hôtel était exclusivement réservé à la mairie de Paris qui avait sa garde et sa police. M. Marrast jugeant la situation avec instinct s'était fait l'antagoniste de M. Caussidière, d'abord par d'anciennes haines entre la *Réforme* et le *National*, puis par la vieille opposition des deux préfectures qui se reportaient jusqu'au consulat. Je crois qu'au fond M. Marrast eût désiré un bon arrangement avec la bourgeoisie qui lui eût laissé en définitive l'administration paisible de Paris sous le titre de préfet; c'est pourquoi on pouvait parfaitement compter sur son dévouement contre l'émeute. Il s'était fait attribuer le droit de faire battre le rappel de la garde nationale, concurremment avec le ministre de l'intérieur et le général

Courtais commandant supérieur de la garde nationale de Paris, caractère dont j'ai déjà parlé, aventureux et avide de popularité.

Cette grande armée de l'ordre public, la garde nationale avait subi une modification considérable ainsi qu'on a vu, par trois causes : 1° L'appel indistinctif de tous les citoyens dans ses rangs; 2° l'armement de tous sans garantie de solvabilité et d'opinion; 3° l'élection confuse des officiers, ce qui avait amené le plus étrange désordre. C'était par l'application très-exagérée de l'idée égalitaire qu'on avait pu appeler dans la garde nationale et armer chaque individu par cela seul qu'il était homme. Ceux qui avaient conçu une telle pensée ne voyaient pas qu'ici était la cause tôt ou tard d'une guerre civile : dans l'élection des officiers, il y avait également une lutte engagée entre l'ordre et le désordre : sous prétexte qu'il fallait préférer les patriotes, combien de clubistes n'avaient-il pas été poussés dans les élections à l'aide même des ateliers nationaux payés par l'État ? A quelles voix M. Barbès devait-il le grade de colonel dans la 12e légion? Qui avait voulu tout cela et surtout cette multitude de capitaines, lieutenants ou sous-lieutenants démocrates? Cette garde par qui était-

elle commandée en chef et qui avait dans ses mains la direction de ses puissantes colonnes? Je l'ai déjà dit, le général Courtais, et combien d'incertitudes avaient marqué sa conduite et celle de l'état-major placé sous les ordres de MM. Guinard et Saysset?

— Dans la journée du 16 mars le colonel Courtais avait blâmé la démonstration de la garde nationale et fraternisé avec la multitude des rues et d'elle il avait accepté le surnom et le titre de général du peuple. Le 17 avril il s'était montré très-faible, très-incertain; ses sympathies vraies ou fausses, il ne le dissimulait pas envers la partie la plus avancée du Gouvernement Provisoire; on citait de lui deux ou trois escapades de nuit où des toasts à domicile avaient été portés à deux heures du matin au Luxembourg chez MM. Louis Blanc et Ledru-Rollin. Au cas d'une grande émeute pourrait-on compter sur M. Courtais pour conduire fermement la répression; tel était le devoir du général en chef de la garde nationale et nul esprit sensé ne pouvait y croire. Que devenait ce corps si puissant pour l'ordre, privé même de ses chefs.

Ainsi en résumant les forces qu'un gouvernement d'ordre pouvait opposer à ses ennemis, on

trouvait une Commission faible, tiraillée, sans esprit d'unité, tendant la main de droite et de gauche pour se maintenir au centre de tous les partis sans en blesser aucun ; comme elle avait des comptes à rendre, elle pouvait désirer une sorte de confusion qui empêcherait la vérité d'arriver tout entière : une Assemblée qui ne pouvait avoir toute l'unité désirable à l'origine de son pouvoir, une police moitié conspiratrice et moitié bien ordonnée, une garde nationale trop égalitaire, trop confuse dans ses officiers pour être toujours une garantie et souverainement mal commandée : double autorité partout. Enfin les deux forces les plus saintes, les plus puissantes de l'ordre social, la magistrature et l'armée étaient également annulées par les factieux ; ils calomniaient la justice, ils avaient imposé à un ministre obscur et faible l'abolition de l'inamovibilité et quant à l'armée, les clubs n'en voulaient à aucun prix dans la grande cité.

En présence d'un gouvernement si faible, il faut maintenant récapituler les forces agitatrices de la faction anarchique; et sans hésiter je place d'abord la presse, et par la presse j'entends seulement les journaux ; elle avait disparu, la littérature sé-

rieuse, intelligente, spirituelle qui charme les loisirs et glorifie une société; la France était revenue à l'état barbare: les journaux ignobles ne procédaient que par des dénonciations et des menaces; ici la doucereuse *Commune de Paris* au nom de la fraternité jetait les plus odieuses insinuations à la bourgeoisie; là le *Père Duchesne* colporté dans les rues annonçait sa colère par de sales dictons; la *Vraie République* dénonçait la propriété comme un vol, la famille comme une corruption. Il y avait au dehors une si grande masse d'idées atroces ou séduisantes pour le mal que le peuple le plus saint, le plus pur n'aurait pu y résister, et Dieu sait que tel n'était pas le peuple que cinquante années de fausses doctrines avaient fait en France.

Le peuple de Paris est bon, sa nature hardie, généreuse se ressent de l'origine gauloise; ses tendances sont pour la pitié, l'humanité; il est railleur et néanmoins il tend la main à toutes les misères; autrefois ses instincts religieux le corrigeaient dans les mauvaises passions de son caractère. Il ne fallait pas compter aujourd'hui sur cette puissance de la foi de ses pères, elle avait presque entièrement disparu. L'action qu'exer-

çait la mauvaise presse sur ce peuple était affreuse; le boulet tue, le journalisme dépravе. La révolution de Février, en ôtant la confiance, avait anéanti le travail; il n'y avait plus ni usines ni ateliers, et cette foule était jetée oisive sur le pavé de Paris. Alors étaient venues les doctrines de M. Louis Blanc sur l'organisation du travail. On avait incessamment répété à l'ouvrier que le capital était le vol, le banquier un usurier, le maître un tyran et l'ouvrier avait pu et dû le croire; on l'avait ensuite groupé dans des ateliers nationaux, qu'y faisait-il ? Je ne parle pas seulement de la mauvaise gestion de l'œuvre, mais de la fatale direction de l'homme, telle qu'elle était donnée dans les ateliers nationaux : point de travaux mais des lectures et des chants révolutionnaires : un travailleur achetait pour quelques sous les feuilles les plus perverses qu'il lisait ensuite à haute voix, au milieu des commentaires passionnés, et tout cela s'achevait par quelques déclamations contre les riches, les chants *Ça ira* et *la Carmagnole*. Jamais les jeux de hasard n'avaient été plus multipliés : le loto, les cartes; les enfants qui prenaient un rôle si actif dans les révolutions, passaient leur journée à jouer au bouchon.

La plupart des chefs d'escouade, dans les ateliers nationaux, étaient les affiliés des clubs qui par ce moyen dominaient les travailleurs. La période la plus active de ces clubs fut le temps qui s'écoula du 16 avril au 14 mai, guerre à mort déclarée à toutes les idées, à tous les principes de l'ordre social. Ce n'étaient pas de vaines paroles! Ils annonçaient partout au prolétariat une ère nouvelle, active, militante. Du sommet de la Sorbonne jusqu'aux vastes bâtiments des Menus-Plaisirs, tout était destiné à l'enseignement clubiste le plus sauvage, le plus insensé. Les noms révolutionnaires de Jacobins, de Montagnards, de Cordeliers, étaient renouvelés avec orgueil et placardés sur chaque coin de rue, étonnement et effroi de la bourgeoisie. Tous les clubs avaient leurs orateurs dominants, et le préfet de police, M. Caussidière, ne leur faisait que cette guerre-ci : à savoir que lorsqu'il pouvait trouver une tache de justice, une condamnation criminelle, il ne manquait pas de la rappeler pour arrêter l'orateur éloquent.

Dans ces clubs avait grandi la réputation de MM. Blanqui et Barbès, hostiles l'un à l'autre, et qui déjà menaçaient de division la République nouvelle, la démocratie rouge; mais tous deux

parfaitement unis dans l'espèce de guerre que les clubs allaient déclarer à l'Assemblée Nationale. En vain cherchait-on à railler les orateurs sur les objets discutés par eux et leurs thèses étranges; le mal était assez grand, assez actif en lui-même pour que la société menacée ne rît pas en sondant toute sa profondeur. Les clubistes, depuis avril, venaient au club en armes sous prétexte que la garde bourgeoise menaçait de les attaquer, ils maniaient le fusil et la carabine; le Gouvernement Provisoire et la Commission exécutive avaient adressé des exhortations aux clubs pour qu'ils cessassent de s'armer, en termes si caressants, si humbles, que nul d'entre eux n'obéit; le caractère de tout gouvernement faible est de n'inspirer ni respect ni obéissance. Les clubs grandirent à ce point de dominer la société tout entière : où allaient les travailleurs à la fin de leur journée amoindrie de deux heures? Ils remplissaient les clubs le soir; les salles fournies par l'État ne suffisaient plus à ces turbulentes réunions.

Ces discussions orageuses s'attachaient surtout à deux objets : dépopulariser l'Assemblée Nationale, et animer le peuple (la multitude) contre la bourgeoisie. Je demande ce que les clubs pouvaient

reprocher à l'Assemblée Nationale? Ils avaient désiré la République et en avaient proclamé la grande nécessité; sans plus longue discussion, l'Assemblée, en faisant taire tout autre sentiment, avait proclamé la République. Alors vinrent d'autres exigences; ce n'était pas tout que la République, il la fallait encore démocratique et sociale, c'est-à-dire égale et fraternelle, le communisme et l'association. Or, les clubs savaient bien que jamais l'Assemblée Nationale n'accepterait de tels principes, qui étaient le bouleversement de la société; d'où la haine qu'ils voulaient exciter contre elle. L'Assemblée devint l'objet de toutes les attaques, on la présenta comme une réunion d'aristocrates qui ne demandaient qu'à priver le peuple de ses droits, et la démocratie de sa légitime action. A ce sujet venaient toutes les déclamations contre les bourgeois, thème habituel de M. Blanqui. Il fallait l'entendre au club de la rue Bergère jeter ses sarcasmes amers, ses railleries spirituelles sur les bourgeois. C'était surtout à l'occasion des événements de Rouen que se développait son éloquence bilieuse; M. Blanqui demandait audacieusement l'accusation des chefs de la garde nationale, de l'armée, et même des magistrats qui

avaient rempli leur devoir avec dignité et fermeté. La fermentation était à son comble chaque soir à la suite de ces réunions.

En présence d'une irritation si vive et si grave, on se demande ce que faisait la Commission exécutive ; elle venait d'être nommée par l'Assemblée, toute revêtue de sa force ; on lui avait donné à peu près tous les pouvoirs qu'elle avait demandés, et bien que le nom de M. Ledru-Rollin n'inspirât pas une grande confiance, on l'avait concédé à M. de Lamartine. La Commission avait aussi librement choisi ses ministres qui tous n'avaient pas l'absolue confiance de l'Assemblée : quoi de plus désirer ? En retour la Commission devait agir dans les intérêts du grand pouvoir de l'État. Je sais que dans les temps agités, il y a des choses et des intérêts à ménager, et après le 24 Février, on ne pouvait pas agir comme sous l'époque monarchique ; mais enfin les clubs ne conspiraient-ils pas assez ouvertement pour autoriser certaines précautions, et s'il le fallait, légitimer des poursuites ; quand les chefs annonçaient audacieusement qu'ils s'armaient en organisant des sociétés secrètes ; lorsqu'ils prenaient des délibérations publiques, affichées aux quatre coins de Paris, pourquoi res-

ter sans voix, sans volonté, en présence de tels faits ? c'était, disait-on, la conséquence de la liberté ; mais la liberté large pour le bien doit être justement réprimée pour le mal : à quoi la Commission employait-elle ses fonds de police ? Pourquoi ne point oser enfin l'entrée solennelle des troupes à Paris, ainsi que le souhaitait l'Assemblée Nationale, l'expression réelle du pays?

Il fallait ne point avoir le sentiment de la situation, pour ne pas pressentir qu'un heurtement très-rapproché aurait lieu : quel serait le temps choisi ou bien le prétexte arrêté? On l'ignorait encore ; les partis sont si habiles à dissimuler. Enfin tout se préparait à organiser un coup contre l'Assemblée, et il aurait son appui dans l'incertitude de la Commission du gouvernement, dans une certaine faction de l'Assemblée, fortement liée à ce qu'on appelait la République rouge, démocratique et sociale : M. Barbès ne laissait pas passer une seule occasion de monter à la tribune et par quelques mots passionnés ou mystiques à l'usage des clubs, il entretenait une vive effervescence dans les esprits. Il y a un langage de convention que les partis seuls comprennent, et quand un gouvernement veut suivre les projets d'une

faction, il doit écouter ce que disent les chefs et le langage que tiennent ses organes : or, le journal dirigé par M. Sobrier, la *Commune de Paris*, incessamment convoquait les républicains à des communications intimes, et de là partait sans doute le mot d'ordre pour la démonstration qui se préparait. On ne conçoit pas que la Commission exécutive, nécessairement instruite des intentions clubistes, par ses agents, n'ait pas pris les mesures de précaution les plus vulgaires : voir les âmes s'enflammer, s'exalter à ce point, et ne pas comprendre que le tonnerre était prêt à éclater !

CHAPITRE CINQUIÈME.

ATTAQUE CONTRE L'ASSEMBLÉE, JOURNÉE DU 15 MAI.

Il faut reporter la pensée de ce coup de main audacieux, 15 mai 1848, aux journées du 16 mars et du 17 avril dont il fut en quelque sorte le complément : alors les clubs avaient voulu en finir avec le Gouvernement Provisoire comme cette fois ils espéraient en finir avec l'Assemblée Nationale par une démonstration. L'idée fondamentale de toutes ces bruyantes écoles, était qu'il fallait substituer sous le titre de dictature ou de comité de Salut Public un pouvoir fort, uni, énergique qui pût prendre révolutionnairement des mesures contre les riches et la classe moyenne. On pouvait différer sur les détails, mais telle était la pensée unique des clubs, et la Commission exécutive ne l'ignorait pas : comment se fit-il que cette démonstration ne fut pas empêchée par les hom-

mes du Gouvernement? la police était prévenue; M. Caussidière connaissait les chefs du complot; rien de ce que pensaient et préparaient MM. Blanqui, Raspail, Louis Blanc ne lui était étranger; ses agents assistaient aux délibérations des clubs et en rapportaient les moindres circonstances. Je crois que si le préfet de police ne voulait pas le renversement de l'Assemblée, il espérait lui donner une forte et grande leçon, afin de l'entraîner un peu plus vers les opinions de la Montagne. M. Caussidière n'aimait pas M. Blanqui, mais au demeurant il se serait très-bien arrangé avec MM. Barbès, Flotte et Lamieusens. Il ne fallait pas lui en vouloir : quand on a vécu de longues années avec les mêmes opinions et les mêmes desseins au cœur, n'est-il pas très-naturel qu'on s'entende pour toutes les autres circonstances de la vie publique?

Il y avait dans ce sens une certaine complicité morale avec une fraction de l'Assemblée elle-même. Le chef de la force publique, le général Courtais, esprit loyal enivré de sa popularité, ne sacrifierait-il pas tout à ce titre de général du peuple qui l'avait jeté dans un indicible ravissement? Toute la Montagne depuis M. Louis Blanc jusqu'à

MM. Étienne Arago et Flocon n'applaudirait-elle pas de cœur à une telle démonstration qui ne serait qu'un vrai retour à la pureté de Février? D'après les principes proclamés par les clubs, le peuple (et l'on sait ce qu'ils entendaient par ces mots) avait le droit de pétition en masse; ce droit il l'avait exercé pendant toute la durée du Gouvernement Provisoire, et Dieu sait par quelles adulations on l'avait salué. Cette fois on voulait en revendiquer l'exercice vis-à-vis l'Assemblée Nationale, composée des *commis du peuple* (c'était encore l'expression habituelle). On devait choisir une circonstance, un prétexte; les partis sont fort rusés pour chercher un événement approprié aux émotions de la foule.

Depuis quelques jours il était question, dans les feuilles publiques, de la marche des Russes en Pologne, et des mauvais résultats de toutes ces expéditions de réfugiés partis de Paris. Dans les clubs de la Montagne et des Menus-Plaisirs, il avait été fortement question d'une puissante démarche dont le résultat serait de forcer la main à l'Assemblée Nationale pour obtenir un décret immédiat au profit de la Pologne et la guerre contre la Russie. Ici était le but public, avoué par tous et qui

devait séduire la multitude; la Pologne avait toujours eu un nom retentissant et populaire à Paris! Mais on se serait étrangement trompé si l'on avait pu croire que c'était là autre chose qu'un prétexte pour aboutir à un coup de main capital contre l'Assemblée, objet de haine pour les clubistes; ce but ils ne le déguisaient pas dans leurs conciliabules, ou sections; là chacun disait la vérité de son cœur et de ses desseins, et cette vérité la voici : on croyait avoir assez accumulé de haine et de dédain contre l'Assemblée Nationale pour obtenir sa destitution violente par un coup de parti. On déclarerait les élections vicieuses; un comité de Salut Public serait formé des éléments clubistes et de quelques membres populaires de l'Assemblée et de la Commission même. Avec ce coup de foudre contre le grand pouvoir politique de l'État, on voterait immédiatement une intervention belliqueuse en Pologne, et comme dernier mot de la démonstration, un impôt extraordinaire sur les riches, un des grands moyens d'action de la République sociale.

Le 15 mai fut choisi par les clubs et le mot d'ordre fut donné pour qu'il n'y eût d'autre cri que celui de : Vive la Pologne! aucun autre drapeau

que celui des clubs montagnards, jacobins, avec les insignes particuliers. Il y avait, en général, beaucoup de dissimulation dans les meneurs qui se gardèrent de dire le dernier mot à tous dans la crainte d'étonner, d'effrayer les masses inertes qui suivaient la démonstration : ainsi on avait agi au 16 mars, au 17 avril; on avait pris un prétexte que tous pouvaient avouer pour arriver à un résultat que nul ne pressentait et qui aurait privé la démonstration de la moitié de ses forces. Les groupes d'environ dix-huit mille hommes s'avançant de la place de la Bastille sur les boulevards se divisaient par clubs secrets, bannières de travailleurs comme toujours. Sur leur passage toutes les boutiques se fermaient avec effroi. Le commerce de Paris ne pouvait s'accoutumer à ces grandes turbulences.

D'après l'organisation politique, la sûreté de Paris et le salut du pouvoir régulier dépendaient de trois autorités supérieures : la Commission du gouvernement, la préfecture de police, le commandant de la garde nationale : la Commission du gouvernement était investie de la plus haute autorité ; sorte de dictature publique, elle devait veiller au salut de la société et à la sûreté

de l'Assemblée. A moins de supposer l'incapacité la plus profonde ou la trahison des agents, il était impossible de croire qu'un pouvoir chargé de la sûreté publique l'oublierait à ce point d'exposer l'Assemblée tout entière et la tranquillité de Paris. La moindre intelligence des affaires devait lui apprendre que le parti de la République rouge se préparait à une démonstration hostile contre l'Assemblée Nationale, démonstration hautement annoncée dans les clubs ; on devait donc convoquer la garde nationale et environner l'Assemblée d'un triple rang de baïonnettes. D'où vient donc que la Commission n'en fit rien : est-ce complicité et trahison, ou bien pure négligence ? Ici, l'histoire ne doit prononcer que par un simple exposé des faits. La Commission, d'abord, n'était ni parfaitement unie ni absolument contente ; l'esprit de l'Assemblée n'était pas le sien, et elle appelait souvent réaction ce que la majorité croyait un retour vers l'ordre et la liberté. M. de Lamartine, en s'unissant avec M. Ledru-Rollin, avait perdu de son ascendant, et il s'en plaignait. Peut-être aussi et pour retremper l'esprit et les tendances de la majorité, ne croyait-il pas inutile certaine démonstration démocratique qui pousserait l'Assemblée

dans le sens du 24 Février? Dans tous les cas on ne peut croire qu'un homme de sens et de valeur tel que M. de Lamartine ait joué à l'émeute, à la sédition, pour se donner le devoir et la gloire de les dominer. M. Ledru-Rollin savait bien également que son nom même ne serait qu'une transition dans la République rouge. A vrai dire, je ne crois pas à la complicité; peut-être la Commission du gouvernement avait-elle le désir de montrer encore le peuple souverain à l'Assemblée.

Le préfet de police, M. Caussidière, restait toujours avec sa même unité de caractère. Il n'était certes pas partisan des doctrines de M. Blanqui, et ces démonstrations populaires l'importunaient, lui le magistrat de l'ordre, qui se faisait orgueil de maintenir Paris dans la plus absolue tranquillité. Mais on ne pouvait exiger de M. Caussidière qu'il abdiquât tous ses antécédents, ses amitiés; les hommes qui se mêlaient aux processions démocratiques étaient le plus souvent d'anciens camarades d'opinion, de malheur et de captivité, pouvait-il agir durement avec eux? cela faisait taire la plus grande énergie de caractère; au sentiment de ses devoirs M. Caussidière mêlait toujours de l'incertitude et de l'hésitation; il au-

rait voulu tout concilier, et dans les temps de révolution active il faut agir et réprimer. C'est avec les antécédents de moins et un désordre révolutionnaire de plus que M. Courtais était parvenu à paralyser l'action forte et protectrice de la garde nationale. Dès l'origine, M. Courtais avait pris une singulière position : soit qu'il fût l'instrument d'un parti, soit que la popularité l'eût enivré de ses caresses, il s'était proclamé moins le général de la garde nationale que celui du peuple ; et, ce qu'il y avait de curieux, c'est que par ses formes, ses habitudes, le général Courtais semblait appartenir à l'aristocratie. On avait vu le même engouement, la même faiblesse de caractère dans M. de Lafayette, et l'on peut dire que dans des conditions différentes, ces caractères avaient exposé la société aux mêmes dangers. Les partis savent d'ailleurs très-bien deviner certains caractères publics qui les servent à merveille par leur insouciance et leur laisser-aller : que ferait le général Courtais dans les circonstances difficiles à travers lesquelles on allait passer? Son état-major agirait-il dans des conditions vives et répressives? Tant il y a que le matin du jour de la démonstration aucune mesure extraordinaire n'avait été prise, et sans nul doute,

les faits devaient démontrer qu'il y avait péril cette fois pour l'Assemblée tout entière.

Il existait une différence radicale entre la manière de voir de la grande majorité de l'Assemblée et la petite minorité de la Montagne dirigée par M. Barbès, surtout avec les clubs et le général Courtais, chef de la force publique. Cette différence précisément portait sur la nature et la forme des pétitions apportées aux Représentants du peuple ; la majorité soutenait par le droit et l'exemple du passé que nulle pétition ne pouvait être tumultueusement présentée à l'Assemblée par les masses armées ou sans armes ; M. Barbès et la Montagne soutenaient, au contraire, que le peuple souverain honorait toujours ses mandataires en les visitant, et que sa volonté manifestée devait être la loi vivante de l'Assemblée. Au milieu de ces sentiments divers, une tierce opinion s'était formée, et M. Courtais admettait la doctrine d'une pétition tumultueusement portée; puis la foule s'arrêtant sur le seuil de l'Assemblée, se ferait représenter par les délégués, système suivi à l'Hôtel-de-Ville où les démonstrations étaient accueillies avec tant de faveur par le Gouvernement Provisoire.

Le 15 mai, le soleil se leva radieux, et dès six

heures du matin, les clubs étaient en permanence; le plan parfaitement arrêté par les chefs, consistait dans ce programme : « Se grouper chacun sous sa bannière, des flots de peuple et de travailleurs ensuite, marchant comme auxiliaires et poussant ces deux cris : « Vive la Pologne! Vive l'Italie! » On devait se rendre ainsi à l'Assemblée Nationale pour exercer le droit solennel de pétition ; le peuple daignait visiter ses commis. Arrivé à la porte de l'Assemblée, de deux choses l'une : ou l'on obtiendrait de pénétrer dans le lieu des délibérations, et alors on imposerait une série de décrets tout préparés par les clubs : Guerre à la Russie et à l'Autriche, droit au travail, ministère du progrès, impôts progressifs sur les riches; ou bien l'on résisterait, et alors l'Assemblée devait être violemment dissoute, les élections déclarées nulles, et un comité de Salut Public pris parmi les chefs des clubs, serait immédiatement organisé. Ce plan devait trouver appui dans le parti extrême de l'Assemblée, ce qu'on appelait la crête de la Montagne.

Sans être précisément prévenue sur le dessein définitif de la démonstration, l'Assemblée semblait avoir le pressentiment qu'un grand complot se tra-

mait contre elle, et l'on ne s'expliquait pas l'indifférence affectée de la Commission exécutive et de la préfecture surtout : comment, les clubs allaient se rassembler pour porter un grand trouble sur la place publique; ils annonçaient hautement leur dessein et aucune mesure n'était prise ! Le matin du 15 mai l'Assemblée ne se trouvait protégée que par trois bataillons de garde mobile, troupe incertaine; un escadron de garde nationale à cheval, et la 3e légion fort incomplète.

A midi M. Buchez monta au bureau de la présidence et le débat s'ouvrit par un incident qui rappelait l'irritation des esprits. Dès les premiers jours de la réunion de l'Assemblée Nationale, il avait été question d'organiser une fête de la Concorde, et un programme avait été publié; à la fois niais et pompeux, il sortait évidemment des mêmes bureaux que les fameux bulletins de la République. On devait y voir des lauriers, des oliviers, des chars, des bœufs aux cornes dorées, les chœurs des jeunes vierges du Conservatoire processionnant autour d'une monstrueuse statue de la République placée au milieu du Champ-de-Mars : fête bien révolutionnaire offerte aux travailleurs; et cependant les clubs, les citoyens des

ateliers l'avaient repoussée avec dédain parce que l'Assemblée n'avait pas voulu proclamer le droit au travail avec un ministère du progrès. En présence de ce refus impertinent, la Commission du gouvernement avait renvoyé la fête à quelques jours, sous prétexte que tout n'était pas prêt encore pour la splendeur d'une telle solennité.

Cet incident avait fait naître un débat court et orageux dans la Chambre, lorsque M. Buchez, le président, s'exprima en ces termes : « J'ai l'honneur d'annoncer à l'Assemblée que j'ai reçu plusieurs pétitions en faveur de la Pologne. » M. Considérant déposa de son côté une pétition pour l'organisation du travail ; puis vint une lettre du poète Béranger, offrant pour la seconde fois sa démission ; le chansonnier qui avait célébré la chute des rois et la sainte-alliance des peuples, commençait-il à s'apercevoir de l'abîme immense qu'il avait creusé sous ses pas par la fatalité de ses spirituelles démolitions ? L'ordre du jour appelait ensuite les interpellations de M. d'Aragon sur l'Italie et de M. Wolowski sur la Pologne, lorsque le mouvement insurrectionnel commença à gronder autour de l'Assemblée : un bruit, un éclat inaccoutumé se faisait entendre, et la physionomie des Re-

présentants s'assombrissait comme d'un grand nuage. Les cris de la multitude sont semblables aux mugissements de la vague soulevée par la tempête sur l'océan.

C'est que les clubs bannières déployées débouchaient par tous les coins sur la place Louis XV, entourée, envahie; ils s'avançaient en colonnes confuses ; les rangs de la garde nationale s'ouvraient devant cette multitude, et seulement sur le pont la tête de colonne fut arrêtée par des pourparlers : le général Courtais et les chefs du tiers-parti révolutionnaire venaient proposer contre l'esprit d'ordre et la loi, le choix de vingt, de cinquante délégués qui viendraient au nom de la foule, pétitionner eux-mêmes au sein de l'Assemblée. Singulier temps, étrange force publique ! qui au lieu d'agir vigoureusement, parlementait sans cesse avec l'insurrection. Faut-il en faire tout-à-fait le reproche aux hommes ou bien aux antécédents et aux principes? On n'était pas si loin du mois de Février et qu'avait-on fait alors? Une fausse doctrine porte plus de ravage dans les esprits qu'une action mauvaise : n'était-ce pas ainsi qu'on avait envahi la Chambre des Députés? N'avait-on pas glorifié les généraux qui laissaient passer le peuple et faisaient mettre la

baïonnette dans le fourreau. A l'Hôtel-de-Ville, n'avait-on pas favorisé, secondé toutes les démonstrations populaires; la plupart des hommes que cette révolution avait élevés, vivaient de ces idées, de cette éducation; il n'y eut rien d'étonnant qu'ils ouvrissent les rangs à la multitude qui bruissait autour de la grille du palais.

M. Wolowski développait donc à la tribune sa proposition sur la Pologne, sorte d'appel aux armes et à l'appui de la France, lorsque M. Degousée, l'un des questeurs de l'Assemblée, s'élance d'un air très-agité vers la tribune : « La représentation nationale est menacée, s'écria-t-il; contrairement aux ordres du président, de vos questeurs, un commandant de la garde nationale a fait mettre la baïonnette dans le fourreau. » Que dites-vous, s'écrie M. Clément Thomas, l'Assemblée ne peut être accessible à la peur; le peuple demande seulement à présenter une pétition à l'Assemblée Nationale. M. Perrée accourut vers le président et lui remet une pétition. Était-ce celle de la multitude? L'instant fut solennel, car aussitôt, comme au 24 Février, on entendit craquer le fond de l'une des tribunes, à côté du corps diplomatique, et alors se montrèrent les premiers hommes en blouses,

terribles pour les Assemblées comme les casaques de fer de Cromwell ; ils agitaient un vaste drapeau qui portait cette inscription : *Club de la Montagne.*

C'était la même scène qu'au 24 Février, et avec des cris sauvages la représentation nationale était violée ; le président, M. Buchez, se couvrit comme l'avait fait M. Sauzet, avec les mêmes craintes et l'empressement le plus agité ; les tribunes, vides de curieux et de spectateurs, s'étaient bientôt emplies de peuple. Les enfants, comme des salamandres, glissaient le long des murs, tandis que M. Barbès s'avançait pour prendre la parole. C'était déjà un pêle-mêle à ne plus se reconnaître : tous les républicains ardents, membres de l'Assemblée étaient debout ; la haute stature de M. Caussidière se dessinait derrière le président ; M. Vignerte serrait la main à M. Barbès pour l'empêcher de se compromettre par d'imprudentes paroles : un sentiment de crainte indicible régnait partout et se dessinait surtout sur les traits pâles de M. Buchez qui abandonna presque aussitôt le fauteuil au vice-président M. Corbon. M. Buchez était alors pressé, entouré de peuple ; on l'interrogeait, on le foulait. Le but de cette obsession le voici : comme de lointains roulements de tambours se faisaient

entendre, les chefs des clubs avaient cerné le président pour lui faire signer l'ordre de cesser le rappel, tant les insurgés avaient crainte d'un réveil de la population bourgeoise, de la garde nationale armée! M. Buchez, si faible caractère, donna l'ordre que la multitude lui imposait.

Au-dessus de toutes ces figures hideuses, ombragées sous les drapeaux des clubs, parmi cette foule d'hommes déguenillés se dessinait toujours M. Barbès, à la figure méridionale si animée. Ici, M. Raspail, avec ses longs cheveux qui se mêlaient à la barbe touffue de quelques misérables en chemise et les bras nus; là, M. Étienne Arago, souriant à tous, comme si l'insurrection était son élément; M. Courtais, en grand uniforme de général de la garde nationale, presque satisfait de se voir fêté, entouré par le peuple; puis Hubert à la figure pâle, fatiguée par la lutte et les prisons; des bannières succédant aux bannières : les Montagnards, les sans-culottes, les blessés du cloître Saint-Méry; partout des cris assourdissants de « vive la République démocratique et sociale, à bas les aristocrates, » un tumulte enfin que rien ne pouvait dépeindre. Ainsi était la séance de l'Assemblée Nationale le 15 mai à quatre heures lorsque M. Louis

Blanc apparut ; c'était alors une grande popularité. Au Luxembourg siége de sa dictature, il avait tant concédé à la démocratie la plus avancée que celle-ci l'avait entouré d'une ardente puissance ; tout se faisait remarquer chez M. Louis Blanc, même l'exiguité de sa taille que la multitude saluait au milieu des plus puissantes statures ; sa parole sentimentale, ses gestes, sa pantomime, étaient adaptés aux émotions insurrectionnelles. Tandis que M. Raspail à la tribune s'efforçait de lire la pétition de la multitude, M. Louis Blanc se montra la tête haute, le regard doux et bienveillant, d'un geste il commanda le silence : « Laissez parler Louis Blanc, le citoyen Louis Blanc a la parole au nom du peuple. Vive Louis Blanc. »

De sa voix la plus tendre, M. Louis Blanc s'exprime ainsi : « Chers amis, voulez-vous que les Représentants du peuple soient libres ». Oui, oui ! et les flots de la multitude entourent et pressent l'orateur. « Voulez-vous que votre pétition puisse être discutée ; je vous demande, convaincu des sentiments qui vous animent, que vous fassiez silence, afin que le droit de pétition soit consacré et qu'il puisse être dit que le peuple est calme dans sa force et sa modération. Il faut que votre pétition

soit lue et qu'il ne puisse pas être dit que le peuple en entrant dans cette enceinte a violé sa propre souveraineté ». Oui, oui, Louis Blanc a raison, silence pour la pétition : alors M. Raspail commence la lecture de sa voix solennelle : « Votez, citoyens représentants, et par acclamation, un décret qui protège la Pologne; qu'une division de notre brave armée se tienne prête à partir après le refus de l'ultimatum de la France, et ce sera justice. Dieu protège nos armes: vive la Pologne. » Ce cri est répété par les clubs d'une manière assourdissante. A peine le vice-président M. Corbon peut-il dire ces paroles: « Citoyens, un peu de silence, si vous voulez que l'Assemblée délibère. » « Avant tout, s'écrie M. Barbès, que l'Assemblée déclare que le peuple de Paris a bien mérité de la patrie, » parole de courtisan jetée par un flatteur de multitude !

Jusqu'ici, sauf l'invasion des clubs dans l'Assemblée, tout s'était passé dans un certain ordre régulier : c'était une question de souveraineté populaire que de savoir si le droit de pétition pouvait être exercé collectivement par la multitude ; rien n'était décidé sur ce point par les grands juristes révolutionnaires; tous ceux qui avaient pris

la parole jusqu'alors étaient membres de l'Assemblée et en cette qualité, ils en étaient les interprètes légaux. Cette situation passive et mitoyenne ne convenait pas aux clubs, ils voulaient qu'on pût entendre leur orateur chéri, celui dont la parole soulevait un frémissement approbateur aux séances du Conservatoire, en un mot M. Blanqui. Déjà du haut de leur fierté et de leur jalousie les deux adversaires Barbès et Blanqui s'étaient mesurés : l'un et l'autre s'étaient aperçus que le mouvement allait réussir comme une surprise, et dès-lors ils méditaient sur les moyens de s'en rendre les maîtres exclusifs.

M. Blanqui s'empara donc de la tribune parce qu'il avait besoin de donner son impulsion personnelle à l'insurrection : « L'Assemblée Nationale se souviendra de la gloire de ses devancières. Envoyez une armée sur le Rhin, que les obstacles de la dimplomatie disparaissent devant nous pour reformer la Pologne de 1772. Citoyens, le peuple pense que l'Assemblée Nationale ne se laissera ni tromper, ni intimider par la diplomatie ; ce peuple est devant elle. » On entendait ce peuple en effet pousser des cris au dehors, comme de longs mugissements. « Ne craignez rien, continue M. Blan-

qui ; ces cris que vous entendez sont ceux de *Vive la République*; ils se changeront en acclamation universelle pour l'Assemblée Nationale quand vous aurez prononcé la phrase sacramentelle qu'il attend de vous. Tous les partis sont d'accord en faveur de la Pologne. Nous sommes divisés sur les questions intérieures, nous sommes unanimes sur la Pologne. Il n'y a plus ni droite, ni gauche, ni centres. »

M. Blanqui par cette manière large et modérée de voir la question voulait se rendre maître de l'Assemblée elle-même. Une fois l'attention captivée, il s'élança dans le domaine complétement révolutionnaire : « Citoyens, le peuple vous demande aussi justice des événements qui se sont passés dans une ville à la porte de la capitale : on n'a écouté ni la modération, ni la clémence, ni la fraternité ; des sanglantes collisions ont eu lieu ; les prisons d'État sont pleines, nous demandons que les prisonniers soient mis en liberté: voilà, citoyens, ce que le peuple vous demande. » Cette délivrance des prisonniers de Rouen formait l'objet de toutes les déclamations des clubs, et les paroles de M. Blanqui eurent ainsi un succès immense. Mais l'enthousiasme fut au comble lorsque l'ora-

teur parla de la volonté impérative du peuple : « Il vous a dit, le peuple, qu'il avait trois mois de souffrance au service de la République. Ces trois mois vont bientôt expirer, que l'Assemblée Nationale s'occupe sans désemparer des moyens de rétablir le travail (bravo, bravo, Blanqui!) On nous répondra que la première cause de l'apathie des affaires c'est l'agitation populaire. Il y a quelque chose de vrai : mais le bon sens du peuple sait bien que ce n'est pas là la première cause. Le manque de travail date d'avant la révolution de Février; il est dû à des causes sociales. Comment voulez-vous qu'il en soit autrement, lorsque tous les amis du peuple sont systématiquement écartés du Gouvernement. » On entendit ces mots : « Cela est vrai, Blanqui, le peuple demande un ministère du travail... Au nom du peuple souverain, Représentants, votez... Il faut bien que la parole et le pouvoir viennent aux ouvriers. »

Au milieu de ce grand tumulte, M. Ledru-Rollin voulut essayer si sa voix populaire pourrait faire obtenir quelque respect à la Commission exécutive. « Citoyens, s'écria-t-il, je ne parle point ici comme membre du pouvoir, car je n'ai pu consulter mes collègues au milieu du tumulte;

je parle comme simple citoyen, vous apportez vos ordres à l'Assemblée, vous apportez vos sympathies pour la Pologne et vous voulez que nous répondions au sentiment de fraternité de tous les peuples : soyez bien convaincus que la fibre qui résonne dans vos cœurs, résonne aussi dans les nôtres. » Ces paroles quoique dites avec une accentuation très-prononcée se perdaient au bruit des vagues du dehors. « Vous voulez gagner votre vie en travaillant, c'est juste, continua M. Ledru; le peuple est grand et fort depuis la révolution de Février; le peuple est sage et prudent; il ne veut plus être trompé, vous êtes trop intelligents pour ne pas comprendre qu'il est impossible de délibérer au milieu d'un tel tumulte. »

M. Ledru-Rollin avait ainsi essayé de sa popularité pour obtenir un peu de calme et surtout la dispersion de la multitude qui devenait à chaque moment plus bruyante; des voix s'écriaient « : Votez! votez! n'est-ce pas ainsi que vous avez délibéré le 24 Février... Donnez-nous le ministère du travail! Pas de paroles, votez! la Chambre hors la loi... qu'ils viennent donc crier à bas les communistes tous ces aristocrates, » et l'on voyait dans une indicible agitation les chefs des clubs, So-

brier, Barbès, Lagarde, Flotte qui haranguaient et appelaient le peuple tour à tour tandis que se déployaient trois grands drapeaux aux couleurs italiennes, polonaises, l'un surtout parmi tous les autres avec cette légende : *Club des Jacobins.* Au milieu de ce désordre on voyait se dessiner deux actions bien différentes et jalouses : les influences de MM. Blanqui et Barbès, qui seules restaient debout; on ne pouvait pas compter comme popularité M. Ledru-Rollin, il s'était perdu par les quelques élans d'ordre public : on l'avait même apostrophé ironiquement : « Gros commis, va faire battre le rappel. »

Dans cette circonstance capitale, M. Barbès vit bien que toute l'influence allait passer à M. Blanqui si lui-même ne se mettait en avant par l'exagération de ses principes; et ce fut alors que montant sur une chaise placée dans l'intérieur même de la tribune M. Barbès fit entendre ces paroles : « La cause de la Pologne est la même, nous ne la discuterons pas ; je demande que l'Assemblée vote immédiatement un impôt d'un milliard sur les riches. » A cette proposition étrange d'une sorte de vol public, la salle tressaillit d'applaudissements : Vive Barbès! vive Barbès ! la fibre sen-

sible était touchée. En révolution si l'on veut acquérir la popularité, c'est en marchant aux extrêmes. C'est à ce moment même que M. Louis Blanc paraissait dans la salle comme porté sur les bras des multitudes ; les trois idoles étaient là vénérées et M. Barbès s'exaltant toujours davantage s'écria : « L'Assemblée doit voter séance tenante : « Que le peuple de Paris a bien mérité de la patrie, et que quiconque fera battre le rappel sera puni comme traître et mis hors la loi. » La foule répondit : « Votez sans désemparer; ne laissez pas sortir les Représentants, les commis du peuple : à bas les aristocrates. »

Callot aurait pu seul reproduire le fantastique aspect de cette multitude maîtresse des délibérations : dans tout le cintre des hommes grotesquement vêtus les bras nus, agitant des sabres, des poignards, grimpant sur les siéges des Représentants ou descendant des tribunes publiques. Un pompier le sabre à la main sur le sommet de la tribune aux orateurs : des enfants aux traits ignobles, abâtardis, grotesquement coiffés et assis sur la rampe, les orateurs se disputant la parole, un bruit, une confusion indicible ; le bureau de l'Assemblée insulté, renversé et au milieu de ce

chaos, le proscrit Hubert, le triste captif de bien des années s'élevant sur cette foule comme l'ange des ténèbres de Milton qui étend ses noires ailes: « Citoyens, au nom du peuple, je déclare l'Assemblée Nationale dissoute. » A ces paroles sacramentelles, le président, la grande majorité des Représentants du peuple, quittèrent confusément l'Assemblée dont la multitude reste complétement maîtresse, et debout l'on voit s'élever aux acclamations du peuple MM. Barbès, Blanqui, Sobrier, Flotte et Hubert.

Les clubs victorieux devaient donner un sens à cet envahissement de tous les pouvoirs, et les vieux projets du 16 mars, du 17 avril revinrent sur le tapis : « Que faut-il faire? n'est-on pas maître du terrain. » Un Gouvernement Provisoire, un comité de Salut Public sont les idées qui se discutent; désormais plus de ménagements car on est libre des choix. Aussi le nom de M. de Lamartine est-il repoussé comme d'une opinion bourgeoise trop modérée. Il faut grouper les membres compromis des vieilles sociétés secrètes : malgré ses récentes abjurations M. Ledru-Rollin est maintenu sur la liste; à ses côtés on place MM. Pierre Leroux, Cabet, Flocon, Blanqui, Louis Blanc,

Albert, Raspail, Proudhon, Caussidière, Sobrier, Victor Considérant; première alliance du socialisme avec la Montagne. Des scènes de concorde et de fraternité éclatent en témoignages expressifs : MM. Louis Blanc, Barbès, Albert se montrent au peuple enveloppés dans un drapeau italien : Hubert embrasse Blanqui et Flotte au milieu des cris enthousiastes : « A l'Hôtel-de-Ville, à l'Hôtel-de-Ville! c'est le siége du Gouvernement. »

Cette mesure était d'autant plus nécessaire qu'on entendait au loin battre le rappel, et la multitude qui craignait d'être envahie dans un lieu si exposé voulait établir son Gouvernement à la vieille place de Grève : on vit s'élancer au dehors de la salle des séances la partie la plus active de l'insurrection poussant des cris, des clameurs : « L'Assemblée est dissoute, » sur sa route elle distribuait la liste du nouveau Gouvernement Provisoire, qui chez quelques-uns soulevait l'enthousiasme, et chez d'autres des répugnances et des craintes. Les clubs couraient bannières déployées à travers les rues de l'Université et de Lille, les quais, en proclamant toujours la dissolution de l'Assemblée, et le Gouvernement de la Montagne.

On était alors vers trois heures et demie, et la partie paraissait complétement gagnée par les clubs. Dans les cours du palais de l'Assemblée, près de la rue de Bourgogne, M. Louis Blanc, l'œil animé, la parole vive et leste, déclarait hautement à ses amis de la place publique : « Que la démarche qu'ils faisaient aujourd'hui n'était pas de celles qui ébranlent, mais de celles qui renversent », tandis que le général Courtais ne cessait de répéter qu'il était le général du peuple et son ami.

A quatre heures, la multitude insurgée était maîtresse du palais : nulle précaution n'avait été prise par la Commission exécutive, ni même par le président de l'Assemblée, à qui l'on avait arraché la défense de battre le rappel; revenue au Luxembourg, la Commission exécutive s'occupait de questions accessoires au lieu d'agir avec énergie. Ce fut donc un miracle de spontanéité que cette levée merveilleuse de la garde nationale courant aux armes pour délivrer l'Assemblée. En vain jusque-là les Représentants avaient provoqué l'assistance de la garde mobile; cette garde qui aux premières paroles de la multitude, avait mis la baïonnette dans le fourreau, commençait même à fraterniser avec les masses, lorsqu'on entendit le

pas de charge battu par la 2me légion qui s'avançait en colonnes pressées pour s'emparer de la salle des séances; ce mouvement donna l'impulsion à la garde mobile qui dès-lors seconda avec énergie la répression; la Chambre fut délivrée et les insurgés se répandirent au dehors en poussant des cris aigus : « A l'Hôtel-de-Ville. »

Dans cet élan de réaction, il y eut des scènes de violence, le général Courtais, dont l'incertitude et l'ardent désir de popularité, avaient compromis la sûreté de l'Assemblée, fut dépouillé de ses insignes d'officier-général, de sa croix et de son épée, outrage violent et gratuit fait à un vieil officier de l'armée, gentilhomme comme M. de Lafayette, et séduit comme lui par les enivrements de la popularité. Plus l'on s'est montré timide dans les moments incertains, et plus on cherche à le racheter par la violence des actions et des paroles. Ce ne furent pas les plus zélés pour le triomphe de l'Assemblée qui osèrent s'écrier à la face du vieil officier : « Vous êtes un traître, général ! » et qui eurent le triste orgueil de se vanter d'avoir foulé aux pieds ses épaulettes.

Quand la victoire fut presque assurée, alors on vit poindre quelque signe de vie de la Commission

exécutive du gouvernement qui siégeait au Luxembourg. M. de Lamartine parut dans l'Assemblée; il fut accueilli avec ivresse, comme l'homme même de la situation; s'élançant à la tribune, le théâtre de sa puissance, il s'écria : « Le premier devoir de l'Assemblée Nationale qui va pouvoir délibérer en pleine sécurité, à l'abri de vos baïonnettes, sera de voter des remerciements à la garde nationale qui a bien mérité de la patrie, et à la garde nationale mobile, je les confonds toutes deux dans une même idée pour la défense de la liberté. L'immense majorité des habitants de Paris a été indignée des scandales qui se sont passés dans cette enceinte... Honte à ces misérables insensés qui ont voulu plonger le pays dans le deuil, et l'entraîner dans d'épouvantables malheurs. Soyons unis, citoyens, ne formons qu'un faisceau pendant que ce prétendu Gouvernement va chercher un siége qui manquera sous ses pieds; la Commission exécutive est le seul Gouvernement légitime, vous lui obéirez ainsi qu'au brave chef de la garde nationale... » Ici M. de Lamartine fut interrompu : « Nous n'en voulons plus, c'est un traître. » Dans son désir de tout concilier, de tout réunir, M. de Lamartine avait oublié que le général Courtais était en pleine

disgrâce auprès de la bourgeoisie. « Dans un tel moment, continua l'orateur, la place du Gouvernement n'est pas dans le conseil, mais elle est à votre tête, dans la rue, sur le champ de bataille. » Et par cette dernière phrase retentissante qui annonçait l'intention de la Commission du gouvernement, M. de Lamartine reconquérait la popularité de sa parole.

Le pouvoir contre lequel M. de Lamartine soulevait les gardes nationales, venait de développer son mouvement insurrectionnel. On a vu qu'une grande partie des insurgés, vers quatre heures, lorsque le succès était presque assuré par leurs amis dans l'Assemblée, s'était dirigée vers l'Hôtel-de-Ville, selon les antiques coutumes des insurrections. On ne comprend pas l'indignation de M. de Lamartine, car les choses procédaient dans les mêmes conditions qu'au 24 Février : une Chambre envahie et un pouvoir nouveau qui se constituait à l'Hôtel-de-Ville. Toutes ces scènes n'étaient-elles pas présentes à sa mémoire? Ne s'était-il pas lui-même posé en dictateur vingt fois menacé en Grève. Rien donc de plus logique que ce que faisaient les insurgés du mois de mai. Il fallait les voir à travers les rues et les quais qui mènent à la

vieille mairie du peuple, annonçant partout la dissolution violente de l'Assemblée Nationale, et la formation d'un Gouvernement Provisoire, comme le 24 Février à quatre heures, lorsque M. de Lamartine avait été lui-même processionnellement conduit à l'Hôtel-de-Ville. La foule convaincue d'un succès, faisait entendre ces cris : « Vive Barbès, vive Blanqui, vive Louis Blanc. » En plusieurs colonnes enfin elle déboucha sur la place de Grève, militairement gardée par quelques bataillons de la garde nationale et par les compagnons bizarres de M. Rey qui, dans les improvisations souveraines de ce temps, s'était nommé colonel d'un singulier corps de volontaires, à l'Hôtel-de-Ville.

Rien dans l'histoire n'avait été comparable à ces façons d'autorités et de pouvoirs qui s'étaient créés tout seuls en Grève. Il y en avait de toute espèce si bien établis, si copieusement repus, que nul ne voulait délaisser cette vaste hôtellerie. Il arrivait donc, chose singulière, que toutes les fois que l'émeute grondait autour de l'Hôtel-de-Ville, elle se trouvait pour ainsi dire en compagnie ; derrière les grilles fermées se rencontraient les camarades de ceux qui voulaient les faire ouvrir. Après quelques insignifiants pourparlers, la lecture d'une procla-

mation, la résistance devint absolument passive, et les insurgés purent pénétrer librement jusque dans les salles. M. Marrast se trouvait dans la même situation que M. Ramburteau le 24 Février.

On vit donc les clubs se déployer avec leurs bannières sur le grand escalier, aux cris de : *Vive Barbès, vive Blanqui et la République sociale*. Ces colonnes prirent possession des vastes salles : mille têtes parurent aux croisées, déployant et secouant des drapeaux avec les sinistres légendes des Jacobins, des Cordeliers. M. Barbès paraissait l'âme de cette manifestation. Monté sur une table, comme M. de Lamartine au 24 Février, il haranguait la multitude pour lui annoncer la formation d'un Gouvernement Provisoire ; à mesure que les noms des membres étaient lus, il se manifestait des mouvements d'approbation ou de menaces : ainsi furent acceptés avec acclamation les noms de MM. Sobrier, Caussidière, Blanqui, Cabet, Raspail, Proudhon, tandis qu'on rejeta M. Flocon comme un traître, et que M. Ledru-Rollin ne fut accepté qu'avec certaines épithètes injurieuses. C'était un tumulte à ne plus s'entendre. A l'Hôtel-de-Ville il n'y avait encore que MM. Barbès et Albert; soit par jalousie, soit par prudence, M. Blanqui ne s'y

était pas rendu. MM. Louis Blanc et Raspail avaient pris les rues qui conduisent à la Grève; il n'a pas été prouvé qu'ils fussent venus à l'Hôtel-de-Ville; ils rôdaient autour des quais lorsque le bruit du tambour se fit entendre : la garde nationale se portait vers la Grève.

On a vu que les 2e et 10e légions alors aidées de la garde mobile avaient repris la pleine possession du palais de la Chambre, et presque aussitôt les Représentants s'étaient réunis de nouveau pour délibérer sur la gravité des circonstances; après une grande terreur ils reprenaient courage; il n'y a rien d'impatients et d'audacieux comme les hommes timides après un danger passé. Tout le monde accourait de bonne volonté, et M. de Lamartine sortit pour aller à l'Hôtel-de-Ville; lui n'était point compromis; seulement il allait réprimer aujourd'hui cette émeute qu'au 24 Février il avait caressée de ses paroles les plus abaissées. Il se fit accompagner de M. Ledru-Rollin, dont la position était plus équivoque car il faisait partie du Gouvernement Provisoire accepté par les insurgés. De sa part en ce moment il ne devait y avoir ni hésitation, ni incertitude; la victoire avait passé du côté de l'Assemblée; la garde nationale maîtresse

de la situation en avait fini avec le pouvoir extrême de M. Barbès.

D'un côté il y avait eu audace et violence, de l'autre hésitation et pusillanimité : MM. Barbès et Albert s'étaient laissé saisir presque sans résistance, et ils furent traités avec une dureté de formes qui se ressentait des griefs antipathiques entre les diverses nuances des révolutionnaires. M. Clément Thomas, de l'école du *National*, dirigea l'expédition contre l'Hôtel-de-Ville avec énergie, moins contre son nouveau Gouvernement qu'en vertu d'anciennes rancunes qui remontaient au-delà du 24 Février : il y eut une réaction. Comme à toutes les époques de passions vives, ces sortes de vengeances arrivent par le sentiment qu'éprouvent les partis quand il y a un Gouvernement faible, incapable de les venger. On se porta sur la maison de M. Sobrier, l'arsenal des Montagnards de la rue de Rivoli, et tout fut ravagé, presse, journaux, papiers, les éléments, en un mot, qui servaient à composer le journal : la *Commune de Paris*.

Dans l'Assemblée Nationale, les motions succédaient aux ordres du jour confus ; le danger presque passé, la Commission exécutive qui avait agi avec tant de mollesse se rendit spontané-

ment dans le sein de l'Assemblée ; chacun de ses membres s'exprimait avec une grande vivacité : « Pourquoi n'établirait-on pas le siége des séances au Luxembourg ; la position était plus sûre. » Il suffit, dit M. Berryer, que cette Chambre ait été violée pour ne plus la quitter. » Alors, le procureur-général Portalis, esprit républicain pourtant très-avancé s'écria : « Je demande l'autorisation d'exercer des poursuites contre deux membres de l'Assemblée, les citoyens Barbès et Courtais.—Cette autorisation n'est pas nécessaire, répliqua M. Bac, car il y a flagrant délit. — Qu'elle s'étende à tous ceux qui sont compromis, dit un autre membre.— Agissons avec fermeté, mais sans colère, répliqua M. Portalis. « Deux décrets furent immédiatement votés : la permanence de l'Assemblée et la mise en accusation des membres signalés par le procureur-général.

A ce moment, M. Garnier-Pagès voulut regagner la confiance de l'Assemblée en racontant ce que la Commission exécutive avait fait pour empêcher le triomphe du parti anarchiste ; déclamation ardente sur les services rendus par le Gouvernement, sans instincts, sans opinion et sans force qui avait laissé envahir l'Assemblée et jeté le pays dans le

désordre. Selon M. Garnier-Pagès, la Commission prévoyante sur toute chose, n'avait pas été sur tous les points obéie par la préfecture de police; première accusation jetée contre M. Caussidière. Ce fut donc une soirée d'accusations, de mesures extrêmes; la nuit était déjà très-avancée; la garde nationale campait sur les dalles de la place Louis XV, par un temps magnifique, une lune de mai, argentée et brillante. Au-dedans du palais, les lustres tout allumés, un mélange d'obscurité et de lumières, des masses de ténèbres et de clarté; les préparatifs d'un débat qui devait se résumer par des mises en accusation. M. Louis Blanc naguère porté en triomphe, et maintenant accueilli par des huées, pâle, les habits déchirés et en désordre, protégé par M. Larochejacquelin. A la tribune celui qu'on écoutait naguère avec une silencieuse attention, maintenant hué et flétri de toute sorte d'épithètes et d'injures grossières; sa parole triste et lamentable, tombait au milieu des vociférations : plus on avait été admirateur et complice, plus on s'empressait de témoigner sa colère et ses dédains, épisodes d'abandon et de lâcheté dans les Assemblées. Il fut curieux de voir M. Ledru-Rollin abandonner son ami Al-

bert quand un acte d'accusation fut porté contre lui par le procureur de la République M. Landrin. Ceux qui avaient toujours aimé l'ordre éternel dans les sociétés devaient éprouver une satisfaction secrète en voyant ces hommes de révolution de toute nuance se rendre justice eux-mêmes; semblables ainsi à ces malfaiteurs ou à ces condottieri du moyen-âge qui se disputaient le butin et se daguaient entre eux après la victoire.

C'est de ce moment au reste que l'Assemblée Nationale exista comme force de gouvernement et de pouvoir; elle fit acte de grande souveraineté. Lorsque l'histoire, à travers les temps et les passions, sera hautement appelée à juger les hommes et les événements, elle dira que cette lutte entre les clubs et l'Assemblée Nationale était préparée de longue date, et qu'elle devait nécessairement éclater. Si l'on se reporte aux premiers temps de la révolution de Février, on peut trouver dans les bulletins du ministre de l'intérieur et dans les circulaires de M. Ledru-Rollin le principe même de cette brutale lutte. Les paroles ne sont jamais semées sans résultat, et lorsqu'on avait déclaré que si l'Assemblée ne remplissait pas les vœux de la souveraineté du peuple, celle-ci pou-

vait se débarrasser de l'Assemblée, n'était-ce pas annoncer d'avance les événements du 15 mai? Les clubs ne reculèrent pas devant l'application de cette doctrine : ils voulurent séparer le peuple de la garde bourgeoise, et la souveraineté de la multitude de celle de l'Assemblée, doctrine fatale qui devait amener un conflit armé; la complicité d'une grande fraction du peuple résulta de cette fausse éducation qu'on lui avait faite. C'est un crime moral que de donner aux hommes une idée fausse, exagérée de leurs droits; on avait trop dit à la multitude qu'elle était souveraine pour qu'elle ne s'en souvînt pas. La chose publique ne vit que par le respect de la loi et des pouvoirs établis; quand ce respect n'existe plus, il n'y a pas République, mais anarchie. Il fallait à l'Assemblée Nationale une grande concentration d'autorité pour rendre au pays la confiance dans ses destinées.

CHAPITRE SIXIÈME.

SITUATION DES ESPRITS ET DES AFFAIRES APRÈS LA JOURNÉE DU 15 MAI.

Dans l'histoire des grandes commotions politiques, une victoire assure moins le succès définitif que le parti qu'on sait en tirer ; mettez un triomphe dans des mains inhabiles ou douteuses, il se transformera en défaite, et le labeur devra recommencer chaque jour. Certes, nul ne pouvait douter que l'Assemblée Nationale n'eût été sauvée par la vigoureuse attitude de la garde nationale et de la bourgeoisie de Paris ; la journée du 15 mai avait été magnifique d'émotion et d'esprit public ; ceux qui doutaient encore de la fermeté et de l'honnêteté de la vraie population française, avaient eu l'occasion de se convaincre que les mauvaises passions étaient dans la lie du peuple et non pas dans la partie saine et forte de la société. C'est ce qui faisait la joie orgueilleuse et vraie de Paris le soir

du 15 mai. Un seul doute inquiet subsistait encore : en quelles mains serait enfin déposée la victoire de la bourgeoisie?

Quelle avait été l'attitude de la Commission du gouvernement avant la journée du 15 mai? Il était évident pour tous qu'elle avait été très-imprévoyante, si elle n'était complice morale; c'est cependant aux mains de cette Commission que le pouvoir de l'Assemblée et la sécurité de tous allaient être déposés. Pour être juste, il fallait dire qu'à la fin de la journée, M. de Lamartine et même M. Ledru-Rollin avaient montré une certaine fermeté à l'Hôtel-de-Ville; à leur retour à l'Assemblée ils furent salués de quelques applaudissements. Tel était un peu leur caractère; ils ne faisaient rien pour préserver la société, mais quand cette société s'était sauvée elle-même, ils venaient à son aide se grouper autour de la victoire; il est si naturel d'aller au succès! Le soir il y eut partout une vigilance extrême, et la joie se manifestait sur tous les visages; en temps de révolution tout point d'arrêt est salué comme une espérance. On vit arriver par tous les chemins de fer des gardes nationales de la province; les unes venaient pour assister à la fête depuis longtemps annoncée

par le stupide programme de la Commission exécutive, les autres pour porter appui à l'Assemblée : on ne voyait partout que bannières et drapeaux. Paris ressemblait à une vaste place d'armes et ses mille gonfalons le faisaient paraître comme une lice en champ-clos du moyen-âge.

Les membres de la Commission exécutive avaient passé la nuit au Luxembourg, dans de vives discussions : nul d'entre eux ne pouvait se dissimuler qu'il y avait eu incertitude et faiblesse dans leur conduite, et que l'Assemblée avait été envahie par leur faute. Un secret instinct leur faisait comprendre qu'en politique, il ne faut pas livrer ses collègues et ses amis ; or le Gouvernement Provisoire n'était-il pas déjà entamé par la mise en accusation de M. Albert ? Le général Courtais n'avait-il pas toute la sympathie de M. de Lamartine? Si maintenant on touchait à MM. Louis Blanc, à Caussidière, n'en arriverait-on pas à M. Flocon et à M. Ledru-Rollin ? La main sur la conscience, qu'avait fait jusqu'ici M. de Lamartine, si ce n'est d'incessantes transactions avec les chefs des clubs Blanqui, Barbès, Lacambre, Flotte ; était-ce par affection personnelle, par tendresse pour ces doctrines? Nullement, mais M. de Lamartine se pla-

çait à une telle supériorité, qu'il se croyait maître de tous les partis, de manière à transiger avec tous et à les diriger tous.

Ce secret instinct de la Commission exécutive la poussait vers l'indulgence, et cependant elle ne pouvait se dissimuler que l'esprit de réaction était dans la bourgeoisie comme dans l'Assemblée, et que pour conserver les positions acquises, il fallait marcher avec l'opinion impatiente de se délivrer des brutes vainqueurs du 24 Février. Les membres de la Commission exécutive avaient des positions très-douces, un traitement qui s'élevait je crois à dix mille francs par mois, d'admirables logements au Luxembourg, où quelques-uns d'entre eux s'étaient installés. La civilisation avait fait de tels progrès que le luxe de l'ancienne Chambre des Pairs avait paru insuffisant, et le garde-meuble de la couronne, le palais même de Versailles, durent fournir leurs riches tentures et leurs fauteuils et les canapés de Boule; ce ne fut pas trop pour la femme d'un des membres de la Commission exécutive, qu'un divin *bonheur du jour* de Marie-Antoinette, en bois de rose avec des miniatures et des incrustations d'or, d'améthyse et de topaze; quand une société en est arrivée à un certain degré d'énerve-

ment sensualiste, quelle que soit la faction qui s'empare de son gouvernement, elle subit l'influence des mœurs; au XIVe siècle, lors de la révolte des truands et vilains des champs, leurs femmes n'avaient-elle pas pris les plus beaux atours des châtelaines pour s'en parer? La Commission du gouvernement voulait se conserver dans sa position jusqu'à l'achèvement de la Constitution, ce qui donnait six mois de pouvoir et d'influence politique; alors on élirait un président, évidemment M. de Lamartine qui s'était engagé à choisir le vice-président et les ministres parmi ses collègues de la Commission.

Tel était le calcul simple de cette Commission du Luxembourg, et voilà pourquoi elle délibérait incessamment sur des concessions qu'elle avait à faire et sur celles qu'elle pouvait ou devait refuser. Ainsi très-incontestablement elle devait autoriser l'entrée des troupes à Paris, vœu général de la population, et il faut rendre cette justice à M. Ledru-Rollin, qu'en plusieurs circonstances il avait hautement manifesté cette nécessité en se mettant même en opposition ouverte avec ses amis des clubs. Le second point c'était la fermeture de ces clubs même, et ici la Commission exécutive n'é-

tait point à la hauteur de l'opinion ; les clubs paraissaient indispensables à MM. de Lamartine et Ledru-Rollin surtout, pour maintenir ce qu'ils appelaient l'esprit public : la France n'était pas assez démocratique, les clubs devaient faire son éducation ; c'était un bon instrument contre la bourgeoisie qu'on voulait se réserver. On fermerait quelques clubs comme nécessité d'exception ; on maintiendrait les autres et le principe surtout de toute réunion politique : sur le troisième point les ateliers nationaux, on ne pouvait pas, on ne devait pas se priver de cette grande armée de travailleurs dont on disposait pour le vote électoral, et au besoin pour l'une de ces démonstrations qui avaient si admirablement servi le Gouvernement Provisoire ; on réglementerait les ateliers comme les clubs.

Restait la question des personnes, et les considérations que j'ai déjà indiquées se faisaient vivement sentir au sein de la Commission exécutive : il y avait bien des solidarités et des complicités ! n'était-ce pas beaucoup que d'avoir livré à la justice Albert, le général Courtais ; irait-on jusqu'à MM. Caussidière et Louis Blanc. Quelle que fût l'assurance personnelle de M. Lamartine en toute

chose, il craignait les révélations de ses amis ; avec qui n'avait-il pas eu des rapports ? était-il un seul membre des clubs qu'il n'eût accueilli en mai, en avril avec plus d'empressement qu'un homme considérable du Gouvernement tombé ? Il n'y avait d'entraînement et de caresse que pour MM. Blanqui, Barbès et leurs amis qu'il avait jetés dans les consulats et les légations. Livrerait-on même M. Caussidière ? La Commission ne le voulait pas : on l'avait mandé au Luxembourg ; il s'était excusé. N'avait-on pas un terme moyen à prendre ; au lieu de l'attaquer lui personnellement, ne pouvait-on pas accuser ses seuls agents incapables ou complices. M. de Lamartine craignait les révélations de M. Caussidière, celles de M. Sobrier surtout pour lequel il avait toujours eu un faible, une prédilection ; cette maison de la rue de Rivoli que la garde nationale venait de dévaster, n'était-ce pas M. de Lamartine qui en avait fait un arsenal en lui accordant des fusils ?

Cependant, impatiente de poursuivre le résultat de la veille, l'Assemblée Nationale s'était réunie le 16 mai à 10 heures ; tous les appareils de la guerre l'entouraient ; les Champs-Élysées étaient couverts de troupes. Depuis le 24 Février pour la

première fois on voyait un beau régiment de cuirassiers rayonnant au soleil sur les dalles de la place Louis XV. L'artillerie, l'infanterie se déployaient en grandes ailes depuis le garde-meuble jusqu'à la rue de Bourgogne. Dans la salle des séances les Députés étaient pressés, remuants comme à un jour de réveil et de réaction. Tous portaient à la boutonnière une belle rosette tricolore, invention de la questure et M. Degousée s'était enveloppé d'une magnifique écharpe ; quand on est vainqueur il est si naturel qu'on aime à se parer de ses insignes. Parmi eux il était un homme dont le visage profondément abattu faisait contraste avec tous, c'était celui de M. le président Buchez; sa conduite la veille avait été pusillanime, équivoque; on avait même tenu dans la main un ordre signé de lui (arraché à sa faiblesse), pour qu'on cessât de battre le rappel ; il eût suffit pour compromettre la situation. Pour dérober ce souvenir, M. Buchez en vertu de son autorité présidentielle avait supprimé du *Moniteur* toute cette partie de la séance. Les murmures éclataient partout; M. Buchez insista pour s'expliquer: « Citoyens, on est venu me dire que si le rappel continuait on provoquait la colère de la

population qui avait envahi la salle; vous avez été magnifiques de calme; mais votre président avait un devoir particulier à remplir, c'était celui de veiller à votre sureté... Je finis : on m'a demandé comment j'ai quitté le fauteuil, vous le savez, citoyens, j'en ai été chassé. » Ces paroles furent accueillies avec peu de faveur. « Rétablissez, s'écria M. Grandin, cette partie de la séance que vous avez fait effacer hier; elle est mémorable pour la Chambre! » L'Assemblée en votant avec M. Grandin donnait ainsi une grave leçon à M. Buchez.

Ce fut M. Garnier-Pagès que la Commission exécutive chargea de ses communications avec l'Assemblée; moins on attachait d'importance à sa personnalité politique, plus il était facile de le désavouer au besoin; il passait d'ailleurs pour un caractère modéré et conciliateur. M. Pagès déclama contre les bandes de factieux comme il avait déclamé contre la monarchie (il est des esprits qui ne peuvent sortir de certaines colères). M. Garnier-Pagès annonçait les mesures que la Commission avait prises le matin : l'arrestation de M. Sobrier, de quelques Montagnards, la fermeture des clubs de MM. Blanqui et Barbès en se hâtant

de déclarer que ceci ne pouvait altérer en rien le droit de réunion et de discussion, on se contenterait de réprimer les clubs armés et séditieux : « Les prisonniers ont été immédiatement dirigés sur Vincennes, ce sont les citoyens Blanqui, Barbès et Albert, ainsi que d'autres; Hubert est détenu au Luxembourg, avec MM. Raspail oncle et neveu; le commandant d'état-major Saisset a été mis aux arrêts; la brave armée avec laquelle nous avons tous fraternisé a été appelée à Paris. On a parlé de certains hommes, de certains corps connus sous le nom de Montagnards, nous en avons prononcé la dissolution; les Montagnards ont été dispersés et désarmés. » M. Garnier-Pagès voulait ainsi parler de l'expédition dirigée contre la maison de M. Sobrier à la rue de Rivoli par la partie exaltée de la garde nationale. Enfin il exprimait l'opinion mitoyenne de la Commission exécutive sur la police de M. Caussidière qu'elle voulait maintenir et protéger par les raisons de solidarité que j'ai dites : « La Commission a trouvé dans le préfet de police une obéissance complète, mais son entourage demande à être changé, et elle en a donné la mission à M. Clément Thomas et au général Bedeau, qui marchent ensemble sur la

préfecture de police. » En résumé M. Garnier-Pagès appelait la plus haute confiance sur les actes de la Commission qui mourrait à son poste pour sauver la patrie.

« Vous demandez un vote de confiance, s'écria un Député, M. Bonjean, mais qu'avez-vous su prévenir ou empêcher? Il y a surtout aujourd'hui deux points sur lesquels je demande une explication : Qu'a fait la préfecture de police, et quel est ce corps qu'on appelle garde républicaine? N'est-il pas constant que les individus arrêtés par la garde nationale sont mis en liberté à la préfecture de police ; n'y crie-t-on pas encore vive Barbès? De qui la garde républicaine tient-elle son pouvoir? Un officier que j'ai consulté, m'a répondu : Nous ne connaissons que Caussidière, c'est notre soleil. — Était-il possible de faire autre chose que de créer des corps irréguliers dans cette époque si exceptionnelle qui survint le 24 Février, répondit M. de Lamartine; vous allez bientôt entendre le citoyen Caussidière lui-même; ayez confiance dans la Commission exécutive. — Pour que la confiance soit entière il faut des explications plus positives, répliqua M. Baroche, je demande un préfet de police qui mérite l'assentiment de la Cham-

bre, et la dissolution de la garde républicaine. »

Par la tendance naturelle de cette discussion, on voyait naître et se développer les graves symptômes de divisions dans le parti révolutionnaire; les amis du *National* saisissaient cette circonstance pour en finir avec M. Caussidière qu'ils n'avaient souffert qu'à regret. A l'origine du 24 Février, n'avaient-ils pas voulu déjà lui substituer M. Recurt? Cette fois la circonstance leur paraissait favorable, et ils la saisissaient, méconnaissant ainsi ce grand principe des partis, l'union; une fois qu'on se laisse entraîner par une réaction on est perdu. —Vous ne connaissez pas les faits, s'écria M. de Mornay : est-il vrai que le citoyen Hubert, arrêté par la garde nationale, ait été mis en liberté par un maire d'arrondissement... — Si le fait est exact, répondit M. Flocon, il y a un coupable de plus. » Surprenante parole d'ordre dans la bouche d'un vieux conspirateur! Dieu semblait aveugler les partis les plus avancés dans les opinions ardentes. M. Flocon avait à peine cessé de parler, que son vieil ami Caussidière parut à la tribune; il y avait dans sa large physionomie quelque chose à la fois d'abattu et d'agité; ses gestes, sa voix, se ressentaient d'une forte contraction. Il raconta ce qu'il avait fait depuis le

24 Février pour ramener l'ordre et la sécurité dans la capitale ; tout ce qu'il avait de force et de veille il l'avait consacré au service public : « Le mouvement du 15 mai n'aurait pas eu lieu si l'on ne m'avait pas retiré, après me l'avoir accordé, un mandat d'amener contre Blanqui (c'était son ennemi); j'ai conspiré toute ma vie, je ne pouvais commencer à agir par un acte arbitraire ; j'étais entre l'enclume et le marteau ; je voulus empêcher Blanqui de faire une démarche qui perdait le parti démocratique auquel je m'honore d'appartenir; je voulais un terme moyen pour éviter un conflit. Cinquante délégués devaient être admis pour exprimer le vœu du peuple. Je répète que j'ai fait ce que j'ai pu. Je suis socialiste, homme pratique, démocrate de cœur : voilà ma profession de foi ; si vous croyez que je ne puisse plus rester préfet, je donnerai ma démission. »

C'est précisément où voulaient l'entraîner les républicains sensualistes et modérés avides alors de la préfecture de police : « Depuis le 16 avril, dit M. Landrin (alors procureur de la République), j'ai cru voir tout ce qui constituait un attentat, c'est en vain que je les ai dénoncés. — Je n'ai pas confiance dans le voisinage de l'hôtel de la préfec-

ture de police, ajouta le procureur-général Portalis ; je ne veux citer qu'un fait : un homme qui s'appelle Flotte, accusé de crime, a été conduit à la préfecture de police, puis relâché ; par qui? Des communistes ont été mis en liberté, et chose plus étrange, des gardes nationaux ont été retenus captifs, par quel pouvoir? on l'ignore. » Il y avait chez M. Portalis des scrupules de légalité, singulière alliance avec l'esprit révolutionnaire. Au fond, ce que voulaient les républicains du *National*, c'était la démission de M. Caussidière. Celui-ci, avec une naïveté louable, s'écria : « J'ai tâché de faire de l'ordre avec le désordre : ainsi, j'ai souvent manqué d'être égorgé pour maintenir le repos de la cité. — Et Flotte, parlez de Flotte.—Eh bien Flotte est un homme égaré ; je lui ai fait dire de se tenir tranquille ; car je faisais une police de conciliation, c'est la seule bonne. En écoutant tout ce qui se dit, la moitié de Paris emprisonnerait l'autre. — Et Sobrier, et Sobrier ! —Vous voulez que je parle de lui, eh bien Sobrier était vu avec plaisir par les membres du Gouvernement Provisoire ; M. de Lamartine a même écrit au ministre de la guerre pour qu'on accorde des armes et des munitions à Sobrier. »

Ici donc était la gravité de la situation même.

Tout s'enchaînait fortement ; il y avait pour les événements accomplis depuis Février une complicité morale, une solidarité politique des plus graves. On ne pouvait pas toucher à M. Caussidière sans ébranler tout le personnel du Gouvernement Provisoire. Il y avait une sorte d'anarchie dans l'esprit de conduite et la volonté de tous. Voici maintenant M. Recurt à la tribune ; ministre de l'intérieur, il avait disputé le 27 Février la préfecture de police à M. Caussidière : « Paris est tranquille, s'écria-t-il, les faubourgs sont calmes et en ce moment huit mille hommes entourent la préfecture. — Je le sais, répond Caussidière, on a braqué des canons contre nous, ce n'était pas nécessaire. Veut-on ma démission ; si je n'ai plus la confiance de l'Assemblée, je suis prêt à la donner. » Alors arrive en toute hâte M. Ducoux ; républicain du parti ambitieux, à lui et à M. Thouret avait été promise la succession de M. Caussidière : « Je viens de la préfecture, s'écrie-t-il avec les yeux enflammés, tout y est dans l'ordre ; les Montagnards l'ont en partie évacuée, tous nous ont répondu qu'ils n'obéissaient qu'à M. Caussidière : j'ai voulu voir si nous avions des janissaires ou une garde véritablement républicaine. » C'était donc la démis-

sion de M. Caussidière que le parti du *National* appelait ; elle était déjà résolue. On vit alors dans tout le parti démocratique une faiblesse extrême qui amena une succession de désaveux : « Plusieurs journaux, dit M. Considérant, ont mis mon nom sur les listes du prétendu Gouvernement Provisoire, je n'ai qu'un mot à répondre, depuis vingt ans je n'ai fait que répondre aux idées de paix et d'harmonie, hier, pendant les saturnales qui se sont passées ici, un des factieux est monté vers mon banc et m'a dit : J'ai fait placer votre nom sur la liste du Gouvernement Provisoire. Je lui ai répondu : Êtes-vous fou. » On fut également étonné des termes irrités du désaveu de M. Flocon : « Si des factieux se sont emparés du nom des membres du Gouvernement, les membres du Gouvernement n'ont dû répondre que par le plus profond mépris. » Expression bien hautaine pour un esprit si longtemps factieux lui-même. Je le répète, le parti démocratique commettait une immense faute en se partageant, en se morcelant ainsi. La véritable politique était évidemment celle de M. Caussidière : grouper, concilier, apaiser : le parti démocratique était-il assez fort, assez nombreux pour supporter cet ostracisme ? C'est qu'en

Digitized by Google

général dans les opinions il y a plus d'ambition brute que de politique prévoyante; plus de haine que d'habileté !

Dans le premier moment de la victoire et lorsque M. Courtais était spontanément dégradé par la garde nationale, l'Assemblée avait désigné M. Clément Thomas à sa place; journaliste républicain, avec une grande vivacité de parole, il sortait naguère du rang de sous-officier dans la ligne, et sans doute, c'était une merveilleuse fortune; tant d'autres s'étaient accomplies! La majorité de l'Assemblée, la garde nationale, pour sauver l'ordre public, firent toute espèce de concessions à l'esprit républicain; il était habile de mettre spontanément dans ses mains la répression des excès. La garde nationale poussa la Commission exécutive à diverses mesures, et la plus importante fut la libre entrée des troupes dans Paris; c'était une honte et une lâcheté de voir la situation qu'on avait faite à l'armée, cette noble élite du pays. Malgré les demandes réitérées de la garde nationale et le vœu de l'Assemblée, on n'avait fait entrer que quatre bataillons et huit escadrons à Paris : et quelle raison donnait-on pour ne pas admettre de braves et dignes soldats? aucune, si ce

n'est que les clubs ne le voulaient pas. Après la victoire du 15 mai, la garde nationale déclara nettement qu'elle souhaitait fraterniser avec l'armée; elle imposa également la dissolution de tous les corps irréguliers de Montagnards et de Lyonnais, sortes de cosaques de la République, qui campaient à la préfecture de police, ou au journal de M. Sobrier; leur cravate et leur ceinture rouges étaient aussi célèbres que les casaques de fer de la milice de Cromwell. Enfin il fut ajouté qu'on prendrait une mesure pour régulariser et réduire l'esprit et le personnel des ateliers nationaux qui troublaient la sécurité générale.

Il faut analyser les antécédents de la Commission du gouvernement pour voir et juger si elle était apte et disposée à remplir le mandat que l'Assemblée et les circonstances lui imposaient. On doit se rappeler que la Commission exécutive n'était que le Gouvernement Provisoire modifié; la transformation ne se trouvait pas tellement complète que les mêmes hommes eussent changé d'esprit et de manière. Or, depuis le 24 Février jusqu'à la veille du 15 mai, avec qui M. de Lamartine se trouvait-il continuellement en rapports, si ce n'est avec M. Blanqui, c'était au moins avec

Digitized by Google

MM. Barbès, Sobrier? lui, plus que tous ses autres collègues, devait donc craindre que si ce qu'on appelait la réaction se développait dans des conditions naturelles, il ne fût réellement compromis; c'est pour cela que sous prétexte de modération, de tempérance, lui et M. Ledru-Rollin n'acceptaient qu'à demi les mesures proposées par l'Assemblée; il ne faisait que le strict nécessaire pour ne pas être accusé de complicité. D'ailleurs avec un instinct qui est fort naturel, M. de Lamartine jugeait bien que si la Commission exécutive cédait tout-à-fait sur les ateliers nationaux, le rappel de l'armée et l'organisation de la garde nationale, elle ne pourrait résister au mouvement de l'opinion, et qu'elle tomberait sous les coups d'une opposition trop vive. On le vit bientôt dans l'affaire de M. Louis Blanc; il résultait de l'instruction que celui-ci n'était pas étranger au tumulte du 15 mai, aux actes de l'Hôtel-de-Ville, et le procureur-général Portalis, joint à M. Landrin, avait jugé l'impérieuse nécessité des poursuites. L'opinion de M. Portalis, certes assez avancée dans les voies du républicanisme, pour être impartiale sur la culpabilité de M. Louis Blanc, fut soumise à la Commission exécutive qui se divisa et

montra un très-mauvais vouloir. On voyait bien en tout cela quelle était la vraie cause : il n'y avait pas si loin de M. Louis Blanc à M. de Lamartine, que l'espace ne fût aisément franchi par une procédure après tant de confidences et tant de concessions mutuelles. M. de Lamartine prit M. Louis Blanc sous sa protection. De là ces scènes étranges, pitoyables, dans lesquelles on vit des démentis donnés de part et d'autre ; des membres de la Commission ou des ministres votèrent pour, d'autres contre ; ce résultat inévitable fut la démission de MM. Portalis et Landrin. Dans la séance du lendemain M. Crémieux joua un rôle si incertain, si ridicule, qu'il fut obligé de quitter le ministère. La poursuite n'eut pas lieu, mais la Commission du gouvernement fut si discréditée qu'elle ne conserva aucune force, ni devant l'opinion, ni devant la Chambre elle-même. C'était pourtant en de telles mains que le pouvoir était déposé.

Le Gouvernement avait devant lui la presse, les clubs et cette autre force désordonnée, les ateliers nationaux : quelle mesure allait-il prendre après le triomphe du 15 mai? En politique, la grande habileté du pouvoir doit être de réprimer les idées et de ne pas persécuter les hommes ; la persécution crée

Digitized by Google

des ennemis, la répression des idées crée une force : il fallait donc essentiellement que la Commission exécutive allât droit à la presse et aux clubs pour les éteindre ou au moins les diriger, les dominer ; elle crut, parce qu'on avait fait quelques arrestations, avoir donné suffisamment de gages à la partie forte et répressive de l'Assemblée ; le mal exista plus profond et plus irascible. Il n'y a rien d'habile comme les journaux de parti ; quand ils viennent de subir une crise devant l'opinion exaltée contre eux, ils se font doux, timides, suppliants ; à mesure que le danger pour eux diminue, les vives paroles reviennent et l'opposition arrive plus formidable. Ainsi avait été la presse révolutionnaire après le 15 mai ; celle même qui en exaltant les passions de la multitude contre l'Assemblée avait provoqué la fatale insurrection. Il n'y eut pas de paroles plus douces et plus mielleuses ; la *Commune de Paris*, le *Père Duchêne* même n'osaient parler, ils avaient peur. L'opposition ne reprend courage qu'avec les pouvoirs faibles et attiédis.

A mesure que la vive impression du 15 mai s'effaça, les journaux revinrent à leur hardiesse, et à leur influence corrosive. Il n'y eut plus ni répression, ni limite ; du 25 mai au 15 juin le jour-

nalisme fut ignoble sous les titres les plus hideux, et si nous n'avions pas été témoins oculaires de cette licence nous n'oserions y croire : celui-ci poursuivait la bourgeoisie au son de la *Carmagnole*, celui-là s'intitulait le *Sans-Culotte*, le *Robespierre*, le *Bonnet-Rouge*, et comme ces feuilles se vendaient à bas prix dans les rues et les faubourgs, elles devenaient les lectures habituelles du peuple. On apprenait ainsi à la multitude à détester les propriétaires, les riches, qu'un journal indiquait en encre rouge pour le vol et le pillage ; il ne s'agissait plus de questions de formes politiques ou de gouvernement, mais des choses vitales et profondes de la société. Le peuple s'accoutumant à croire que l'égalité signifiait la part au plus fort, devait chercher naturellement la solution du problème dans une crise sociale, une prise d'armes haute et formidable. En présence de tels faits, comment croire un Gouvernement assez faible, assez inexpérimenté pour dormir sur l'oreiller sans oser un moyen répressif que l'Assemblée aurait voté d'enthousiasme ; mais la Commission exécutive laissait dans son atroce nudité cette liberté illimitée de la presse. Le *Père Duchêne* en vint hautement à provoquer une prise d'armes.

Dans les premiers moments de la victoire du 15 mai rien n'eût été plus facile que de fermer les clubs; la garde nationale l'avait demandé; se vengeant elle-même de l'inertie du pouvoir, elle avait procédé avec violence à des mesures qu'il aurait mieux valu exécuter par la loi; l'Assemblée provoquée par le pouvoir, aurait supprimé ou réglementé les clubs. Rien ne fut fait. On se crut tranquille un moment parce que les clubs prudents suspendirent leurs séances afin d'éviter la réaction. Quelques jours après leurs séances furent reprises avec une rage bien plus grande : on n'avait plus ni M. Blanqui, ni M. Barbès, mais des adresses tendres et affectueuses, oiseaux voyageurs, allaient leur porter des consolations jusque dans la tour de leur souffrance, Une de ces adresses osait leur annoncer leur prochaine délivrance et le triomphe des doctrines qui avaient fait l'étude et le bonheur de leur vie; qu'on remarque bien que ces adresses étaient délibérées en club, signées des membres principaux et affichées librement sur les murs de Paris sans que la Commission exécutive osât la moindre poursuite. Il fallait souvent que la garde nationale se fît justice elle-même en déchirant ces placards au coin de chaque rue.

Les auxiliaires de ces clubs étaient les ateliers nationaux, et sur ce point la Commission exécutive manquait d'autant plus à son devoir que l'Assemblée en avait fait l'objet d'une étude et d'une résolution spéciales. Le but définitif de l'Assemblée, nul ne pouvait en douter, c'était la destruction de ces ateliers qui avaient complétement désorganisé le travail et étaient devenus depuis une armée, un corps électoral, un but de débauche et d'oisiveté à ce point qu'aucune autorité ne pouvait pactiser avec eux. Il fallait leur destruction ou bien celle des pouvoirs réguliers, de la société et du travail. Or la Commission exécutive et le ministre des travaux publics prolongèrent indéfiniment toutes les questions qui se rattachaient à ces ateliers. M. Trélat, esprit médiocre et de parti, au lieu d'aller à la racine du mal, s'en prit au sommet, et ce fut alors qu'il résolut cet étrange enlèvement de M. Émile Thomas avec les façons de la police impériale. On put voir combien était pleine de despotisme et de caprice cette école libérale du *National*, qui avait tant attaqué l'arbitraire du dernier gouvernement. Mais la violence exercée sur M. Thomas ne changea pas la nature intrinsèque de la question des ateliers nationaux.

Il parut évident à tous que la Commission exécutive voulait avoir sous la main ces mêmes ateliers turbulents que l'Assemblée croyait inutiles et dangereux.

Comment alors se faisait-il que l'Assemblée Nationale, si fortement en division avec la Commission ne s'en débarrassât pas au moyen d'un vote ? C'est une position qui souvent se rencontre en politique : on est en dissidence et pourtant on ne veut pas en finir dans la crainte de trop profondément compromettre une situation déjà embarrassée. Aussi chaque fois que la Commission exécutive vint demander un vote de confiance, il ne lui fut jamais refusé : par exemple la proposition fut jetée presque à l'improviste dans l'Assemblée d'accorder cent mille francs de fonds secrets par mois à la Commission exécutive, et cette somme fut votée sans aucune difficulté. Jamais pouvoir plus brouillon, plus insouciant et néanmoins mieux soutenu; l'Assemblée seulement se réservait l'examen sérieux des affaires, et les questions ne manquaient pas. La première de toutes, la plus importante, c'était la Constitution promise ; la Commission exécutive se hâta de la présenter sur les bases suivantes : une présidence,

une seule Assemblée, une seule élection, partout l'unité c'est-à-dire la dictature ; et l'on put voir déjà toute la différence de cette école républicaine unitaire, avec celle des États-Unis qui était la tempérance, la modération, le balancement des pouvoirs. De grandes commissions furent nommées pour examiner ce livre, le septième du même genre depuis soixante ans. Œuvre de M. Marrast, ce projet était précédé d'une de ces déclarations de principes sur les droits de l'homme, catéchisme toujours un peu rétrospectif que le premier pouvoir fort qui se constitue, met de côté à chaque nécessité de sa politique. Un gouvernement ne vit pas de principes philosophiques ; il n'existe que comme autorité pratique et d'application ; il n'y a jamais de principes absolus, si bien que lorsque la nécessité le commande, le pouvoir secoue bientôt les droits et les devoirs abstraits pour arriver à la dictature, et il fait bien. Une Constitution doit organiser au plus vite un gouvernement sur de forts principes, première nécessité : tout ce qui est en dehors est accessoire.

On en était aux théories constitutionnelles, et le ministre des finances arrivait à une quasi spoliation des propriétés. Après la retraite de

M. Garnier-Pagès, le singulier financier du Gouvernement Provisoire, le *National*, on l'a vu, avait mis un de ses écrivains à la direction du Trésor, M. Duclerc qui s'y était donné de larges coudées par ses théories de grand financier. Il n'y a aucun acte d'administration dont il ne faille pénétrer les tendances et l'esprit, or, tous les actes de M. Duclerc, et en cela en harmonie avec M. Garnier-Pagès, tendaient, peut-être sans le vouloir, au communisme radical : ainsi, s'emparer des chemins de fer, des assurances, réglementer un prélèvement sur les successions, l'impôt progressif, toutes ces mesures n'appartenaient-elles pas à l'idée socialiste modifiée? et maintenant si l'on remonte aux actes du Gouvernement Provisoire, on remarquera une désorganisation presque absolue du système financier dans un vain désir de popularité : abolition de l'exercice sur les boissons, abolition de l'impôt sur le sel, etc.

Aussi, et en présence des efforts constants du ministre pour relever les cours de la Bourse, la confiance ne revenait pas; depuis près d'un mois la rente ne variait pas de plus de 75 centimes. Il y avait beaucoup de capitaux, la Banque regorgeait

d'écus et il ne se faisait pas d'affaires; la cause en était d'abord dans l'absence absolue de confiance: on a beau s'agiter, elle ne vient jamais par les commandements de l'autorité; la confiance tient à mille fils qui se tissent, se coordonnent par des mains invisibles : le moindre souffle les dérange, le moindre souffle les rétablit; or, cette confiance était détruite et les mesures du Gouvernement ne pouvaient la rappeler. En vain M. Flocon, esprit bien au-dessous de sa tâche, proposait des augmentations de primes, des encouragements à l'exportation, les écus n'osaient se montrer parce que la peur était plus forte que les allèchements des bénéfices. La cause dominante de la désorganisation absolue de l'industrie, c'étaient les ateliers nationaux, dont l'Assemblée s'était si spécialement occupée; si la Commission exécutive l'avait voulu, depuis un mois les ateliers nationaux auraient été sinon dissouts, au moins très-restreints et appliqués surtout à des travaux éloignés, routes, canaux, défrichements, de sorte que leur dissolution se serait accomplie presque sans secousses.

Mais la Commission n'allait ni si vite, ni avec tant de rectitude dans une voie tracée. Elle avait comme organe et pour expression le ministre

des travaux publics, M. Trélat, qui, je le répète, n'avait su faire qu'un acte de violence : l'enlèvement de M. Émile Thomas. L'Assemblée continuait de manifester sa volonté pour la prompte dissolution des ateliers nationaux ; M. Trélat temporisait incessamment, et semblait traiter de puissance à puissance avec les chefs d'escouade affiliés aux clubs. Il y eut quelques mesures de prises, incertaines, incomplètes, qui ne firent qu'aigrir les esprits et soulever les ouvriers. On put remarquer un fait qui se produisait comme un fatal symptôme : plusieurs ateliers privés avaient demandé des ouvriers de divers états, et ceux-ci avaient préféré à l'honnête labeur, l'oisiveté parleuse et bruyante des ateliers nationaux. A ces résistances, qui avaient leur origine dans les clubs, M. Trélat opposait de simples mesures de récensement fort incomplètes ou bien des proclamations en style patriotique qui donnaient des espérances outre mesure pour un ordre prochain, la renaissance de l'industrie.

L'Assemblée Nationale avait désiré avec insistance le développement d'un système militaire qui pût donner à Paris une garnison considérable. La Commission exécutive, sur ce point n'avait pris

que des demi-mesures, les régiments arrivaient lentement, l'un après l'autre, malgré les efforts du général Cavaignac, nommé ministre de la guerre. La discipline était toujours admirable parmi ces belles troupes que le dernier gouvernement avait formées avec tant de zèle, et que les clubs n'avaient pu altérer. Un fait d'instinct se produisait dès l'arrivée de ces troupes à Paris, la réception enthousiaste que lui faisait la bourgeoisie (le vrai peuple, les honnêtes gens). Il fut convenu qu'on fraterniserait dans des banquets, officiers, soldats, gardes nationaux; on savait qu'on avait à défendre la cause commune, celle de la civilisation, et l'on se pressait la main pour une si belle pensée. On voulait que le soldat trop humilié pût enfin lever la tête avec une noble fierté. L'armée, trop longtemps abaissée devant une multitude ivre de sa puissance, avait besoin d'en finir avec le rebut de l'état social. Les banquets devinrent donc l'expression de cette haute et belle fraternité. De là ces attaques sourdes et répétées dirigées contre les banquets militaires, par le *Père Duchêne*, la *Vraie République*, et tant d'autres ignobles pamphlets.

Alors fut propagé, pour la première, l'étrange

prospectus d'un banquet à 25 centimes, destiné aux prolétaires comme contraste aux somptuosités et aux magnificences des banquets bourgeois : du pain et du fromage, de la bière devaient former le menu de ce frugal repas sur l'herbe, auquel assisterait chaque travailleur avec sa famille, au nombre de plus de cent mille. Tout ce qui rassemblait les hommes par grandes masses devait être le prélude d'une sédition ardente ; et, à ces esprits agités, qu'importaient les intérêts du commerce, de l'industrie lésée, que de telles démonstrations alarmaient ; gens à fanatisme ardent, ils jetaient des sentiments de haine dans toutes les classes, sans prendre garde au sang qui serait versé. Il y a dans les partis des esprits implacables ; pour eux la société n'est rien ; qu'elle périsse plutôt qu'une de leurs passions ou de leurs idées. Un moment calmes et dispersés après le 15 mai, les groupes s'étaient formés de nouveau au coin de toutes les rues, sur les boulevards, aux portes Saint-Denis et Saint-Martin. Là, c'étaient toujours les mêmes discussions reproduites sous mille nuances diverses : le salaire des ouvriers, l'organisation du travail, l'égoïsme du bourgeois, et surtout cet axiome incessamment reproduit de l'illégitimité de l'exploi-

tation de l'homme par l'homme. Tous ceux qui ont lu les règlements des sociétés secrètes ont dû remarquer qu'une de leurs prescriptions impératives était de diviser leurs affiliés sur chaque point de rassemblement de manière à ce qu'ils pussent enflammer les esprits, aigrir les cœurs et préparer d'ardentes prises d'armes; si la police de la Commission exécutive avait été bien faite, elle aurait suivi les traces de ces excitations, dont l'origine était dans les clubs; elle aurait vu qu'elles se liaient à un véritable complot, facile à prévenir et à réprimer sans grande effusion de sang. Mais cette Commission, qui demandait incessamment des votes de confiance, des fonds secrets de police, fermait les yeux comme pour ne point voir : on aurait dit que l'ancien Gouvernement Provisoire n'était point changé, et qu'on se ménageait toujours dans l'alternative du bien et du mal.

Sous le poids de cette situation, Paris était plongé dans la plus triste incertitude. Jamais nation n'était tombée dans une stupeur aussi lamentable; qui aurait reconnu la ville de l'élégance, du bon goût, de la littérature; qu'étaient devenues les académies, les réunions d'arts, de sciences, l'illustration du passé? qui alors aurait osé publier un

livre, ou concevoir un beau tableau, un objet de grande et gracieuse fantaisie; les théâtres s'ouvraient et malgré les efforts inouis des plus habiles acteurs, les places restaient vides. Musique, peinture, artistes, ingénieux ouvriers, tout était délaissé pour se précipiter dans le grossier instinct de la guerre civile : on ne se distinguait plus en français et étrangers, mais en bourgeois et prolétaires, en habits et en blouses ; nulle vente dans les boutiques, les équipages ne sillonnaient plus les rues de Paris et les boulevards. Il y avait du calme matériel visible à tous et cependant nul n'était rassuré sur l'avenir ; les transactions plus que jamais se trouvaient presque suspendues dans une alternative de crainte dans un avenir rapproché et sanglant.

Cet état des esprits eut encore un caractère plus grave à partir du 1er au 15 juin par suite de deux causes : celle dont j'ai parlé d'abord, la dissolution des ateliers nationaux, source active d'incessants désordres, puis l'élection à Paris de nouveaux Représentants, incident sérieux à cause d'un nom qui vint se mêler tout-à-coup aux débats, celui du prince Louis-Napoléon Bonaparte. Dans la politique, un nom est toujours la

personnification d'une idée, d'un système, et l'histoire doit sérieusement rechercher les causes qui donnèrent une si grande puissance à la candidature du prince Louis-Napoléon. Il est rare que la société n'ait le pressentiment des destinées qui se rattachent à une cause.

Le souvenir de l'empereur Napoléon avait deux significations immenses. Pour le peuple il exprimait l'idée de grandeur, de victoire et de conquête, aux temps de splendeur sous l'aigle déployé : et comme rien ne s'efface plus vite que les ravages de la guerre, il ne restait plus du souvenir de Napoléon que la grande épopée du Consulat et de l'Empire. Pour les esprits d'un ordre plus sérieux et plus élevé, le nom Bonaparte rappelait la reconstruction de la société et de la hiérarchie, un Gouvernement fort, une administration énergique, l'ordre et l'obéissance partout. Or, dans la société que nous avait faite la révolution de Février, n'était-ce pas une espérance que tout ce qui se rattachait à la pensée d'organisation ? Ceci explique donc naturellement l'existence et le développement d'un parti napoléonien, très-considérable dans la société française.

L'antagonisme entre ce parti et la révolution

agitatrice remontait haut, jusqu'au 18 brumaire. Bonaparte alors avait brisé, fractionné les Jacobins en deux grands partis; les uns il les avait assouplis, broyés à ce point d'en faire une noblesse; les anciens Montagnards s'étaient parfaitement accommodés du titre de gentilshommes; ils étaient devenus comte, duc, prince: témoin Cambacérès, Fouché, Thibeaudeau; les autres il les avait poursuivis, persécutés avec une fermeté si grande, que la société n'avait plus à redouter leurs manœuvres ou leurs doctrines perverses: qui pensait encore de 1810 à 1813 à la Révolution? Un seul parti était resté antipathique à Napoléon, c'étaient les utopistes de 1789 et les constitutionnels de M. de Lafayette; la haine était vive, et selon moi, l'Europe ne s'aperçut pas assez qu'en brisant la dictature de Napoléon en 1814, elle allait ouvrir une vaste issue à cette école énervante de la Constituante et de M. de Lafayette immédiatement en lutte avec la maison de Bourbon. Cet antagonisme entre l'école de 1789 et le pouvoir de Napoléon éclate surtout dans les Cent jours, sorte de réaction contre le 18 brumaire. Le parti Quinette, Fouché, Lafayette, arrache et brise l'épée de Napoléon.

De 1815 à 1830, la partie active des opinions

bonapartistes se place sous l'égide et la foi du vieux libéralisme ; les deux écoles se confondent, quoique profondément séparées ; ce n'est pas la première fois qu'en temps de lutte les ennemis se tendent la main pour attaquer un adversaire redouté. Le roi Louis-Philippe se rattache une portion de l'armée impériale ; les vieux généraux entourent sa personne, et comme ils aiment le pouvoir, ils le secondent loyalement jusqu'à sa chute qui fait table rase de tout antécédent. C'est alors que se présentent plusieurs idées en lutte ; le légitimisme s'efface et attend, l'orléanisme vient d'être vaincu d'une façon trop absolue pour n'être plus actuellement qu'une intrigue.

La véritable lutte est donc entre les deux forces réelles de la révolution française, l'idée napoléonienne et le désordre démocratique, et la société est avide d'un nom de pouvoir et de pacification ; où le cherchera-t-elle, si ce n'est dans le prestige de cet homme immense qui fit le 18 brumaire ! De là cette auréole qui entourait un prince grave de sa personne, sérieux dans sa pensée et qui récemment venait de donner en Angleterre le premier exemple du respect à la loi. Dans cette circonstance nouvelle, il faut dire qu'indépendamment du

parti bonapartiste très-considérable, il se cachait derrière lui le véritable parti dangereux, celui de la République rouge, habile, actif, menteur, car il savait prendre tous les masques : or ce parti n'ignorait pas la force de l'idée bonapartiste pour diviser la bourgeoisie, la garde nationale, l'armée; quand la confusion serait partout jetée, alors on ferait apparaître le drapeau de la République rouge sous la direction de MM. Blanqui, Barbès et Sobrier alors détenus à Vincennes.

On peut expliquer par cette tactique le nombre immense de voix qu'obtint le prince Louis Bonaparte, surtout dans les faubourgs de Paris, pour la députation. Il y eut sans doute un grand nombre d'électeurs qui crurent au triomphe possible et presque réalisé de l'idée napoléonienne; mais la majorité des voix données au prince Louis Bonaparte lui vint des ateliers nationaux qui obéissaient à une seule et même impulsion. Que pouvaient vouloir les ennemis de l'ordre, le triomphe d'une pensée de division et de trouble; que leur importait la cause ou le nom? Notre nation est si vive, si impressionnable que du jour au lendemain l'esprit public avait changé de face; toutes les conversations étaient sur le prince Louis Bonaparte : se-

rait-il admis ou rejeté par l'Assemblée? L'agitation était grande; on parlait d'arrestations, de lois d'exil, de conflits dans la garde nationale, et tout cela était fait comme à la main pour préparer des doutes, des défections, dans la bataille sociale; on prenait une renommée retentissante pour diviser les forces de conservation. Le véritable et grand duel n'était et ne pouvait être qu'entre un Gouvernement fort et honnête auquel tous les esprits sages se rallieraient actuellement et la République d'agitations et de menaces qui bientôt montrerait son drapeau rouge sur les barricades !

CHAPITRE SEPTIÈME.

DÉVELOPPEMENT DE LA DIPLOMATIE SOUS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE ET LA COMMISSION EXÉCUTIVE. — ÉTAT DE L'EUROPE. — PREMIER POINT D'ARRÊT AU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

Le système diplomatique de la révolution de Février s'était formulé dans plusieurs actes et documents auxquels l'Europe dès l'origine avait prêté la plus grande attention. La première c'était la circulaire de M. de Lamartine à ses agents, dont j'ai parlé déjà : on pouvait croire que dans l'enthousiasme d'une première victoire, les expressions n'en avaient pas été parfaitement réfléchies. Puis était venu l'exposé que le ministre avait fait de la situation au dehors, devant l'Assemblée Nationale, dans ce moment si difficile pour les gouvernements réguliers où l'insurrection éclatait partout victorieuse. Enfin ce qui parut parfaitement caractériser la politique nouvelle, ce fut un vote solennel de l'Assemblée qui posait à la fois la nationalité polo-

naise, la fraternité avec le peuple allemand et l'indépendance de l'Italie ; cela fut le résultat d'un vote commun et d'enthousiasme.

Avait-on bien réfléchi à toutes les conséquences de ces engagements qui bouleversaient d'un seul coup les traités et le droit public européen ? Les Assemblées sont en général fort étourdies et souvent incapables pour les questions qui se rattachent aux négociations européennes : déclarer par un seul vote la nationalité polonaise, c'était se séparer de la Russie. Le vœu déclamatoire d'un pacte fraternel avec l'Allemagne nous plaçait dans une situation très-équivoque avec la Prusse, la Saxe et la Bavière ; petits et grands États de la Confédération. Enfin une insistance positive pour l'indépendance de l'Italie, c'était évidemment la guerre avec l'Autriche. Le vote enlevé à l'Assemblée Nationale contenait tout cela, et l'on s'était laissé entraîner tout en protestant du désir de la paix. Les esprits enthousiastes ou fort limités pouvaient seuls croire qu'on pouvait ainsi concilier le désordre des idées et la paix des actions, antagonisme si dangereux.

Le caractère général des cabinets européens, c'est une grande patience en face des faits accomplis ;

ils ne se heurtent pas la tête d'une façon étourdie et folle contre les événements dont ils doivent subir momentanément la turbulence; ils en mesurent la portée, les tournent, les acceptent ou les modifient ; ils savent surtout la puissance du dégoût et de l'expérience pour les peuples quand il s'agit d'idées aventureuses; et ce qu'avait dit le comte Pozzo di Borgo (quoiqu'exprimé d'une façon pittoresque et vulgaire): « On doit laisser cuire une révolution dans son jus », ne sortait pas de la mémoire des homme d'État, comme axiome de grande pratique.

Un premier fait d'observation était acquis, c'est qu'il y avait une certaine masse d'idées bourgeoises et constitutionnelles en Europe; il fallait les accepter ou en faire voir la vanité pratique avec d'autant plus d'urgence qu'une école d'hommes sérieux croyait que le meilleur moyen de comprimer la révolution active, c'était de faire des concessions aux idées bourgeoises et constitutionnelles ; le roi de Prusse était à la tête de cette opinion que ne partageait pas le vieux parti européen. D'après les convictions du prince de Metternich, fruit d'une longue expérience, ces idées n'étaient qu'un moyen, qu'un masque emprunté par la révolution

pour s'emparer du pouvoir et de la société. Si donc quelques-uns des cabinets européens admettaient le gouvernement des idées mitoyennes, c'est qu'ils pensaient qu'une courte expérience démontrerait le peu de valeur des institutions représentatives; d'où cette autre conséquence : « Que l'Europe arriverait forcément à la répression militaire qui seule pouvait la sauver de la crise. »

Cette opinion avait surtout son origine et sa force dans le cabinet de Saint-Pétersbourg; l'empereur Nicolas depuis 18 années ne rêvait qu'un prétexte, un moyen d'imprimer cette tendance aux événements. Des Mémoires que j'ai sous les yeux constatent que les agens de la cour impériale de Pétersbourg n'avaient que deux points d'instructions principales : Démontrer 1° que la Russie n'avait aucune vue d'ambition personnelle dans la direction qu'elle indiquait; 2° que cette direction était la seule bonne, la seule d'une réalisation facile en recourant au loyal concours de l'armée. Ce système trouvait partout des obstacles, spécialement parmi les partisans de la constitutionnalité politique. L'empereur Nicolas était très-convaincu que tôt ou tard on arriverait à son système répressif rationnel, intelligent. Jusque-là on patientait;

et le roi de Prusse subissait bien des humiliations. L'opinion personnelle de l'empereur Nicolas était que ces incidents étaient indispensables pour réveiller l'esprit militaire très-engourdi en Europe pendant trente ans de paix. Son raisonnement était simple et logique : la population bourgeoise était comme enivrée du principe constitutionnel, il fallait la laisser s'en lasser. Comme ce principe était impuissant et faux par lui-même il ouvrait nécessairement une large porte à l'esprit révolutionnaire, perturbateur, capable d'effrayer les classes bourgeoises ; alors seulement paraîtrait l'élément militaire pour lutter partout : or les trois armées russe, prusienne, autrichienne comptaient des chefs d'une grande valeur et d'un dévouement incomparable : que trouveraient-ils le jour de l'action ? La bourgeoisie désillusionnée ou fatiguée, ne prêtant plus d'assistance à la révolution et demandant au contraire l'aide du pouvoir régulier ; les armées n'auraient plus qu'à lutter contre ces bandes de réfugiés, professeurs de barricades qui allaient de ville en ville grouper les éléments de résistance : ici la bourgeoisie, là les vieilles nationalités. En tête toujours le fier et turbulent Polonais.

L'esprit d'imitation entrait certainement pour beaucoup dans les mouvements populaires surgis en Europe, à la suite de la révolution de Février. Mais ces mouvements aidés par la propagande s'étaient presque partout affaissés sur eux-mêmes, le remède était arrivé de l'excès du mal ; à la grande excitation fiévreuse avait succédé un retour sur soi-même, un examen sérieux de sa propre situation et presque partout l'examen n'avait pas été favorable à l'idée révolutionnaire. Si le principe républicain s'était annoncé par la grandeur des hommes, le bonheur public, l'économie des finances, et la prospérité matérielle, il aurait progressé indéfiniment et la prophétie de Napoléon se serait peut-être réalisée : l'Europe serait devenu républicaine. Mais vraiment pour les peuples à tous les points de vue, y avait-il bénéfice dans le changement opéré depuis le mois de Février? le désordre, la ruine, la misère partout : sous quel auspice sinistre se présentait donc le principe offert à l'Europe comme un immense perfectionnement au bonheur social ? il faut attribuer à cette impression le retour plus ou moins actif des peuples aux lois naturelles des gouvernements réguliers. La perte de toute idée politique

ou sociale c'est son excès, et en général on ne sait pas s'arrêter.

La cause la plus immédiatement liée aux intérêts, à la diplomatie sérieuse de la France, c'était l'Italie et il fallait suivre les derniers événements accomplis pour en pénétrer et en juger le caractère. A l'extrémité de la péninsule, Naples venait de subir un violent retour vers le principe d'unité. Que le gouvernement s'appelle République ou Monarchie, il y a toujours une lutte inévitable entre l'ordre et le désordre, entre le principe gouvernemental et l'anarchie : à Naples le roi Ferdinand avait fait de réelles concessions ; les avait-il faites avec liberté d'esprit et de cœur, sans désir de retour ? c'est chose difficile à dire : il est simple que quand on a le pouvoir, on aime à l'exercer librement et lorsqu'on en abdique une portion il n'est pas étonnant qu'on le fasse avec regret. Je crois cependant que les circonstances agissent sur les hommes et que la nécessité fait loi ; si donc l'on s'était contenté à Naples, des institutions politiques concédées par le roi Ferdinand, ce prince aurait tenu sa parole royale. Mais le principe révolutionnaire n'a ni limites ni modération ; la première concession faite n'est que la cause et

l'origine de concessions nouvelles, et à la fin les pouvoirs quels qu'ils soient, doivent s'arrêter.

Le roi de Naples dans sa résistance, s'appuya sur deux éléments : le soldat et les lazzaroni ; le soldat avait conservé quelque chose de sa hiérarchie, de son caractère passif et obéissant, et il marcherait aux ordres de ses chefs; le roi Ferdinand avait passé sa vie à la formation d'une belle armée et il y avait réussi ; selon la vieille coutume de la maison de Bourbon, il avait capitulé des gardes suisses et il se trouvait en force pour résister à toute agression. Les lazzaroni, le vrai peuple de Naples, avaient conservé une religion vive et profonde pour la royauté et il suffirait que le roi cessât de protéger le parti libéral et bourgeois pour que les lazzaroni se précipitassent sur lui comme cela s'était toujours fait aux époques néfastes de la révolution italienne, lorsqu'en 1798 les Français avaient proclamé la République parthénopéenne. Il y eut donc à Naples une bataille de rues, des barricades élevées comme à Paris, la ville modèle; le parti révolutionnaire croyait y obtenir le même succès qu'à Palerme et il se trompa sur l'esprit et la force de la royauté et du peuple; l'armée fit son devoir : les lazzaroni se laissèrent aller à cet

instinct de rage qui est le caractère de la multitude; la puissance royale demeura triomphante. Il se fit de grandes clameurs dans le parti libéral, des plaintes ardentes s'élevèrent contre celui qu'on appelait le tyran et l'assassin du peuple; plus tard les gouvernements républicains eux-mêmes durent comprendre ces nécessités de répression par les armes. Naples sous la direction royale reprit peu à peu l'ordre, la richesse de ses jours paisibles. Il y eut bien encore des murmures au dehors par les fausses correspondances des journaux : on dit la Calabre en rébellion, des bandes isolées se montrèrent sur quelques points des montagnes, mais la royauté en tant que principe et le pouvoir en tant que force furent préservés.

L'insurrection sicilienne se liait trop à des intérêts anglais pour être aussi facilement comprimée ; on espérait en faire sortir un système mixte et correspondant à la double nécessité politique et commerciale. Mais en toute situation Naples n'était plus sous l'empire du principe révolutionnaire. Il y avait progrès vers l'ordre et l'unité; le roi Ferdinand voulait retenir la bourgeoisie dans les conditions du système constitutionnel tempéré par l'autorité royale. Plus tard il aurait

assez de force pour reprendre sa dictature et conquérir la Sicile.

C'est de Rome qu'était parti le premier mouvement insurrectionnel de l'Italie, et le pape Pie IX, souverain temporel, dut plus d'une fois se repentir de cette condescendance. Le Pape avait cru circonscrire l'idée de réforme dans certaines limites ; il n'en existe jamais avec les exigences révolutionnaires : si le Pape, comme le roi de Naples, avait voulu s'adresser à la partie véritablement démocratique de Rome, aux Transteverains et aux Contadini, il se serait débarrassé de l'infinie minorité révolutionnaire composée de réfugiés étrangers, princes, nobles, avocats. Pie IX répugnait à ces soulèvements de multitude qui auraient pu ensanglanter la ville éternelle ; il préférait temporiser, négocier avec les partis devenant chaque jour plus exigeants : ceux-ci trouvaient les concessions imparfaites et les bases de la Constitution pontificale trop restreintes. Un parti ingrat déjà s'élevait pour séparer le pouvoir spirituel du pouvoir temporel de la papauté, sans se souvenir que de la pensée de Pie IX était parti le mouvement libéral de l'Italie. D'autres encore, empressés d'altérer le caractère pacifique du pontificat, voulaient forcer le Pape à

déclarer formellement la guerre à l'Autriche, sans remarquer qu'on exposait à la fois Rome chrétienne à un schisme, et Rome politique à la domination souveraine de l'Autriche. Pie IX n'acceptait que cette succession d'idées : « La liberté chrétienne pour tous et le gouvernement libéral et temporel de l'Église avec une Charte écrite dans les conditions formulées par Louis XVIII : deux Chambres, un conseil d'État et l'administration laïque. » Le parti classique romain espérait mieux, car il voulait faire de la grande cité le centre de l'unité italienne avec une Assemblée Nationale qui s'adresserait à la grandeur historique de l'ancienne Italie. Au reste, l'exemple de Naples devait contenir quelque temps les patriotes exaltés à Rome, parce qu'ils savaient qu'au premier mot du Pape le bas peuple en finirait avec le parti révolutionnaire.

Toute la question pour l'Italie était dans les mouvements militaires de l'Autriche, qui se poursuivaient à travers mille précautions et au milieu de difficultés sans nombre; il est incontestable qu'avec la révolution pacifique qu'elle subissait elle-même, l'Allemagne ne pouvait porter en Italie ces masses qui, tant de fois depuis le XIe siècle, l'avaient domptée. Indépendamment de cette dif-

ficulté incontestée, il y avait d'autres motifs pour expliquer la lenteur des mouvements autrichiens ; le caractère essentiellement précautionneux du cabinet de Vienne y était pour beaucoup : que n'avait-on pas à espérer du temps? La révolution étrangère et bourgeoise qui soulevait l'Italie pouvait bien satisfaire les nobles instincts d'indépendance et de patriotisme, mais elle n'apportait pas le bonheur et la fortune : deux mois s'étaient à peine écoulés depuis la grande résurrection, que déjà l'Italie se couvrait de misères et de désespoir : Qu'étaient devenues les grandeurs et la fortune de Florence, Milan et Venise? dans ces cités naguère si paisibles, visitées par de nobles étrangers, on ne voyait qu'emprunt forcé, levées d'hommes et d'armes : ceux qu'on avait placés à la tête du Gouvernement Provisoire, ambitieux vulgaires, ou esprits intéressés, s'occupaient de leurs passions ou de leur fortune personnelle, et jamais l'esprit de lucre ne s'était plus profondément emparé de cette société qu'on disait régénérée.

J'ai déjà signalé deux tendances diverses qui divisaient l'esprit italien : la première rattachait la fortune de la patrie à la royauté de Charles-Albert et voulait ne plus faire qu'une nationalité autour

de la couronne de Savoie; le parti timide, modéré, se dessinait pour cette opinion qui donnait un sens et une portée à la guerre de l'indépendance italienne; en se plaçant sous cet étendard, on pouvait espérer un succès. Un autre parti penchait hardiment pour des idées plus avancées; un petit nombre pour l'utopie d'une République unitaire, un plus grand nombre pour le système du moyen-âge, réveil des morts : Venise avec son lion de Saint-Marc, Milan avec la Cisalpine plus moderne. De part et d'autre on ne pouvait s'entendre; on s'accusait de vendre la patrie à des intérêts ou à des fantaisies. Or, l'Autriche devait nécessairement profiter de ces divisions : pourquoi dès-lors hâter la marche de ses armées? Avec le temps et sa tendance naturelle, on parviendrait à comprimer tout ce mouvement italien, à le laisser s'évaporer en paroles et se dévorer lui-même. Ce n'est pas une fausse tactique que de laisser réprimer les excès par les excès; il n'y a rien comme la pratique d'un mauvais gouvernement pour en dégoûter; il peut même arriver qu'on reçoive comme un libérateur un système qu'on a expulsé comme une oppression. Pour ne point se presser, les armées autrichiennes avaient un autre motif : si elles avaient

marché rapidement sur Venise et Milan, au risque de se faire battre au premier moment de l'insurrection, elles auraient nécessairement appelé en France la question de savoir si l'on devait intervenir militairement. Le cabinet de Vienne n'ignorait pas la formation de l'armée des Alpes, et bien que le chiffre des soldats en campagne ne s'élevât pas à plus de trente mille hommes, il est évident que ces régiments d'élite jetés comme arrière-garde des Piémontais, devaient donner une nouvelle impulsion à la guerre. Mieux donc valait pour les Autrichiens attendre et agir lentement : qui sait la nature des événements qui pouvaient surgir en France? l'armée des Alpes pourrait être nécessaire à l'intérieur, et alors on reprendrait la Lombardie en une campagne.

La situation du roi Charles-Albert et des Piémontais dans cette guerre d'Italie était évidemment complexe; si la prise de possession du Milanais pouvait convenir à la maison de Savoie : à quel prix pouvait-elle l'obtenir? Nul ne savait mieux que Charles-Albert la politique patiente du cabinet de Vienne; la diplomatie ne comptait pas ici par années, mais par siècles, et si elle consentait jamais à prendre un arrangement, ce serait

une transition plus encore qu'une transaction. On parlait d'une indemnité d'argent en échange du Milanais, sous la médiation de l'Angleterre ; l'Autriche laissait tout dire, tout conjecturer, faisait même des avances, écrivait des projets, des propositions, parce qu'elle avait besoin de gagner du temps et de déployer ses forces.

Il y avait fatigue des esprits ; l'opinion républicaine en Italie perdait de son énergie et de ses premiers feux, groupée autour de Charles-Albert, qui lui-même laissait traîner la guerre sous le prétexte de siéges et de négociations. L'Angleterre conseillait de temporiser, car il arriverait une époque de lassitude pour tous ; si elle voulait quelque liberté pour l'Italie, elle n'aurait jamais souffert un changement radical dans les stipulations du Congrès de Vienne. En résumant donc la véritable situation de l'Italie, il y avait tendance vers une réaction monarchique à Naples ; l'opinion en majorité à Milan, à Venise, désespérée dans son ambition démocratique, appelait l'unité italienne sous Charles-Albert ; au demeurant, il y avait retour vers l'ordre, lassitude des opinions trop ardentes, misère des nations, et, par conséquent, regret d'une révolution qui avait secoué les exis-

tences publiques et privées. L'Autriche espérait avec le temps : sa diplomatie y avait toujours trouvé des éléments de succès.

Toutefois, et il ne fallait pas se le dissimuler, la situation de l'Allemagne était une des causes actives des lenteurs du cabinet de Vienne dans les affaires d'Italie : un premier fait acquis, c'est que le parti républicain restait désormais en dehors des conditions possibles de la victoire; partout en infinie minorité, chaque fois que seul il avait voulu prendre la direction des affaires, il était resté vaincu. A Vienne, cette question fort compliquée se rattachait aux formes et aux conditions de la monarchie ; Vienne était évidemment le siége du mouvement révolutionnaire qui agitait l'Autriche; les étudiants, les ouvriers des manufactures poussaient à d'incessantes agitations que cherchait à comprimer ou au moins à diriger la garde nationale ou civique; cette population, autrefois si oublieuse et si gaie, ne voyait pas que la révolution allemande allait lui enlever son influence : de quels éléments, en effet, se composait la monarchie autrichienne? d'une multitude de nationalités qui chacune avaient leur capitale ; Vienne n'était que par convention le siége du gouver-

nement qui pouvait aussi bien se transporter à Prague, à Presbourg qu'à Inspruck ; Vienne ne devait sa prépondérance qu'à la résidence privilégiée des empereurs. Si donc, pressée par les émeutes, la famille impériale quittait Vienne, que deviendrait la prospérité de la bourgeoisie et du commerce de ses habitants ?

A ce parti s'était arrêté l'empereur Ferdinand dans son conseil, résolu d'abandonner Vienne pour une des provinces de la grande monarchie : irait-on à Prague, à Presbourg, deux capitales trop agitées par les questions de nationalité pour offrir toute la sécurité désirable ? le débat des idées philosophiques s'était transformé en véritable prise d'armes ; les questions écrites dans les Revues d'Université avaient pris les proportions de la guerre civile ; l'empereur préféra se retirer à Inspruck, la capitale du Tyrol, par deux motifs : le premier, tiré de la fidélité héréditaire des Tyroliens et des preuves de dévouement qu'en toutes circonstances ils avaient données à la maison d'Autriche ; le second, de ce que le conseil siégeant à Inspruck, était plus près de l'armée en campagne dans la Vénétie. La bourgeoisie de Vienne fut profondément affectée du départ de l'empereur, car elle aimait les princes

de la maison régnante, et sans la cour, que devenait Vienne la joyeuse? Au fond de la question allemande, il y avait peu d'esprit républicain; on pouvait même dire que cet élément s'était dégagé d'une façon presque absolue pour devenir la préoccupation de quelques recteurs d'école : la question allemande se résumait dans la nationalité de l'Empire; en quelle main serait déposée la vieille couronne impériale? Par la force des choses, l'Allemagne était ramenée à la question traditionnelle et complétement historique sur le sceptre et la boule d'or, vieille comme le xe siècle.

La Prusse s'agitait beaucoup pour éloigner la maison d'Autriche de la couronne impériale, et à cet effet, elle voulait conquérir la popularité sur la Diète de Francfort, Assemblée assez arbitraire composée d'éléments qui se heurtaient, et du reste, facilement dominée par l'opinion générale de l'Allemagne. A Berlin on était sous l'empreinte d'une double tendance, l'esprit militaire et les passions des classes inférieures soulevées. Presque partout les dangers se présentaient les mêmes. On avait mis en action les prolétaires, et une fois en armes, la bourgeoisie avait à lutter avec eux; il n'y avait pas d'autre difficulté réelle dans la situation, et

déjà la bourgeoisie en était aux regrets de l'appui qu'elle avait prêté originairement à la sédition. C'était, on pouvait le dire, la seconde phase de la question sociale; la civilisation serait préservée le jour où la bourgeoisie reconnaîtrait le tort immense qu'elle avait eu de se séparer du pouvoir pour s'unir aux classes inférieures qu'il faut secourir, appuyer, élever, mais qu'il ne faut jamais rendre maîtresses des destinées d'un pays. Il y avait donc retour à Berlin comme à Vienne, vers les idées rationnelles d'un pouvoir régulier. La question allemande rentrait dans les proportions d'une juste prépondérance entre les deux cours de l'Autriche et de la Prusse, mêlée aux incidents, j'ai presque dit aux intrigues mutuelles de sept ou huit nationalités qui composaient l'Empire d'Autriche.

Il est assez curieux de voir l'attitude que prend de plus en plus la diplomatie française en présence de ces faits accomplis en Italie et en Allemagne. Les idées de M. de Lamartine, ses affections le portent vers la démocratie. A son influence succède celle de M. Bastide, esprit extrêmement lié aux habitudes républicaines; or, le parti qui représente ces idées en Italie, en Allemagne, est

en infinie minorité; il y a des esprits qui tracent un cercle autour d'eux, et leur horizon ne s'étend pas au-delà : ainsi M. Bastide ne comprenait que les agents de la propagande républicaine au dehors, comme M. Ledru-Rollin ne connaissait que les conspirateurs dans le choix de ses commissaires. MM. de Lamartine et Bastide repoussaient également le système de progression et d'agrandissement de la monarchie de Charles Albert, et c'est pour l'avoir soutenue que M. Mignet fut obligé de se retirer du poste des archives au département des affaires étrangères. En Allemagne M. de Lamartine fit des choix au moins aussi inconvenants, et le plus singulier d'entre eux fut celui de M. E. Arago, comme ministre à Berlin; esprit révolutionnaire, il était chargé de se mettre en rapport moins avec le gouvernement du roi qu'avec les clubs et les chefs des agitateurs. Il y eut quelques démonstrations bruyantes, à la suite desquelles il fut bien entendu que M. E. Arago serait rappelé. L'amitié de M. de Humbold pour le directeur de l'Observatoire, ne put obtenir qu'une reconnaissance conditionnelle de la République française par la Prusse. M. E. Arago trop connu comme démocrate, et pas assez comme

négociateur, resta parfaitement étranger au corps diplomatique. Telle était la tendance des choix de M. Bastide ; ses agents, il les nommait à la suite de vieilles impressions de sociétés secrètes et de camaraderies révolutionnaires, et ceci de la meilleure foi du monde. Or, ces agents allaient à l'étranger pour encourager le parti agitateur ; la plupart s'affiliaient aux clubs d'étudiants ou des prolétaires avec le dessein de renverser les formes du gouvernement établi. L'erreur de ces grands politiques improvisés en France, c'était de croire que l'Europe était républicaine et qu'il suffisait d'expédier un émeutier français pour entraîner tous les peuples à sa suite. N'est-ce pas avec cette pensée qu'avait été choisi M. Savoie, plénipotentiaire à Francfort ?

Tout le contraire se montrait alors en Europe où les tendances tournaient vers la réaction, c'est-à-dire vers l'unité du pouvoir : en Italie tout allait se concentrer dans les mains de Charles-Albert, le dictateur de ses destinées ; à Naples, le roi ressaisissait l'autorité souveraine ; en Allemagne cette autorité allait encore se centraliser par une sorte d'abdication de la Diète de Francfort aux mains de l'archiduc Jean, très-populaire : sur quel-

ques points se montraient des tentatives de désordre presque aussitôt réprimées. Mais la tendance générale était vers l'unité politique, quelle que fût sa forme. En Belgique, pays d'intérêts, on se trouvait parfaitement heureux d'avoir conservé le roi Léopold et la forme monarchique qui permettait le développement de la fortune publique, si bien que l'épreuve électorale produisit une majorité plus conservatrice que la précédente. Le procureur-général de la cour de Bruxelles poursuivit à la suite d'une investigation sérieuse l'affaire de l'échauffourée de Risquons-Tout, où la France républicaine et plus d'un de ses fonctionnaires se trouvaient sérieusement compromis ; l'idée monarchique était en progrès en Belgique, parce que les intérêts étaient pleinement satisfaits. Tout pays sérieux doit examiner quelle est la forme du gouvernement qui convient mieux à sa politique, et c'est à la majorité qu'il appartient de se prononcer souverainement.

L'Angleterre se rattachait aussi plus que jamais à l'idée monarchique, sous sa reine, pour combattre les partis radicaux qui s'attaquaient à la Constitution, si admirablement ordonnée dans ses pouvoirs. Il était à peine question du parti char-

tiste naguère menaçant, et de l'Irlande soulevée : l'aristocratie britannique, loin de se laisser atteindre par l'aspect désordonné de la révolution française, en avait tiré des leçons, et cet enseignement avait profité : Chambre des Pairs, Communes, clergé, noblesse, bourgeoisie, s'étaient serrés autour de la reine pour opposer une digue au torrent, et l'on y était parvenu par la seule force de la Constitution. De là, cette prospérité infinie de l'Angleterre, le progrès des fonds publics, le 3 °/₀ anglais s'élevant à des prix doubles du 5 °/₀ en France ; une telle abondance de numéraire qu'il ne trouvait pas de placement, tandis qu'à Paris la Banque continuait de refuser l'échange de ses billets. Une riche émigration venait à Londres de la France et de l'Allemagne ; là accouraient les artistes peintres et musiciens ; l'Angleterre cherchait à nous enlever le secret de nos industries, et les mains habiles qui les mettaient en œuvre ; les chemins de fer qui devaient faire de Paris un si grand centre, servaient au contraire à le dépeupler. L'Angleterre était donc plus que jamais éloignée d'une révolution ; seulement un point l'inquiétait, ses journaux en avaient le pressentiment et en discutaient la possibilité : Paris lui faisait peur. Les Anglais considé-

raient cette grande cité comme sous la pression inflexible des ouvriers ; la fatalité de cette situation devait être une lutte sanglante, inévitable entre la classe bourgeoise et les travailleurs : si les ouvriers étaient vainqueurs, quelle violente commotion le monde n'en éprouverait pas, et l'Angleterre, pays de manufactures en particulier ? Le triomphe des prolétaires sur un point devait être le signal d'une solennelle victoire, terrible cataclisme dont l'Angleterre ne se serait pas relevée. De là, ce regard attentif que la politique anglaise portait sur nos propres affaires.

En Espagne, l'esprit dictatorial triomphait sous la jeune reine et le général Narvaez à ce point qu'on pouvait parfaitement garder l'état de siége ; un pouvoir peut toujours quand il veut ; en vain les feuilles révolutionnaires déclamaient contre la dictature souvent le seul moyen grand de sauver les sociétés de mille périls ; le pouvoir militaire est toujours honorable, généreux, parce qu'il est fort et qu'il n'y a que les faibles qui se sauvent par les mauvaises actions. Depuis le coup d'État contre les journaux, la paix publique était rétablie à Madrid alors en pleine sécurité. On voyait les intérêts se grouper autour de la force ; elle est leur sécurité

et leur avenir. Chaque jour les journaux français annonçaient des révolutions à Madrid, grand mensonge destiné à favoriser la révolte; ils parlaient aussi de mouvements carlistes, de bandes qui s'agitaient sur les Pyrénées : Madrid comme Lisbonne et Naples, n'était paisible que depuis la proclamation du gouvernement absolu qui seul convient aux mœurs, aux habitudes de ces populations; ce que n'avait pas compris l'étrange diplomatie de M. Bastide. Depuis le 24 Février, elle prenait la population à rebours. De ce qu'un petit nombre d'intrigants et de brouillons désiraient la République à l'étranger, ils concluaient du particulier à l'universalité, et voilà pourquoi cette diplomatie n'avait d'influence ni par les hommes, ni par les idées : la France s'isolait de la politique générale des traités réguliers pour s'abandonner à la propagande.

L'habileté de la cour de Saint-Pétersbourg profitait de ces préoccupations révolutionnaires d'une portion de l'Europe pour grandir son influence en Orient et sur le Midi; l'avantage d'un gouvernement stable et régulier, c'est d'avoir des traditions et de suivre un plan originaire dans tous ses développements : ce qu'on a voulu un jour, on le

veut le lendemain, et par ce moyen on agglomère tous les éléments d'un système. A chaque révolution de la France, la Russie avait acquis des populations et des frontières; elle se disposait à suivre la même ligne. Territorialement très en dehors de l'agitation révolutionnaire, elle en profitait pour accomplir ses vieux projets : le mouvement de 1830 lui avait donné la Pologne, désormais confondue dans le vaste Empire russe; l'agitation républicaine de 1848 devait lui assurer une plus grande autorité sur les provinces Danubiennes; tandis que les populations françaises et allemandes usaient leur temps et leurs forces dans l'examen de questions oiseuses de politique et de gouvernement, la Russie accomplissait son grand rôle.

Voici ce qu'il y avait de plus triste dans la situation extérieure que nous nous étions faite en Février : le pays n'avait ni force, ni alliance, ni considération possible à l'extérieur : je ne parle pas seulement du triste personnel de notre diplomatie si hautement attaquée par l'esprit excentrique de M. de Boissy, n'est-ce pas une plaie de toutes les révolutions, et celle-ci, plus qu'une autre, avait été stérile en hommes capables et de considération; ce que j'entends dire, c'est la double

impossibilité d'une alliance ou d'une intervention armée. Une alliance suppose une certaine conformité de principes; il est vrai que M. Béranger, le poète avait rêvé la sainte-alliance des peuples, mais toutes les petites niaiseries de propagande étaient à leur terme, le manifeste de M. de Lamartine était demeuré sans but comme une déclaration phrasée.

Restaient donc les alliances positives, et celles-ci ne pouvaient s'accomplir qu'avec les Monarchies ou les Républiques : 1° Auprès des Monarchies nous n'obtiendrions jamais ni les affections, ni les sympathies; nous déclamions contre les rois, les aristocrates et même un peu contre les classes bourgeoises. On pourrait bien ne pas nous faire la guerre, mais s'allier avec nous, jamais. Nous étions isolément jetés au milieu de la grande famille européenne : 2° Avec les Républiques? il n'en existait qu'une seule en Europe, la Confédération helvétique, et plusieurs en Amérique dont le gouvernement modèle était les États-Uunis. Mais indépendamment de ce que ni les Suisses, ni les Américains n'étaient des alliés fidèles et absolus, il y avait encore une considération puisée dans le caractère même de la révolution de Février 1848. Cette révolution n'a-

vait pas pour but unique de remplacer la forme monarchique par l'idée républicaine : ce qui n'était au fond qu'un changement de surface ; elle avait aussi la prétention d'être démocratique et sociale, c'est-à-dire de changer d'une façon absolue les bases de l'ordre propriétaire. En France, c'était moins d'une République que d'une révolte de prolétaires qu'il s'agissait ; or, un tel système menaçait aussi bien la République que la Monarchie, les États-Unis que l'Angleterre ; tous les gouvernements qui avaient des manufactures et des classes bourgeoises devaient repousser la révolution terrible qui agitait notre malheureux pays.

Il n'y aurait donc point d'alliance possible : en serait-il de même pour l'intervention armée ? La France devrait nécessairement s'en abstenir. A moins de ces désordres conquérants qui jouent l'existence d'un État dans une campagne, il faut deux conditions essentielles pour faire mouvoir des armées : de bonnes finances et un état social assez paisible pour permettre la disposition libre des troupes. C'est précisément ce qui manquait à la révolution de Février : les plus tristes opérations avaient appauvri le Trésor ; la petite armée d'observation des Alpes avait coûté plus de 55 mil-

lions, et il fallait 20 millions encore pour lui faire franchir la frontière. D'ailleurs, dans l'état agité des esprits, lorsque la révolte à main armée éclatait dans les cités, pouvait-on disposer des régiments à l'extérieur? Il fallait des camps militaires autour de chaque grand centre de populations : soixante mille hommes étaient nécessaires à Paris pour réprimer la guerre sociale : trente mille hommes à Lyon, dix mille à Rouen, à Marseille; nulle part la garde nationale n'était suffisante; car l'état social en France était profondément ébranlé. La lutte allait s'engager dans des conditions telles que toute l'attention des cabinets était fixée sur Paris.

Pour se faire une juste idée de l'état général de l'Europe, il faut dire que le principe de la bourgeoisie révolutionnaire était presque partout encore en progrès, mais en lutte aussi avec la démocratie pure qui visait à la réalisation d'une République allemande ou italienne. L'habileté consistait à maintenir ce sourd combat et à ménager encore la bourgeoisie, jusqu'à ce qu'elle fût parfaitement convaincue que la révolution en voulait aux formes sociales pour les ébranler. De là ces concessions de Diètes, d'Assemblées représentatives,

partout saluées par la bourgeoisie, à Berlin, à Vienne, à Francfort. Toutes composées de professeurs démocrates, de littérateurs, ces Assemblées devaient se laisser assourdir par le parti républicain, le suivre un moment pour s'en dégoûter ensuite. La démocratie pure était en si faible minorité! Ce que voulaient les gouvernements, c'étaient de longues temporisations qui pussent assurer leurs moyens de résistance. Ainsi, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, bien qu'en définitive la force militaire fût restée maîtresse de Berlin, accorda le principe d'un large Parlement sur les bases du suffrage universel à plusieurs degrés.

Ce qui doit plus étonner encore, ce fut de voir l'Autriche elle-même, cette puissance si réfléchie, indépendamment de l'adoption d'un Parlement à Vienne, adhérer, pour le moment au moins, à ce que l'on appelait l'Assemblée de Francfort. Les rêveurs de l'unité allemande, les historiens, les poètes s'étaient groupés autour de cette Assemblée qu'ils avaient placée comme tradition au milieu de tous les souvenirs de Charlemagne. On avait tant écrit sur la nationalité et l'unité germanique, que les utopistes avaient pensé que le jour était venu d'avoir une seule Assemblée comme dans l'antique

Hellénie, pour délibérer sur les intérêts généraux. Le roi Frédéric-Guillaume caressait cette idée ; on lui prêtait les projets ambitieux de s'emparer de la couronne impériale. J'ai la certitude qu'après l'événement lugubre de Berlin (l'insurrection sanglante du mois de mars), les pensées du roi étaient entièrement changées. S'il caressait l'Assemblée de Francfort, c'est qu'au moyen de cette Assemblée dont la majorité était médiocre et modérée, il espérait dominer le Parlement de Berlin, qui n'était, selon les unitaires, qu'une partie dans le tout de la nationalité germanique.

Dans cette même pensée, le cabinet de Vienne avait poussé à l'élection de l'archiduc Jean, comme vicaire du nouvel Empire allemand ; prince d'un esprit très-ordinaire, compromis par un mariage morganique de très-basse extraction, il plaisait par ses manières à la classe bourgeoise. La création d'un Empire allemand était une pensée sans réalisation possible ; on le savait parfaitement à Vienne et à Berlin ; mais comme une grande partie de la population lettrée avait fait des livres ou écrit des théories sur ce thème vulgaire, il fallait en tenir compte ; on temporiserait à Francfort ; on ferait naître des difficultés jusqu'à ce qu'on pût

ressaisir la victoire. D'ailleurs à Vienne comme à Berlin, pour lutter contre les Assemblées particulières, n'était-il pas habile d'invoquer les droits de la grande Diète de Francfort? les hommes d'État voulaient enfin dégoûter d'une façon absolue la classe bourgeoise des idées françaises sur la souveraineté populaire et la représentation politique par des Assemblées permanentes.

Deux seuls éléments paraissaient assez considérables pour lutter contre la fantaisie révolutionnaire: la puissance militaire, l'esprit des nationalités, et pour les faire agir avec vigueur, il fallait d'abord en séparer les idées bourgeoises, les rendre neutres et favoriser leur retour à l'ordre par l'aspect des projets révolutionnaires. Dans chacune des Assemblées il y avait une minorité audacieuse qui, poussée par les réfugiés, les écoliers d'Université, les professeurs insensés ne rêvaient que démocratie. Tôt ou tard, par la force des choses, cette minorité, en poussant les choses à l'extrême, effrayerait la classe bourgeoise, qui n'aurait alors d'autre abri que de se placer sous la protection des royautés européennes. Il y avait dans tous les hommes d'État un calme, une tempérance remarquable; rien de brusque; ils espéraient tout

du temps, de la fatigue des uns et de l'impatience des agitateurs.

La force militaire que les gouvernements voulaient opposer à l'esprit des révolutions, était composée de deux éléments bien distincts mais également considérables. Les généraux et les officiers appartenaient à des classes élevées dans la société, à l'esprit gentilhomme, et tous ne demandaient pas mieux que de faire une campagne contre les idées révolutionnaires: ils y mettaient du dévouement et une vive ardeur, depuis les plus vieux généraux jusqu'aux plus jeunes officiers. Les hommes d'État avaient besoin de les retenir afin de réaliser l'idée fondamentale de leur politique, c'est-à-dire corriger la bourgeoisie de ses tendances représentatives et parleuses, pour la ramener aux vieilles conditions de respect et d'obéissance envers les maisons régnantes; l'autre partie de la force militaire se composait de soldats passifs et choisis dans des classes rustiques que de fausses idées de rébellion n'avaient pas corrompues. Il y avait donc pour la monarchie un grand élément de force dans une armée qui embrassait à la fois l'esprit gentilhomme et la vieille foi du peuple envers le souverain; il en résultait nécessairement, dans un

temps donné, le retour salutaire d'un gouvernement de gentilshommes et de soldats, le seul qui pût retremper la société moderne dans les conditions de l'honneur et de la force.

A l'unité allemande, symbole révolutionnaire, les hommes l'État conservateurs opposèrent l'idée historique des nationalités distinctes. Puisqu'on pénétrait jusqu'aux entrailles des origines, aux couches diverses de la population, on trouvait entre l'Elbe, le Rhin et le Danube, des races diverses et souvent hostiles, les Bohêmes, les Maggyars, les Croates, les Serbes, les Transylvains, les Esclavons, les Slaves, les Valaques; toutes ces familles ne pouvaient-elles pas prétendre à la nationalité comme la race allemande? de quel droit, par exemple, les Maggyars prétendaient-ils dominer les Croates et les Roumains? où existait la charte qui constituait leur souveraineté? Les hommes d'État de Vienne comprirent donc tout le parti qu'ils pourraient tirer de la race slave vigoureuse et primitive contre l'aristocratie des Maggyars corrompue par l'esprit des révolutions et affiliée à toutes les propagandes européennes.

C'est dans ce double sens qu'agissaient toutes les forces, toute l'activité de la diplomatie russe, à

Vienne, à Berlin; l'empereur Nicolas faisait dire incessamment qu'il était prêt pour une action vigoureuse ; depuis 1830 il s'y était préparé, parce que, seul des princes de l'Europe, il n'avait vu dans la monarchie révolutionnaire de France, qu'un point d'arrêt que le torrent emporterait tôt ou tard. L'empereur avait besoin de convaincre d'abord l'Europe, qu'aucune vue ambitieuse ne dirigeait sa politique : « Il avait assez de terres et de sujets ; mais en face d'un ennemi aussi visible, aussi implacable que l'esprit révolutionnaire, ce n'était pas trop que d'unir toutes les forces sociales ; en conséquence, l'empereur Nicolas offrait de mettre en campagne une armée de 250 mille hommes, et par une exception à tous les usages reçus dans les guerres européennes, cette armée serait entretenue et payée par l'argent russe. »

Cette offre fut parfaitement accueillie par le parti militaire à Vienne et à Berlin, et un plan d'opérations fut dès ce moment dressé ; le vaste Empire russe était menacé par l'esprit révolutionnaire sur deux points principaux : au midi par la Valachie et la Moldavie, et à son centre par la Gallicie; le plus pressé était donc d'éteindre ces deux foyers où les agents de la propagande avaient pénétré avec une

activité sans pareille. La Moldavie et la Valachie, pays riches de toutes choses, se divisaient en deux classes de population : les boyars et les paysans; parmi les boyards, quelques-uns, élevés à Paris, jeunes et affiliés à la propagande, avaient apporté les idées de démocratie et de République; les autres, fidèles aux traditions, admettaient à la fois, selon les traités d'Andrinople et d'Unkar Skelessi, la suzeraineté de la Porte-Ottomane et le protectorat russe. Quant aux paysans, ils n'avaient ni les opinions, ni les principes d'une politique assez avancée pour comprendre la fin dernière d'une révolution qui n'améliorait pas leur condition matérielle et sociale, plus que celle des paysans de la Gallicie et de la Hongrie.

Le cabinet de Pétersbourg avait donc résolu d'attaquer la révolution moldave et valaque, et pour rester dans le droit général, il s'était adressé à la Porte-Ottomane; ce qu'il devait prouver c'est que loyalement déterminé à la répression, il ne prétendait pas grandir ses droits sur les provinces danubiennes; il n'avait ni l'ambition de conquérir, ni celle de posséder. De quoi s'agissait-il au fond? de lutter contre un projet démocratique qui blessait aussi bien les droits de la Porte-Ottomane que ceux

de la Russie. Le but des insurgés bien connu, était le renversement de toute autorité légitime. Quant à l'occupation, la Russie offrait qu'elle fût simultanée et temporaire : « La démocratie de Paris pouvait un moment caresser le Divan, mais le but définitif de toute révolution n'était-il pas la destruction du principe d'autorité ? » De l'échange de ces notes résulta le renouvellement de l'alliance offensive et défensive entre les deux gouvernements. Il fut convenu d'agir avec simultanéité, et le contingent de la Porte, en cas de guerre européenne fut fixé à cinquante mille hommes.

Cette attitude prise envers les provinces valaques, la Russie offrait de la prendre également à l'égard de la Gallicie, et un peu plus tard de l'Allemagne toute entière. Ici de plus grandes difficultés existaient : le parti révolutionnaire, très-puissant en Germanie, avait semé au cœur des populations, et surtout de la classe moyenne et lettrée, l'opinion, que la plus grande ennemie de l'Allemagne c'était la Russie ; que ce cabinet était si formidable, qu'il n'y avait plus qu'un seul moyen de combattre son influence ambitieuse, c'était de s'unir avec la révolution française. Cette opinion, on cherchait à la répandre à Berlin, à Vienne, à

Munich, à Stuttgard, comme sur les bords du Rhin, et la Russie prenait un soin extrême pour la détruire; si elle avait convaincu les cabinets eux-mêmes, il fallait y parvenir également à l'égard des populations ; de là ces manifestes et ces circulaires que le comte Nelselrode faisait publier dans toutes les feuilles germaniques, afin de bien persuader le peuple allemand, très-susceptible sur sa nationalité : « Que la Russie ne voulait ni s'agrandir par la conquête, ni s'immiscer dans les transformations intérieures de chaque État, bien entendu que le cabinet se réservait de les reconnaître ou de s'abstenir de tout rapport, selon le droit diplomatique. » La Russie mettait un grand prix surtout à se placer à la tête du parti militaire en Europe contre le système des Assemblées représentatives, et c'est en ce sens qu'elle agissait à Vienne et à Berlin.

La Prusse ne cessait d'être occupée de ses questions intérieures. Le roi Frédéric-Guillaume, à la tête de forces militaires imposantes, aurait pu en finir par un coup vigoureux ; l'opinion des hommes sages de son conseil, et son propre avis à lui-même, était de ramener la bourgeoisie à la couronne par l'aspect des agitations révolutionnaires ; Berlin était le rendez-vous de tout ce que l'Allemagne

comptait de démocrates : légions académiques, réfugiés polonais ; on avait essayé de proclamer la République à Berlin ; pourquoi ne le tenterait-on pas une fois encore? C'est alors seulement, que la couronne appuyée fortement sur la fidélité de la bourgeoisie, pourrait enfin secouer le principe perturbateur ; en attendant, le cabinet de Berlin louvoyait. C'était pour plaire à l'Assemblée de Francfort, et répondre à l'idée d'unité de l'Allemagne, que la Prusse avait engagé la guerre du Slesvig Holstein, et le roi Frédéric-Guillaume mettait une grande chaleur à soutenir une idée qu'il savait bien d'une réalisation impossible, celle d'un seul Empire avec la couronne d'or ; le parti révolutionnaire poussait à ce but, afin de diviser profondément la Prusse et l'Autriche. Et par qui serait donc reconnu le pouvoir central allemand? La Saxe, la Bavière, le Hanovre, salueraient-ils un empereur d'Allemagne dont le système de Napoléon les avait heureusement délivrés?

L'Autriche laissait tout faire, tout dire, sans prendre part à ce qu'elle croyait des fantaisies dangereuses pour l'Allemagne ; elle savait que sur son sol, les deux races les plus révolutionnaires, c'étaient les Allemands et les Maggyars, et son système

très-arrêté, fut de leur opposer les nationalités primitives et puissantes, telles que les Bohêmes, les Croates avec des chefs nationaux, Windisgraëtz, Jelachich. Avant de quitter l'Autriche, le prince de Metternich avait conseillé d'agir lentement, de temporiser jusqu'à ce qu'on fût en mesure d'en finir vigoureusement. L'Autriche multipliait ses levées, avec cette persévérance, cette activité toujours reconnue depuis 1807. La Russie lui faisait dire : « Allez en avant, je vous réponds des provinces polonaises. » Et ce conseil s'appliquait spécialement à la guerre d'Italie dans laquelle le roi de Sardaigne était intervenu d'une manière brusque, inattendue.

La position qu'avait prise le feld-maréchal Radetzki entre Mantoue et Vérone, avec les avant-postes à Peschiera, était inattaquable, et, en massant ses renforts, le feld-maréchal pourrait se précipiter quand il le voudrait dans les plaines du Milanais, vastes risières sans défense. En attendant, les Lombards, à peine délivrés de la domination autrichienne, se jetaient, comme je l'ai dit, dans les disputes et presque la guerre civile : il y avait un parti républicain, un autre très-prononcé pour la formation d'un royaume du nord de l'Ita-

lie sous l'épée du roi Charles-Albert de Savoie. En attendant la solution de ces débats, un Gouvernement Provisoire s'était établi à Milan, tyrannique, oppressif, sans probité et sans dignité. L'Autriche laissait ainsi s'user des forces si mal unies, jusqu'au jour où ses armes prendraient une rude initiative. Le corps diplomatique de M. de Lamartine était si médiocre, si profondément incapable, qu'il prit au sérieux des propositions qui alors furent faites par quelques membres du cabinet de Vienne sur la possibilité d'une cession de la Lombardie moyennant une indemnité d'argent ; comme si l'Autriche se serait jamais séparée définitivement du plus beau joyau de sa couronne, comme si elle n'aurait pas soutenu vingt guerres avant de consentir à cet abandon ! Comment le corps diplomatique de MM. de Lamartine et Bastide ignorait-il le traité de mutuelle garantie des trois puissances pour s'assurer l'intégralité de leurs États ?

Le corps diplomatique de la révolution prenait des informations aux sources les plus passionnées, ou les plus niaises : composé de réfugiés, de propagandistes, il n'était admis nulle part que dans les clubs ou auprès des chefs de barricades : les hommes sérieux des cabinets européens se cachaient de

ces singuliers envoyés, déclamateurs médiocres, tirés des sociétés secrètes. M. de Lamartine ne savait même pas le dernier mot de l'Angleterre, avec laquelle pourtant on semblait marcher d'accord. Que disait lord Palmerston dans l'intimité de M. de Metternich à Londres? « Nous nous sommes unis avec la France pour empêcher les premières folies de cette démocratie turbulente; l'Angleterre l'a prise en tutelle pour amuser cet enfant terrible qui s'agitait des pieds et des mains; en agissant pour son compte, nous avons fait passer ses passions, ses griefs, ses plaintes à travers le calme de nos intérêts; pour assurer le respect des traités, l'Angleterre vous aidera toujours; nous resterons avec la démocratie française pour la contenir; le jour qu'elle voudrait se séparer de ses étreintes, nous serions avec vous. » Ainsi était l'Europe lorsque tant de mauvaises passions fermentaient encore au sein de la société française.

CHAPITRE HUITIEME.

CAUSES DE LA GUERRE SOCIALE DE JUIN 1848.

Les hommes appelés à gouverner les sociétés témoignent, en général, trop d'indifférence pour les doctrines quand elles ne se transforment pas en actes; il semble que la région des idées doit leur rester étrangère, et que la pensée n'a pas de prise sur l'esprit des peuples. La licence de la presse, depuis Février, n'avait pas de limites; et aucun pouvoir n'osait dire qu'elle était un mal, aucun n'avait assez de force pour tenter une mesure de répression. On laissait donc tout aller au gré des mauvais instincts : l'un disait hautement que la propriété était un vol; l'autre déclamait contre l'égoïste bourgeoisie et les souffrances du pauvre peuple. Les agitateurs qui préparaient un mouvement, avaient un seul but : créer des inimitiés profondes entre le peuple et la bourgeoisie; celle-

ci commençait à sentir une certaine humiliation à se voir sous l'autorité absolue des prolétaires, et à mesure qu'elle voulait la secouer, le peuple souverain en éprouvait de la colère. Le vice profond venait de ceux qui avaient proclamé cette souveraineté en caressant les mauvais instincts de la multitude.

Il fallait pénétrer dans les ateliers nationaux pour voir combien le mal était invétéré. Avec l'oisiveté et la direction mauvaise de travail, il y avait d'incessantes prédications des doctrines les plus perverses; de là partaient les déclamations contre les riches et les heureux du siècle; ceux que la société entière nourrissait par un accroissement d'impôts, par les sacrifices les plus extrêmes, souvent le ventre au soleil, ou bien la tête penchée sur un jeu de loto ou de cartes, tenaient compte de ces sacrifices en dénonçant les propriétaires, les banquiers, marqués en encre rouge. Il n'était pas rare, lorsqu'un homme un peu bien vêtu passait près des ateliers nationaux, de le voir insulter, menacer par les citoyens travailleurs, dictateurs réels de la société parisienne. A moins de supposer la subversion de toute société, un tel état de choses ne pouvait durer; nul pouvoir régulier ne

devait le souffrir, et comme les ateliers nationaux avaient le sentiment de leur inévitable dissolution, ils faisaient entendre des murmures; divisés en brigades, avec des drapeaux, ils formaient comme une troupe armée en pleine disposition pour le combat : car le Gouvernement Provisoire, plus d'une fois, avait compté sur eux et les avait appelés à son aide. Aujourd'hui on voulait disperser les janissaires de la République; il y aurait une lutte nécessaire, sanglante, comme à Constantinople lorsque les sultans voulurent se débarrasser de la troupe sacrée, les janissaires aussi sorte de travailleurs armés.

Déjà des préparatifs étaient faits et des annonces répétées : sous prétexte d'opposer la frugalité d'un repas de prolétaire à ce qu'on appelait les orgies de la garde nationale, le journal le *Père Duchêne* annonçait toujours son banquet à vingt-cinq centimes, en famille avec femme et enfants, et les meneurs comptaient sur les listes de ce banquet, comme sur un moyen de dénombrement. Aux yeux de tous, ce banquet devait être l'occasion d'un grand conflit, et, faut-il le dire, dans l'état d'irritation où l'on était parvenu, il était fort difficile de l'éviter. Les cœurs étaient depuis longtemps bles-

sés; la garde nationale chaque jour insultée, désirait montrer que cette bourgeoisie était digne de porter l'uniforme, et les prolétaires égarés disaient qu'il fallait en finir avec l'Assemblée et la garde nationale. Tous n'avaient pas les mêmes desseins, un grand nombre croyaient de bonne foi travailler pour la République démocratique et sociale, mot vide de pensée et qui n'avait pas de sens déterminé; les autres désiraient le partage des propriétés, et enfin (et par un sentiment honorable pour l'humanité) je crois qu'un très-petit nombre désiraient le pillage; ici pourtant expliquons-nous (un pillage turbulent, non) mais un pillage organisé le lendemain de la victoire, par un impôt immense sur le riche, le milliard demandé par M. Barbès à la tribune nationale le 15 mai.

La première qualité d'un gouvernement chargé de la police sociale, c'est l'instinct, et il était impossible de ne pas voir la véritable tendance des esprits. A chaque prétexte éclatait une sorte d'émeute : on avait vu, depuis le 4 juin, les places inondées de prolétaires; des tentatives de barricades même déjà avaient été faites; l'Assemblée était gardée militairement; jamais, on peut le dire, on ne s'était mieux attendu à un coup de main; il

était prévu, annoncé. Chaque soir se renouvelaient ces sinistres clubs en plein vent sur la voie publique : les portes Saint-Denis et Saint-Martin voyaient toujours l'affluence qui préparait l'émeute : des troupes d'enfants hideux à voir, corbeaux des guerres civiles, parcouraient les boulevards aux cris de : *vive Barbès, vive Blanqui*, les prisonniers de Vincennes. A ces cris s'en mêlaient d'autres depuis deux jours, qui se rattachaient à la position des ateliers nationaux. L'Assemblée avait ordonné, sinon la destruction complète, au moins la meilleure répartition des labeurs : le travail à la tâche, l'éparpillement des ouvriers sur le territoire français, partout où le besoin de travaux se faisait sentir. Ces départs étaient ainsi organisés par escouades ; une décision également du Comité des travaux publics avait déclaré que tout ouvrier des ateliers nationaux de dix-huit à vingt-cinq ans, célibataire, serait obligé de prendre du service dans l'armée.

Rien n'était plus juste ni plus simple ; eh bien, les brigadiers avaient annoncé la vive opposition que ces mesures rencontraient parmi les ouvriers : l'État devait donc salarier cent vingt-cinq mille travailleurs et constituer une grève permanente ?

Les mécontentements se traduisaient aussi en cris séditieux ; dans les ateliers on disait hautement : « Qu'on ne partirait pas : quitter Paris, c'était le livrer aux aristocrates ; savait-on dans quels lieux on allait jeter les enfants du travail ? Dans des marais insalubres, aux prises avec des nécessités de toute espèce ; la fièvre et la mort ; l'Assemblée Nationale voulait les sacrifier. » Ces mécontentements dans les émeutes du soir se traduisaient par ces cris : « Nous ne partirons pas, les enfants de Paris ne sont pas encore partis, » résistance audacieuse aux actes de l'autorité publique.

Les ateliers nationaux ne se contentaient pas de ces manifestations bruyantes ; ils agissaient comme une sorte de personne collective et légale : ainsi, chaque fois qu'un orateur voulait parler de leur organisation à l'Assemblée, ou se plaindre de la tendance de leur esprit, aussitôt une affiche était placardée sur tous les points de Paris, signée collectivement des délégués de chaque atelier, et le langage en était fier et souvent insolent ; de cette manière ils avaient répondu à M. Dupin, à M. Goudchaux lui-même, qui désiraient apporter un peu d'ordre dans le mouvement de la fortune publique. Mais ce qui signala au plus haut point les mauvais des-

seins des ateliers nationaux, ce fut la démarche officielle faite par les délégués auprès du ministre des travaux publics, démarche réelle et sans emphase : les délégués déclarèrent que les ateliers nationaux, formant en quelque sorte une partie intégrante du peuple souverain, ne voulaient quitter Paris qu'après la constitution d'une République démocratique et sociale. C'était ici l'ultimatum des ateliers qui voulaient traiter de puissance à puissance avec le Gouvernement. Cela devait-il étonner? Qu'avait-on fait depuis Février 1848? si ce n'est l'apothéose des travailleurs. Le Gouvernement Provisoire avait agi dans ce sens, quoi d'extraordinaire que ce peuple égaré, trompé, ne se crût appelé à dicter les actes de sa souveraineté? Les coupables étaient ceux qui avaient enivré les masses des idées démagogiques.

Il était impossible de croire que ces flots seraient apaisés sans conflits, et quand les passions haletantes appellent la bataille, de nouveaux éléments viennent s'y mêler. Ici se présentent diverses questions environnées de ténèbres : y eut-il de l'argent de l'étranger distribué, ou la couleur plus immédiatement prononcée d'un parti politique? C'est en général une accusation qui vient à tous les

temps que celle de l'argent de l'étranger mêlé à nos désordres civils; plus d'un subside eut cette destination, il faut l'avouer, de 1793 à 1814. Dans des temps ordinaires, lorsqu'il s'agit d'affaiblir un ennemi, de disséminer ses forces pour la guerre, on conçoit les sacrifices d'un gouvernement à cet effet. Mais dans la lutte qui s'engageait à Paris, lutte sociale et profonde, quel gouvernement, même notre plus implacable ennemi, pouvait désirer le triomphe de l'anarchie? La guerre de Paris n'était pas une grande bataille de partis, mais une de ces effroyables révoltes de prolétaires qui, triomphant, auraient menacé le monde entier, et nul gouvernement, pour une vaine satisfaction, ne pouvait désirer ce triomphe. Quant aux partis, je sais qu'ils sont implacables, et que pour le triomphe d'une de leurs idées, ils mettraient la société en péril; il est donc possible qu'ils aient cherché à profiter de l'exaltation des classes travailleuses, pour réaliser leurs penchants, leurs mauvais instincts. Dans la réalité il s'agissait de l'activité brûlante de ces passions elles-mêmes. La véritable cause de la prise d'armes était ces doctrines enseignées depuis un mois dans les feuilles publiques et les clubs, dans les passions des prolétaires qui

daignaient accorder quelque pitié au vieil ordre social; la véritable cause était dans le sentiment exagéré que les ateliers nationaux avaient de leur droit et de leur force. Je dis que les vrais, les seuls grands coupables étaient les hommes d'enseignement, ceux qui avaient fléchi le genou pour adorer les dieux inconnus; et même ces hommes étaient encore moins coupables que leurs doctrines; celles-ci, il fallait oser les proscrire pour s'éviter plus tard de proscrire les individus. L'habileté d'un gouvernement consiste dans la compression des mauvaises idées, et dans la liberté et la sécurité des individus, car la liberté de l'homme a droit au respect de tous; or l'*ultimatum* hautain des travailleurs, une fois repoussé, il fallait s'attendre à une inévitable bataille: l'heure et le jour, sans être précisés, devaient ne pas être à un long terme, car le rendez-vous était pour ainsi dire pris, et la Commission exécutive devait compter la force qu'elle pourrait opposer au mouvement des partis.

Ici l'histoire doit s'arrêter pour examiner une question de politique et de prévoyance générale: le Gouvernement aurait-il pu éviter le conflit sanglant des journées de juin? tout fut-il fait afin d'éloigner cette épouvantable secousse? Pour

résoudre ce point d'une haute gravité historique, il faut une fois encore revenir au personnel de ce Gouvernement et voir les luttes d'ambition qui chaque jour s'y engageaient. La Commission exécutive était un abrégé du Gouvernement Provisoire, auquel la journée du 15 mai aurait dû donner à la fois un avertissement et un peu plus d'énergie; MM. Arago, de Lamartine, Ledru-Rollin, Marie et Garnier-Pagès. Au-dessous de cette Commission était un ministère d'une incapacité profonde. Le seul de ces ministres qui eût une valeur considérable était le général Cavaignac au département de la guerre.

Il y avait dans M. Cavaignac deux hommes : le général de l'armée d'Afrique, brave, habile, plein de convenance et de respect envers ses chefs; ensuite le frère de Godefroy, le fils du Montagnard, ce qui le liait à une coterie de républicains l'entourant pour en faire la base ou le sommet de tout un système. La pensée de ce parti était de pousser M. Cavaignac à la présidence de la République, M. Marrast à la vice-présidence, et d'assurer à tous ainsi une place durable et féconde dans le nouveau Gouvernement. Ce plan avait été conçu dès le 26 Février, et des obstacles multipliés

s'étaient opposés à son immédiate réalisation. Ces obstacles résultaient des efforts de plusieurs partis et de divers hommes en lutte avec la coterie politique qui voulait se rendre maîtresse absorbante de la situation.

D'abord le parti démocratique de la *Réforme*, qui, à l'origine du 24 Février, s'était séparé du *National*. Ce parti, représenté dans la Commission exécutive par M. Ledru-Rollin et dans le ministère par M. Flocon, avait perdu bien de ses forces ; mais il s'était ligué pour la présidence de M. de Lamartine, qu'il préférait à la domination militaire et impérative du général Cavaignac. Ce parti on devait le vaincre, et comment y parvenir si ce n'était par le développement de la victoire du 15 mai, qui avait mis tous le pouvoir dans les mains des amis du *National*? On pouvait désirer une bataille qui apporterait comme couronnement une dictature, et avec la dictature on aurait la présidence. Aussi, le général n'était-il pas toujours d'accord avec la Commission exécutive dont les ordres n'étaient pas fidèlement exécutés. D'après le récit de M. de Lamartine, depuis le 5 juin on était prévenu qu'un grand complot se tramait et qu'une bataille paraissait inévitable ; dans le des-

sein de la prévenir et de la rendre impuissante, M. de Lamartine, au nom de la Commission exécutive, avait invité le général Cavaignac à réunir des masses de troupes à Paris et cet ordre n'avait été qu'imparfaitement exécuté ! Tel était aussi le témoignage de MM. Arago, Garnier-Pagès, membres de la Commission exécutive, et de M. de Saint-Hilaire, qui tenait auprès d'elle les fonctions du secrétariat.

Il y avait donc au moins une différence dans la manière de voir entre le ministre de la guerre et la Commission exécutive. D'autres motifs s'élevaient pour amener la nécessité de la dictature du général Cavaignac : n'était-ce pas le seul moyen de vaincre l'opinion puissante qui s'appuyait sur le nom immense de Napoléon ! Cette opinion s'était manifestée dans sa force par les élections multiples qui avaient entouré le prince Louis-Napoléon ; si on la laissait se développer, elle pourrait être un obstacle considérable au projet dont j'ai parlé : la présidence du général Cavaignac, la vice-présidence de M. Marrast et la pleine satisfaction de tous leurs amis. De là cette vive guerre, que tous les hommes du *National*, depuis M. Clément Thomas jusqu'à M. Marie font au parti

bonapartiste, qui éclate dans la rue et dans l'Assemblée. Placée sur ce même terrain, la Commission exécutive a peur également de la puissance de cette opinion napoléonienne, et, qui le croirait? le généreux M. de Lamartine vient proposer le maintien de la loi d'exil qui frappe les Bonaparte. Tout fait croire dès lors à une lutte inévitable; tandis que la Commission exécutive s'agite contre lui, le prince Louis se montre en toute circonstance d'une convenance parfaite; pas une parole de récrimination; il est évident que sa force grandit. C'est une conviction si profonde pour l'Assemblée, que le prince Louis Bonaparte est admis. Quel concurrent redouté pour le parti républicain qui vise au gouvernement de l'État!

C'est alors que se séparant à la fois de la Commission du gouvernement représentée par M. de Lamartine, et de la grande opinion napoléonienne, la petite église des républicains du 24 Février cherche son point d'appui exclusif dans l'armée d'Afrique. Ce sont d'anciens rapports entre le *National* et les africains, représentés par les généraux Cavaignac, Lamoricière, et surtout par le colonel Charras. Voici le plan : la bataille est inévitable et doit nécessairement s'engager entre tou-

tes les opinions hostiles; dès lors il faut la rendre profitable au parti qui vise à la présidence et à la direction unique des affaires : il faut à la fois renverser la Commission exécutive et se débarrasser des hommes de la *Réforme* et de M. Ledru-Rollin; enfin dompter l'opinion bonapartiste. On ne pourra obtenir ce résultat qu'après une bataille sérieuse dont la conséquence nécessaire sera l'état de siége, et avec cet état de siége la dictature d'un général, et derrière lui celle d'une opinion.

En examinant les forces diverses dont le Gouvernement pouvait disposer, on arrivait aux calculs suivants : en première ligne la garde nationale si nombreuse et qui s'était montrée dans les jours d'avril et de mai, avec une certaine unanimité de répression; mais en ce qui touche l'armement de cette garde, il avait été commis plus d'une imprudence par le Gouvernement Provisoire. L'institution de la garde nationale est essentiellement conservatrice, c'est l'esprit de préservation de la cité par la cité; d'où cette conséquence nécessaire qu'il ne faut armer que ceux qui offrent une garantie d'ordre, de propriété, l'honnête ouvrier comme le riche, pourvu que l'un et l'autre soient également rattachés à la cité. Une garde nationale sans garan-

tie est un danger. Le Gouvernement Provisoire n'était point parti de cette base rationnelle et conservatrice. De ce que la loi avait admis le suffrage universel pour l'élection, il en avait conclu que tous ceux qui votaient devaient également recevoir un fusil. On avait vu, chose étrange, les arsenaux de l'État dépouillés pour armer confusément tous ceux qui demandaient des fusils ; prolétaires, ateliers nationaux, domestiques, concierges, ouvriers sans aveu logés en garnis, comme le père de famille, et en vertu de la même règle : c'était ici la désorganisation complète de la garde nationale, l'abdication de son principe d'ordre. Si la majorité se prononçait pour l'esprit de conservation, une minorité ardente recevait des armes, et pouvait jeter ainsi des éléments de guerre civile au sein de la garde nationale elle-même, d'autant plus qu'en vertu des dernières élections, un grand nombre d'officiers n'étaient ni sûrs, ni dévoués aux principes sociaux. Il y avait des colonels, des officiers supérieurs timides, incertains, dans la couleur du général Courtais ; des capitaines, lieutenants et sous-lieutenants tout-à-fait liés à ce qu'on appelait la République rouge : qu'arriverait-il en cas de conflit et d'une prise d'armes ?

Le Gouvernement Provisoire n'avait pas vu tout cela, ou s'il l'avait vu, il pensait balancer les partis l'un par l'autre, et annuler l'opinion conservatrice désignée par ses amis sous le nom de réaction; en partant de la base politique de la fraternité, il marchait à la confusion; un jour viendrait où ces mesures porteraient leurs fruits; le bien et le mal seraient si mêlés qu'on ne pourrait en sortir que par des déchirements cruels et la guerre civile. Néanmoins le Gouvernement devait compter sur le concours de l'immense majorité de la garde nationale; le propriétaire, le commerçant, l'honnête travailleur viendraient soutenir ce qui était juste et loyal; ils ne voudraient pas que la civilisation périt sous les décombres de Paris. Avec un Gouvernement central et fort, on aurait pour soi la vraie garde nationale qui se séparerait du prolétaire armé.

On avait également sous sa main les bataillons de la garde mobile; ceux-ci resteraient-ils fidèles à l'ordre et à l'esprit de conservation? Quel était le caractère de ces jeunes volontaires des premiers jours de la révolution de Février? Je n'aime pas l'ingratitude, et je n'insulterais pas aujourd'hui ceux qu'on portait naguère en triomphe. Incontestablement la moitié de la garde mobile sortait du

peuple, de sa partie la plus désordonnée, car ces bataillons comprenaient en majorité ces bruyants gamins de Paris qui tant de fois s'étaient agités sur les places publiques; peu à peu ces bataillons avaient accueilli des fils de famille, ou des hommes sans aveu, que la révolution semait partout; ils avaient en majorité choisi leurs officiers avec cet instinct qui fait au peuple distinguer si ce n'est le mérite au moins les dehors d'intrépidité.

Puis il s'était opéré ce qui arrive toujours en France; avec l'uniforme, l'esprit de règle et d'obéissance était venu; ces enfants des mélodrames, des émeutes souvent, avaient pris l'esprit de corps sous un vieux et brave genéral de l'armée d'Afrique, Duvivier : ils imitaient l'armée de ligne, sauf quelques écarts de gentilshommes des rues. Peu à peu les bataillons s'étaient épurés de mauvais sujets, et ils ne se distinguaient plus de l'armée de ligne que par les chants qu'ils entonnaient par souvenir du chœur des *Girondins*; braves enfants, l'ordre pourrait-il compter sur eux comme la patrie? Les travailleurs des ateliers nationaux disaient non; c'était mal connaître le caractère de l'uniforme; l'esprit de corps est admirable en France, parce qu'il crée une grande solidarité; la garde mobile

marcherait la première à la répression de l'émeute; elle y était préparée par l'esprit général de la garde nationale et de l'armée.

C'était une situation affligeante que celle de l'armée depuis la révolution du 24 Février : mollement commandée dans cette journée, elle avait à regret fraternisé avec le peuple et levé en l'air la crosse de ses fusils, faute de discipline que la victoire populaire fit excuser; mais il semblait que puisqu'elle avait faibli un moment devant l'explosion des multitudes, l'armée ne devait pas être un objet pour cela de méfiance et de suspicion. Les hommes des clubs qui proclamaient avec ostentation les principes de fraternité générale, avaient imposé au Gouvernement Provisoire l'éloignement de l'armée; ils n'en voulaient à aucun prix. Ce faible Gouvernement qui cédait toujours, n'avait pas osé appeler un régiment dans les murs de Paris, et une ignoble populace avait osé porter la main sur l'uniforme; fallait-il le dire à la honte du temps, des régiments de ligne avaient été désarmés aux barrières, cela sans que le pouvoir s'en inquiétât, sans qu'il tînt le moindre compte des justes susceptibilités de l'honneur militaire. Le passage de M. Arago au ministère de la guerre fut mar-

qué par l'abaissement de l'armée : on voyait bien quelques soldats épars dans Paris, des détachements et des drapeaux étaient venus assister à la singulière fête de la Fraternité, mais les clubs avaient exigé que les régiments s'éloignassent immédiatement de la capitale et le Gouvernement avait obéi. Il y avait tant de faiblesse et de décousu dans les actes de ce Gouvernement, que le général Cavaignac n'avait pu entrer dans le ministère, parce qu'il imposait comme condition de force et d'honneur la présence à Paris d'une force imposante de l'armée de ligne sous le drapeau.

Depuis la journée du 15 mai, la garnison de Paris s'était accrue et le général Cavaignac avait pu développer avec plus de liberté son système de garnison militaire. Les obstacles à l'entière occupation sollicitée par la garde nationale, venaient de plusieurs causes : la Commission exécutive ne voulait pas heurter trop ouvertement l'opinion des clubs ou aider une dictature ; ensuite la destination de l'armée des Alpes exigeait un certain nombre de troupes disponibles, et la Commission craignait de s'engager dans de trop fortes dépenses. D'après les états militaires, il paraît constant qu'au

6 juin il y avait à Paris de quinze à dix-huit mille hommes disponibles dans les régiments de ligne, cavalerie et infanterie, et cette troupe en bataille suppose un effectif régimentaire de vingt-quatre à vingt-cinq mille hommes; quand il s'agit des bataillons de combat, ils faut déduire un bon tiers de troupes nominativement indiquées. Joignez à cela quinze mille hommes qui pouvaient arriver à Paris dans les trente-six heures, quatorze mille hommes effectifs de la garde mobile, les services dévoués de la garde nationale, et quinze cents hommes environ de la nouvelle garde républicaine. Il paraît qu'à partir du 6 juin, la Commission exécutive pénétrée des graves difficultés de la situation et de l'imminence d'une lutte, insistait continuellement auprès du général Cavaignac pour augmenter l'effectif de l'armée à Paris. En comptant le personnel des ateliers nationaux, les défections probables de la garde nationale, les forces armées des clubs, la République rouge grouperait plus de cent mille hommes derrière les barricades : dès lors un effectif de cinquante mille hommes de troupes de toute arme n'était pas exagéré pour Paris.

Toutes ces forces marcheraient-elles comme un seul homme : y aurait-il une seule volonté sans

défection ? A ce point était le danger ; les journaux avaient tant exalté ceux qui marchaient avec le peuple ! les troupes tant de fois défectionnaires, resteraient-elles fermes sous les drapeaux ! préoccupation réelle et sérieuse pour les hommes d'action et de gouvernement qui devaient examiner toutes les circonstances et les accidents de la position.

L'histoire peut difficilement compter les forces réelles que l'insurrection allait déployer dans les rues de Paris ; sans faire un dénombrement à la manière homérique, on peut cependant apprécier la nature de ces forces et juger de la difficulté de l'attaque par la ténacité de la défense. Il est certain que depuis deux mois la perversité des journaux et des clubs était parvenue à créer l'inimitié vivace et profonde de l'ouvrier contre la classe bourgeoise ; ainsi il faut bien le dire, sauf quelques exceptions, toute la classe des travailleurs entrait de solidarité plus ou moins active dans le mouvement d'attaque contre la bourgeoisie. Cette attaque ne serait pas simultanée le premier jour ; mais une fois engagée, on devait s'attendre à la voir générale, parce que l'action est de sa nature électrique ; l'ouvrier suivrait l'ouvrier. L'impulsion

naturelle partirait des ateliers nationaux qui avaient leurs chefs, leurs brigadiers affiliés aux clubs. Dans ces clubs aussi étaient des hommes de toute espèce : vieux soldats instructeurs, esprits actifs mêlés à toutes les révolutions, et quelques-uns les plus chauds promoteurs des journées de Février. Leur plan était celui-ci : engager d'abord la bataille, une fois le premier coup de feu tiré, on ferait de la passion de quelques-uns la cause de tous, et pas un seul travailleur ne resterait indifférent; tous se croiraient solidaires, et alors le combat serait général : quelle résistance sérieuse pourrait-on rencontrer ? la garde nationale? Celle-ci s'était déjà montrée très-divisée sur la question de Louis Bonaparte; elle le serait bien davantage sur les questions du travail et du prolétariat. On comptait plus de quatre-vingt mille fusils de gardes nationaux qui tireraient avec les insurgés derrière les barricades; on aurait des officiers même dans ses rangs. Quelle force pourrait-on craindre? la garde mobile? Mais ces enfants de Paris ne passeraient-ils pas dans leurs rangs fraternels? La ligne? on crierait des vivats pour elle, et la crosse de fusil se lèverait en l'air !

Ce système des insurgés était donc préparé dans

cette conviction, avec une certitude de succès qui doublait le courage. Un plan d'attaque était préparé depuis un mois dans les combinaisons les plus avancées de la stratégie. Ce plan était-il la suite de cet instinct militaire du peuple de Paris, dont un bon tiers a été soldat; ou bien fut-il tracé par quelques chefs habiles que la circonstance ou les mauvaises passions avaient inspirés. Je crois qu'il y eut de l'un et de l'autre; le genre de guerre qu'on allait faire était étudié depuis dix-huit ans par les sociétés secrètes, sous tous les points de vue; l'étude des barricades était passée à l'état de science dans les clubs; on savait chaque point de Paris vulnérable, les centres dont il fallait s'emparer, les moyens d'attaque et de défense. On dit même qu'une compagnie de barricadeurs s'était organisée avec mission d'étudier stratégiquement à ce point de vue la topographie de Paris rues par rues, places par places, de manière à tout couper comme par des forteresses mouvantes. Le plan du 24 Février fut très-modifié; à cette époque on avait l'aide de la bourgeoisie, aujourd'hui c'était contre la bourgeoisie qu'on agissait; c'est pour cela que le plan d'attaque ne devait comprendre qu'une fraction de la capitale et procéder avec méthode à l'en-

vahissement successif des autres points de Paris.

La grande pensée de l'insurrection c'était de progresser des faubourgs sur le centre commun, l'Hôtel-de-Ville; on ne faisait pas l'honneur à l'Assemblée de s'occuper d'elle. L'Hôtel-de-Ville devait d'abord devenir le siége d'un Gouvernement Provisoire, d'un Comité comme au 15 mai; l'insurrection des faubourgs avait surtout cet avantage qu'elle pouvait et devait empêcher l'arrivage des troupes et des secours que les départements pourraient envoyer à l'Assemblée Nationale. Les trois bases d'opération étaient celles-ci : « Les barrières Rochechouart en s'appuyant sur les murs d'enceinte avec la commune de Montmartre, dont la garde nationale était à l'insurrection; cette ligne s'étendait par le clos Saint-Lazare jusqu'à Belleville et par le faubourg du Temple, elle arrivait au faubourg Saint-Antoine, le pont d'Austerlitz, le faubourg Saint-Marceau, le Panthéon, de manière qu'avec ses bras l'insurrection cernait par tous les points l'Hôtel-de-Ville qui devait être le centre de ralliement. Au-delà de cette ligne formidable, partout des postes avancés : les insurgés de la barrière Rochechouart devaient descendre jusqu'au boulevard Poissonnière, et se joindre par les bou-

levards aux insurgés de la porte Saint-Denis ; ceux-ci retrouvaient d'autres barricades, une autre multitude au Château-d'Eau défendu par le canal Saint-Martin ; là tout le Marais insurgé correspondait au faubourg Saint-Antoine, s'avançant par la place Royale jusqu'à l'Hôtel-de-Ville, tandis que le faubourg Saint-Marceau descendait par le Panthéon, les petits ponts de la Seine et Notre-Dame, pour faire leur jonction. »

Ce plan, parfaitement militaire, supposait de longues réflexions et des conférences ; dès-lors on se demande comment l'autorité n'en fut pas informée ; comment la Commission exécutive n'eut pas des yeux et des oreilles pour voir et pour entendre ; il ne s'agissait pas ici d'une conspiration secrète, mais d'un véritable plan de campagne que plus de soixante mille hommes devaient accomplir par des masses et sous des chefs presque tous connus. Cette incurie ou cette ignorance inexplicable favorisait l'ardeur des insurgés ; mais une circonstance plus caractéristique encore, c'est que la plupart de ces hommes qui prenaient les armes n'avaient pas de drapeaux fixes et de pensées bien arrêtées : le mot d'ordre de leurs réunions était certainement bien vague : la Répu-

blique démocratique et sociale, et c'est avec ce mot dont le sens n'était pas même bien défini et plus subtil que la scolastique du moyen-âge, que la guerre civile allait éclater sanglante à Paris. Je crois que si une petite minorité d'insurgés avait de mauvais instincts, d'atroces pensées, la majorité était comme enivrée des infâmes publications qu'on lui avait destinées depuis trois mois.

Le prétexte fut la dissolution des ateliers nationaux : n'aurait-on pas eu celui-là qu'on en aurait cherché un autre, le banquet du Père Duchêne, par exemple, à vingt-cinq centimes ; mais enfin les meneurs saisirent cette circonstance qui leur paraissait déterminante : cent mille hommes appartenaient aux ateliers nationaux jetés sur le pavé de Paris, la plupart sans travail, sans ressources, armés comme citoyens et gardes nationaux, n'étaient-ce pas des auxiliaires tout trouvés pour une grande sédition? Il est certain que depuis le 6 juin les chefs se concertaient dans des réunions au Luxembourg, au Jardin-des-Plantes : comment se fit-il que dans un groupe aussi considérable, le Gouvernement n'eût pas un seul agent de la police pour s'enquérir d'un objet qui tenait à la sûreté de la capitale? comment! des hommes

groupés délibèrent sur les moyens d'investir Paris et de jeter la guerre civile dans son sein, et le pouvoir n'en est pas informé, il laisse tout dire, tout faire; il y a certainement des préparatifs d'armes, des manufactures de poudre clandestines, et il ne le sait pas! c'est le plus incroyable des mystères dans l'histoire des agitations publiques! L'excuse de la Commission était bien, il faut le dire, dans l'esprit de conciliation paresseuse au moyen duquel on espérait tout calmer : on ne croyait pas à des passions aussi effrénées et à une audace qui n'avait pas de limites!

Si l'on résume les faits qui se sont passés depuis le 6 juin jusqu'au 22, il y a une multitude d'éléments qui viennent se réunir dans l'agitation générale : 1° les ateliers nationaux qui se préparent à jeter leurs forces brutales dans l'insurrection; 2° les clubs qui depuis un an ont dominé les travailleurs de tous états, les faubourgs et qui arborent leurs drapeaux sur les barricades; 3° enfin toutes les forces des partis hostiles qui peuvent se joindre à l'insurrection pour en profiter dans l'intérêt de leur principe.

CHAPITRE NEUVIÈME.

JOURNÉE DU 23 JUIN 1848. — LE 24 AU MATIN. — L'UNITÉ DU POUVOIR DANS L'ÉTAT DE SIÉGE.

Il faut aux sociétés de grandes secousses ou de tristes épreuves pour les ramener aux principes éternels d'ordre et de gouvernement; le droit régulier est de sa nature pacifique, calme et n'appelle pas de répression terrible pour se faire reconnaître et sanctionner; c'est pour cela que nos pères préféraient un pouvoir héréditaire d'origine sacrée qui avait sa force incontestée, son droit inaliénable, dictature réglée par les coutumes, les mœurs, les résistances légales de l'auguste magistrature ou des corps intermédiaires; un fait est toujours plus violent qu'un droit; cela s'explique parce qu'il peut être nié. Sous la vieille monarchie, l'état de siége n'était applicable qu'aux villes réellement assiégées; et ce qu'on appelait le bon plaisir du prince était si lié par les usages, que la tyrannie était une exception et le gouvernement

modéré la règle éternelle. Qu'importent au reste, les formes de gouvernement lorsque le résultat d'ordre public est également obtenu.

Le 22 juin au soir Paris offrait l'aspect agité d'une ville à la veille d'une grande bataille sociale. En partant du Panthéon ou du Luxembourg jusqu'à la rive droite de la Seine, on ne voyait que des groupes d'ouvriers sous les bannières diverses des ateliers nationaux qui s'agitaient entre eux et se donnaient rendez-vous pour une prise d'armes. On ne déguisait ni les noms des chefs, ni les desseins définitifs des partis : les uns mettaient en avant le nom de M. Caussidière, les autres celui de M. Louis Blanc ; mais les mieux signalés paraissaient être MM. Pujol, Grandmenil, Lebon, etc., outre les chefs d'escouade, les délégués du Luxembourg, tous en rapport depuis plusieurs jours avec les clubs pour une levée formidable. La démarche qu'ils avaient faite auprès de M. Marie, membre de la Commission exécutive n'ayant produit aucun résultat, l'ordre fut donné d'une prise d'armes. Il fut répandu partout dans les faubourgs la nouvelle que le lendemain M. de Falloux devait faire son rapport sur la suppression des ateliers nationaux : « Cent mille ouvriers allaient donc rester

sans ressources : pouvaient-ils attendre plus longtemps, eux les souverains de qui émanait toute force?

Les travailleurs comptaient sur plus d'un complice ; seraient-ils abandonnés par leurs plus chers amis Louis Blanc et Caussidière : parmi les ministres même on savait que le cioyen Trélat ne partageait pas l'opinion de l'Assemblée sur la nécessité d'une dissolution des ateliers nationaux ; le cœur du citoyen Flocon ne pouvait être aux royalistes : si Ledru-Rollin avait été mal au 15 mai, il chercherait à revenir au peuple dans cette circonstance solennelle ; la division serait partout dans l'armée, la garde nationale, la mobile; et au milieu de cela le drapeau rouge arboré deviendrait le symbole d'une nouvelle forme républicaine qui aurait ses bases dans une transformation sociale, sortie du communisme fraternel. » Ces desseins se disaient dans chaque groupe avec un laisser-aller d'émeute et d'insurrection fière et indomptable ; on échangeait réciproquement les rendez-vous et les postes du combat pour le lendemain, jour assigné des batailles.

Il est impossible que la double police de la Commission exécutive et de M. Trouvé Chauvel, le successeur de M. Caussidière n'eussent pas des

agents au milieu de ces groupes, et comment n'agirent-ils pas dans la nuit sur ces informations ! N'était-il pas facile d'arrêter les délégués, chefs de l'émeute et de désorganiser ainsi le mouvement avant qu'il s'accomplît? Tout était fait avec un tel ordre, avec une telle résolution publique, que des agents habiles pouvaient s'emparer de tous ces hommes presque en flagrant délit, et les chefs une fois saisis que devenait l'émeute ? Les nuits du mois de juin sont courtes il est vrai, mais celle-là pouvait être parfaitement employée. La police était alors dans les mains des politiques du parti républicain; le pouvoir militaire obéissait au général Cavaignac : n'étaient-ils donc pas les maîtres de toute force pour la pleine exécution des ordres du Gouvernement. Ici le débat contradictoire a révélé mille incidents : les mandats d'arrêter sont signés par la Commission exécutive, et M. Trélat ministre des travaux public en suspend l'exécution sous de frivoles prétextes : que devient la police de M. Trouvé Chauvel? où sont ses agents, ses instructions, ses prévoyances? C'est ce qui a fait dire avec une certaine sagacité historique que le parti des républicains du *National* désirait amener un état de choses qui nécessitât une dictature.

Rien de plus tranquille que la physionomie de Paris le 23 juin au matin, après la nuit la plus courte de l'année; le soleil était assez beau, obscurci de temps à autre par de bruyantes bouffées de vent; les boutiques s'ouvraient pour une journée de paix et de vente, lorsque quelques groupes se formèrent aux deux portes Saint-Denis et Saint-Martin; ils étaient d'abord inoffensifs; on y était si accoutumé, qu'on y prenait à peine garde! lorsque à un signal donné par la voix et un coup de sifflet, on vit sortir précipitamment de quelques boutiques de marchands de vin de la rue et du faubourg Saint-Denis des hommes en blouse, en veste, quelques-uns en habit, qui se mirent immédiatement à construire des barricades comme cela s'était vu au 24 Février, d'abord en renversant des charrettes de porteurs d'eau; puis avec des pinces, des barres de fer, ils dépavèrent à une certaine profondeur. Ce travail fut accompli sans doute avec activité; il y avait là les professeurs de barricades et leurs élèves; mais on ne conçoit pas que pendant une heure que dura ce travail, il ne se soit présenté aucune force, aucun obstacle au paisible accomplissement des barricades.

Ces barricades se dressèrent partout à peu près

dans le même ordre et avec la même tranquillité, à la rue Saint-Jacques, au Panthéon, dans le centre du vieux Paris. S'il y a un gouvernement, une administration, une police, on peut presque dire qu'elle est parmi les insurgés; on ne voit rien qui ressemble à la répression, même à un symptôme de résistance; sur quelques grandes places publiques des troupes de ligne disséminées, toujours immobiles; au Panthéon, au Luxembourg, à la place Royale nulle proportion entre le moyen de répression et de révolte.

D'après les ordres de la place, il y avait un bataillon de piquet aux mairies pour la sûreté des habitants, et au premier bruit répandu de la construction des barricades, un bataillon de la 3e légion, avec une ardeur digne d'éloges, se porta rapidement sur la porte Saint-Denis. Il était impossible que la garde nationale laissât paisiblement s'organiser un système de barricades, et ce bataillon marcha droit contre elles sous les ordres de son digne commandant; elle avait à peine des cartouches, et elle fut accueillie par un feu de mousqueterie parti du haut des maisons, des fenêtres et à travers les barricades; quelques gardes nationaux tombèrent tués ou blessés; les

insurgés tiraient en pleine sûreté à travers les jalousies, les fenêtres et les poutres. Les barricades furent prises en revers par le 2e bataillon de la 1re légion, qui essuya bravement le feu meurtrier des insurgés.

Qu'on le remarque bien! tout s'engage spontanément par la garde nationale et les insurgés; alors seulement la générale se fait entendre; dans toutes les rues les boutiques se ferment, et Paris prend l'aspect sinistre des grandes émeutes. Le pouvoir résidait dans les mains de la Commission exécutive réunie dès le matin au Luxembourg. Les membres qui la composaient n'avaient pas les mêmes opinions, les mêmes sympathies politiques; s'il y avait entr'eux des différents notables, tous reconnaissaient également la nécessité de l'autorité militaire, la répression de l'émeute en une seule main, et le vœu depuis longtemps manifesté fut accompli; le général Cavaignac fut nommé chef de toute autorité militaire par la Commission elle-même qui confiait ainsi la répression de la grande émeute aux républicains du *National*. Autour du général Cavaignac se groupèrent les généraux de Lamoricière, Bedeau, Damesme, Duvivier, Le Breton. M. Clément Thomas reprit le commande-

ment de la garde nationale; il avait donné sa démission depuis huit jours. La question devenait militaire, le Gouvernement se faisait soldat.

Au bruit du tambour retentissant, l'Assemblée Nationale s'était réunie nombreuse et agitée. Lorsque M. Sénart, président, annonça d'une voix grave les événements qui se passaient au milieu de Paris. Il n'y avait de présents à l'origine de cette séance que quelques membres de la Commission exécutive; les autres s'étaient groupés autour du général Cavaignac pour donner une vive impulsion et une nouvelle force à la répression militaire qui était le seul grand danger de la situation. Le général Cavaignac, au premier bruit de l'insurrection, prit-il toutes les mesures militaires pour la réprimer? Question historiquement discutée et où sont mêlées les passions politiques : on a prétendu que l'ambition avait dominé le devoir. Depuis que le maréchal Bugeaud s'était chargé de la répression des grandes émeutes de Paris, une seule pensée avait présidé à tous les plans de défense : isoler l'émeute; comme il ne s'agissait plus ici d'une émeute mais d'une insurrection qui embrassait toute la capitale, le plan du général Cavaignac ne différa de celui du maréchal Bugeaud

que par la grandeur de ses proportions, c'est-à-dire qu'il tendait à isoler les diverses branches de l'émeute les unes des autres pour les étouffer ensuite séparément. Ce plan s'adaptait à merveille aux dispositions prises par les insurgés; eux convergeaient des extrémités vers le centre qui était l'Hôtel-de-Ville, la pensée du général Cavaignac fut de séparer chacune des ailes en les acculant vers leurs extrémités.

La valeur stratégique de ce plan a été contestée; la Commission du gouvernement y a vu un moyen de laisser construire paisiblement des barricades, et de ne réprimer qu'alors que la dictature et l'état de siége auraient mis tous les pouvoirs dans les seules mains du général Cavaignac : il eût été facile, a-t-on dit, d'éviter la bataille de Paris, si chaque place eût été gardée à temps; la Commission avait donné ces ordres, comment ne furent-ils pas exécutés? A ces reproches le général répond : « Qu'il ne voulait pas éparpiller les troupes et subir les désarments ou les échecs du 24 Février, que ce qu'il redoutait c'était la crosse en l'air ou l'enlèvement partiel de sa troupe par les insurgés; en faisant tout converger du centre aux extrémités, il évitait ce malheur parce qu'il était maître de ses forces. »

C'était beaucoup que de compter dans une telle circonstance sur le dévouement de tous; le sentiment de l'obéissance avait été si profondément ébranlé depuis le 24 Février, qu'on pouvait croire à des défections !

Les curieux qui parcouraient les groupes durent remarquer l'affectation de plusieurs hommes toujours prêts à répandre d'alarmantes nouvelles. C'était l'ordre secret des chefs de l'insurrection que d'entretenir ainsi l'inquiétude par la propagande de faux bruits : ici la garde mobile défectionnait, plus loin la garde nationale et ses bataillons passaient au peuple ; à chaque pas de sinistres menaces pour la société et le Gouvernement : « Sur tous les points les travailleurs socialistes, disait-on, obtenaient pleine victoire ; plus de cent mille insurgés étaient sous les armes; l'Hôtel-de-Ville était pris, les mairies des faubourgs occupées : aux armes donc ! n'était-il pas temps enfin de rappeler aux riches qu'ils tenaient tout du peuple et que l'égalité n'était pas une chimère. » A ces propos répétés dans tous les groupes, une joie infernale se manifestait dans le regard des travailleurs en blouses, répétant en chœur les chants des ateliers nationaux.

L'Assemblée se réunissait au milieu d'un grand appareil militaire ; les issues de la place Louis XV étaient gardées par la mobile, deux régiments de cavalerie, lanciers et dragons, protégeaient le centre; une batterie d'artillerie gardait le pont et tout le beau régiment se déployait avec ses pièces sur le quai d'Orsay. Les Députés s'étaient réunis dès dix heures, non point en séance publique, mais dans le salon de la présidence d'où partait l'impulsion politique. Il y avait alors trois pouvoirs bien distinct : 1° celui de la Commission exécutive qui siégeait au Luxembourg; elle avait perdu la confiance générale par son incurie, son incapacité profonde : qui pouvait avoir quelque sécurité politique, lorsque MM. de Lamartine et Ledru-Rollin dirigeaient et dominaient sa pensée! Sous cette Commission un ministère plus incapable encore, dont les chefs étaient MM. Trélat, Flocon, Bastide, etc. 2° Le pouvoir extraordinaire délégué au général Cavaignac par la Commission, et qui en faisait un centre militaire absolu, car le général commandait en chef toutes les troupes destinées à la répression. 3° Enfin l'autorité de l'Assemblée Nationale, qui exerçait sa souveraineté par son président, au-dessus même du géné-

ral Cavaignac et de la Commission exécutive. M. Sénard, parfaitement dévoué au parti des républicains politiques, devait servir la combinaison d'une dictature. Dans les salons de la présidence on s'était préoccupé surtout de la nécessité d'accorder les pleins pouvoirs au général Cavaignac ; ce qui paraissait la pensée dominante.

A une heure seulement la séance publique s'ouvrit par la ridicule demande d'un crédit destiné à payer les écharpes tricolores commandées à la fabrique de Lyon ; d'autres propositions insignifiantes succédèrent, lorsque le général Le Breton vint exposer : « Qu'il serait peut-être utile que les représentants eux-mêmes vinssent se mêler aux groupes pour exercer sur le peuple une influence morale et salutaire. » Proposition qui fut combattue par le général Leydet, comme énervant l'action régulière de la force militaire. On continuait à discuter sur des choses insignifiantes, lorsque M. Sénard s'exprima dans ces termes : « J'apporte à l'Assemblée des nouvelles heureusement très-rassurantes qui me parviennent de tous les points de Paris. Au bout de la rue Planche-Mibray, la garde républicaine et la garde nationale ont enlevé des barricades qui ont été assez faiblement défen-

dues; les barricades élevées sur les boulevards et sur les quais ont été démolies sans beaucoup de résistance. La troupe de ligne a fait plusieurs feux de peloton à la rue Saint-Denis. La garde mobile a fait spontanément feu sur les insurgés qui venaient pour les désarmer au poste du boulevard Bonne-Nouvelle; plusieurs coups de feu ont été tirés des croisées, l'Hôtel-de-Ville est gardé par des forces imposantes. En général, l'émeute rencontre peu de sympathie dans la population. »

Il y avait dans ce bulletin plus d'une inexactitude, et par exemple la fidélité de la garde républicaine était certes très-suspecte; on avait vu même des officiers de cette garde rue Dauphine, à la tête des insurgés; les barricades sur les boulevards ne s'étaient pas partout abaissées; il avait fallu les prendre hardiment la baïonnette au bout du fusil; mais on devait rassurer les esprits. La majorité de la Commission du gouvernement s'était réunie dans le palais même de l'Assemblée Nationale; M. Flocon l'annonça officiellement à l'Assemblée, en ajoutant ces étranges paroles : « Une agitation inattendue s'est manifestée dans la ville, elle a caché, tant qu'elle l'a pu, son caractère et son drapeau ! Derrière ce désordre tous les enne-

mis de la République se sont réunis. Si l'on parvient à saisir le fil de ce complot, on y trouvera plus que la main d'un prétendant ou d'ouvriers égarés; on y découvrira l'argent de l'étranger; les prétentions des prétendants ne m'alarment pas; nos véritables ennemis sont ceux du dehors; ils ne nous font pas la guerre avec des soldats mais avec des bruits semés dans la population, avec de l'or qui tente la pauvreté et détruit cette abnégation sublime, une des garantie de l'ordre, ou des principales forces de la République. Eh bien, je le dis du haut de cette tribune, tous ces désordres, tous ces effets n'ont qu'un but, le renversement de la démocratie et le triomphe du despotisme. »

On ne s'explique que par la vulgarité des idées politiques, cette étrange sortie de M. Flocon contre l'étranger; qu'avait à faire l'or anglais ou russe dans une question toute simple; le soulèvement des travailleurs et des ateliers nationaux! Est-ce que le rapport de M. de Falloux n'expliquait pas l'insurrection? L'Assemblée s'était résolue à une mesure décisive; elle voulait hautement supprimer les ateliers nationaux, en substituant à l'indemnité votée des secours à domicile. Trois millions avaient cette destination; d'autres articles faisaient

une répartition de crédit d'encouragement pour l'industrie et les travaux agricoles. Alors on vit M. Trélat garder une position intermédiaire, mi-parti entre l'émeute et le gouvernement régulier ; ministre des travaux publics, M. Trélat soutint qu'il ne pouvait pas approuver la mesure qui supprimait les ateliers nationaux, et qu'il en dégageait immédiatement sa responsabilité ; déclaration assez singulière de neutralité lorsque l'émeute grondait violente avec les bannières des ateliers nationaux ; car en ce moment il n'y avait plus de doute sur le caractère de l'insurrection.

Le président de l'Assemblée lisait avec gravité les rapports de police de M. Trouvé-Chauvel qui suivaient pas à pas le développement de l'insurrection ; l'inquiétude devenait générale, parce que le danger était profondément senti. Tous ces hommes qui à d'autres époques avaient semé l'émeute à Paris, subissaient le plus dur des châtiments : à leur tour ils étaient menacés par la révolte terrible et populaire qui grondait sur la place et dans les rues de Paris. M. le général Cavaignac déclara qu'on était maître à peu près de l'insurrection ; chacun avait fait son devoir : garde nationale, mobile, armée, la garde républicaine surtout ; c'était

un peu la faiblesse du général d'exalter tout ce qui se rattachait à la démocratie. M. Garnier-Pagès, le grand déclamateur de la Commission exécutive, vint exprimer son opinion sur la révolte qui agitait les rues. Selon lui la Commission avait tout vu, tout pressenti; l'Assemblée devait s'abandonner à sa prévoyance. « Sans doute, répondit M. Bonjeans, mais ne serait-il pas mieux que l'Assemblée elle-même nommât des délégués pour se joindre aux forces militaires. » Ayez confiance en nous, s'écria M. de Lamartine, votre place est ici, la nôtre est en face des barricades; délibérez gravement, sans émotion.

Il faut dire que l'intention des membres de la Commission exécutive avait toujours été d'apaiser la sédition par des paroles pacifiques, et à cet effet, M. Arago s'était porté vers les barricades dressées près de l'Observatoire et du Panthéon où des pourparlers s'étaient établis. M. Arago, qui au 24 Février avait brisé les liens de l'obéissance, voyait autour de lui ce même peuple des barricades, qui, les yeux ardents, la bouche menaçante, agitait ses armes et imposait des conditions. Sur le boulevard, M. de Lamartine s'était porté à cheval, accompagné de M. Leclerc pour examiner les barricades, haranguer les insurgés ou enfin les combat-

tre. On annonçait à chaque moment de tristes nouvelles, la blessure de MM. Clément Thomas, Bixio; partout fut remarquée l'absence presque absolue des troupes de ligne : que voulait en faire le général Cavaignac?

C'est ce que se demandait surtout M. Ledru-Rollin, qui seul des membres de la Commission exécutive était resté au Luxembourg. A chaque moment il recevait des appels de secours partis de tous les points de Paris pour sauver un quartier ou préserver une mairie. Les monuments publics, les chemins de fer, sollicitaient un bataillon, un régiment du général Cavaignac, témoignant de toute son impuissance à satisfaire le nombre si multiplié de demandes qui diminueraient l'armée sous ses ordres. Le général voulait agir par grandes masses, tandis que le système de la Commission était de porter les plus prompts secours aux endroits menacés, afin d'empêcher la construction des barricades et le développement du vaste système des insurgés qui avaient aussi leur plan de campagne. Déjà s'élevaient des cris accusateurs; le pouvoir avait tant de fois abandonné la société, que celle-ci, toujours en méfiance, croyait à la trahison : quoi d'étonnant de trouver partout cette disposition d'esprit?

La séance de l'Assemblée se prolongea fort longtemps dans la soirée au milieu de l'anxiété générale et des éclats sinistres de la fusillade qui partout se faisait entendre ; des sentiments divers se manifestaient dans l'Assemblée ; l'extrême gauche qu'on appelait déjà le parti de la Montagne se trouvait placée dans une situation fort délicate ; les insurgés comptaient sur elle dans le cas d'un triomphe pour le sanctionner, et à son tour ce côté de la Chambre voyait avec douleur l'une et l'autre de ces victoires. Que feraient-il des insurgés vainqueurs, et si l'ordre et la bourgeoisie triomphaient, quelle serait la situation de la Montagne, ses principes ne seraient-ils pas tristement compromis? C'est pour éviter des conséquences également déplorables pour lui, que ce côté de l'Assemblée offrait sa médiation entre le Gouvernement et les insurgés. En ce sens parlaient MM. Lagrange, Caussidière, Pierre Leroux, qui se croyaient assez d'influence sur les insurgés pour les entraîner à un arrangement. « Voulez-vous laisser tout Paris s'égorger, s'écria Caussidière, si vous ne voulez pas que nous intervenions, faites au moins une proclamation. »

Ce juste milieu entre la révolte et la répression n'aurait fait que continuer une situation mauvaise,

qui déjà avait compromis tant d'intérêts. Aussi, la Commission du gouvernement continua au général Cavaignac tous les pouvoirs militaires; il fallait l'unité du commandement avec la résolution ferme et invariable de répression à l'égard des insurgés; qu'ils se soumissent à la loi, et la société se montrerait indulgente; mais il fallait une obéissance immédiate, absolue, qui constatât le triomphe de la loi et de la force gouvernementale. S'il se fit quelques pourparlers entre les insurgés et l'Assemblée, il faut rendre cette justice aux pouvoirs publics qu'ils sentirent la dignité et la nécessité d'une lutte et d'une répression.

Dès le commencement de la triste bataille, plusieurs des membres de l'Assemblée avaient désiré se porter sur le théâtre du combat, les uns pour jeter des paroles de concorde, les autres pour donner une vive impulsion à la cause de l'ordre et de la bourgeoisie. Des proclamations furent multipliées; les unes émanées de l'Assemblée elle-même, en termes indulgents; les autres de la Commission du gouvernement et de la préfecture de police qui s'adressent aussi aux ouvriers. On dut remarquer les timides expressions de M. Marrast, le maire de Paris; son langage, sans être ambigu, n'avait pas cette

précision nécessaire qu'imposaient les circonstances; homme d'esprit, M. Marrast sentait peut-être qu'on était trop près du 24 Février, pour qu'on pût flétrir en termes menaçants la révolte envers l'armée. Il est certain que soit la Commission exécutive, soit les autorités constituées par elle, procédèrent avec un certain décousu qui ne pouvait lutter longtemps contre cette unité qui semblait présider à la révolte. Les insurgés avaient compté sur cette solidarité un peu orgueilleuse de l'ouvrier qui le ferait marcher pour ceux de ses frères qu'il croirait menacés. Les journaux et les clubs étaient parvenus à faire du travailleur un peuple à part, dans un état d'antagonisme naturel avec la bourgeoisie. Ainsi en France, les mauvais partis étaient parvenus à créer deux nations en pleine guerre civile.

Que devaient faire dans cette situation le maire de Paris et le préfet de police? Puisque ni l'un ni l'autre n'avaient pu prévenir la lutte, ils devaient s'occuper surtout de préserver les quartiers où l'insurrection allait spécialement s'organiser : pourquoi M. Marrast, maire de Paris, laissa-t-il élever des barricades jusqu'à une portée de fusil de l'Hôtel-de-Ville? Tout le quartier du Marais ne fut-il pas librement occupé par une poignée d'hom-

mes sans qu'ils pussent rencontrer la moindre opposition? A cela, sans doute, on pouvait opposer une raison capitale, c'est que l'anarchie était elle-même au sein de quelques-unes des administrations municipales; plusieurs faisaient des vœux pour les insurgés. Toute la mairie d'un des arrondissements avait été formée sous la même influence qui avait élu M. Barbès; l'armement confus et désordonné de la garde nationale, en avril, avait placé sur la même ligne ce qui était fidèle et ce qui était séditieux; il y avait même dans les rangs de ceux-ci des officiers avec l'uniforme. Pourquoi se battaient-ils? à cela ils répondaient que c'était pour la République démocratique et sociale : toujours ces mots vagues et mystérieux qui étaient jetés comme les paroles fatales ou une sentence de l'Écriture dans la bouche des puritains. La majorité se rattachait à cette idée, à ce drapeau; les étendards élevés sur les barricades présentaient le symbole des écoles montagnardes et socialistes que les publications des journaux avaient exaltées.

On peut dire que dans la soirée du 23 juin l'insurrection organisa ses moyens de défense, et ils furent immenses; bien des travailleurs paisibles passèrent à l'insurrection à la suite de bruits in-

fâmes, semés à dessein par les chefs du mouvement. Ces mots, on les avait prononcés dans la journée du 24 Février : « On égorge vos frères, c'est l'ouvrier qu'on massacre avec vos femmes et vos enfants ! » alors, en vertu de cette solidarité, on prenait les armes. Dans plus d'un quartier il y eut même des actes de violence pour contraindre d'honnêtes pères de famille à prendre rang parmi les insurgés; et ce qu'il y eut de plus cruel c'est que ceux-ci furent les plus exposés : sur plusieurs points la violence n'était pas nécessaire et tout se faisait avec spontanéité et enthousiasme : de jeunes filles jouant jusqu'à la mort le rôle d'héroïnes républicaines, se posaient sur les barricades en déesse de la Liberté, un drapeau à la main : quoi d'étonnant ! On avait fait jouer aux femmes un rôle si actif depuis la révolution du 24 Février ! partout on les avait reproduites par les gravures en déesse de la Liberté ; sur les estampes, on les voyait un grand sabre au côté et un bonnet phrygien sur la tête. N'avait-on pas dit que Mlle Rachel était sublime chantant la *Marseillaise* enveloppée dans les plis d'un drapeau tricolore ? Tous ces exemples, on les avait gardés ; il y a une certaine logique dans la multi-

tude, ce qu'on a caressé un jour et fêté comme un acte d'héroïsme, elle ne peut croire qu'on le transformera en crime le lendemain : des femmes donc parurent un drapeau à la main sur les barricades, comme Mlle Rachel au théâtre : c'est à qui se poserait le mieux et recevrait le plus gracieusement les balles de la guerre civile. Sur la barricade Saint-Denis une jeune fille reçut la mort.

En présence d'une insurrection qui prenait des proportions gigantesques, pouvait-on se fier à la Commission exécutive faible, morcelée, découragée? L'Assemblée nationale créerait-elle un nouveau comité de Salut Public ; y aurait-il dans chacune de ces combinaisons des principes d'ordre et d'unité. Pour combattre les nouveaux Barbares, il fallait une dictature régularisée par la loi, il s'agissait d'une longue et redoutable bataille à livrer ; on devait laisser au général en chef toute la force de ses moyens, toute la puissance de concentration. La société du 24 Février entrait dans une nouvelle phase, elle arrivait au principe conservateur sous la dictature militaire. Au milieu de toutes les corruptions subies par l'idée politique depuis le XVIIIe siècle, deux institutions étaient restées debout, gardant précieusement les règles de la disci-

pline, je veux parler de l'armée et du clergé. En vain l'école libérale, imprudente ou coupable avait déclaré les baïonnettes intelligentes, raisonneuses, telle était encore la force d'institution de l'armée qu'elle avait presque partout résisté à ces atteintes de l'insubordination, c'était par de rares individualités qu'on comptait la défection dans les régiments et sur elle pesaient des impressions fâcheuses; l'honneur du drapeau était la religion du soldat. Que n'avait pas fait également la presse pour troubler l'admirable hiérarchie du clergé, les rapports d'obéissance antique entre les curés et les évêques? L'Église avait résisté et il se trouvait qu'avec l'armée elle était appelée à reconstituer le moral et la force naturelle de cette société si violemment agitée. Si donc ce pays, si noble et si beau, se relevait jamais de ses malheurs, au sentiment moral de sa dignité, ce serait par le double culte de l'autel et du drapeau. Dieu met toujours dans les sociétés un principe sauveur. Or, ce qui rendait impossible le triomphe de l'insurrection de Juin, c'est que l'armée tout entière profondément affectée de ce qu'elle avait subi depuis trois mois, resterait fidèle à l'Assemblé, et surtout à ses généraux.

Dans la nuit du vendredi au samedi (23 au 24),

on peut dire que les insurgés développèrent en pleine liberté le plan de bataille tel qu'ils l'avaient conçu dans les trois limites : de la rue Rochechouart au faubourg du Temple par le Canal ; du Temple au faubourg Saint-Antoine, par les rues Fontaine-au-Roi et Saint-Maur, et du faubourg Saint-Antoine au faubourg Saint-Marceau par le Jardin-des-Plantes, le Panthéon, d'où l'insurrection descendait par la rue Saint-Jacques jusqu'au Petit-Pont. Dans la nuit même des barricades s'étaient élevées de la place Royale jusqu'à la rue Rambuteau, presque jusqu'à la rue Saint-Martin. D'après cet aperçu on peut parfaitement juger que plus de la moitié de la grande cité était au pouvoir des insurgés, qui voulaient d'abord s'emparer de l'Hôtel-de-Ville, le siége essentiel de leur gouvernement ; la Grève était cernée par tous les points de l'insurrection ; fortement gardée, il est vrai, néanmoins la place serait entourée de barricades en barricades jusqu'à ce qu'on pût la cerner, l'envelopper. Un moment même on murmura parmi les insurgés que l'Hôtel-de-Ville était pris, ce qui exalta parmi eux une joie bruyante et expansive de la première à la dernière barricade.

Cependant, dès la pointe du jour, le plan mili-

taire du général Cavaignac dut recevoir son exécution : dégager le centre, c'est-à-dire l'Hôtel-de-Ville, tandis qu'une colonne d'attaque se porterait sur la rive gauche vers le Panthéon, l'autre dégagerait le Marais jusqu'à la place de la Bastille; une autre sous le général Lamoricière partant des boulevards du Temple rejetterait les insurgés du Canal sur le faubourg du Temple en les séparant de l'insurrection du faubourg Saint-Antoine. On aperçoit la concordance des deux plans opposés, les insurgés convergeant tous vers l'Hôtel-de-Ville, et les colonnes répressives cherchant à dégager la Grève pour refouler en éventail l'insurrection sur tous les points.

La première colonne d'attaque se déploya donc sur les quais, vers le Petit-Pont qu'il fallut dégager à tout prix, en enlevant avec une intrépidité merveilleuse une immensité de barricades, dans toutes les petites rues qui bordent le Panthéon. Un sang précieux fut versé à grands flots; le Panthéon, ce temple vide devint le lieu d'un combat acharné. Je n'écris point un bulletin ; il y eut quelques centaines de coups de canon contre des barricades dressées avec tant d'art et une si grande persévérance, qu'on aurait dit de véritables forteresses. Là, tom-

bèrent des généraux, des officiers supérieurs de tout grade : on fit déjà des prisonniers en grand nombre, et l'on put voir à quel degré d'ivresse s'exaltait le fanatisme politique ; noble pays de France, Paris, cité de lumière et de civilisation, deviez-vous être témoins d'une guerre civile si affreuse ! Cependant tout y était préparé depuis le 15 mai ; les partis fourbissaient leurs armes, les débats du journalisme entraînaient les cœurs les plus simples, les plus doux, à des haines, à des ressentiments. On avait inventé des mots à l'usage de ces haines, espèce d'argot du *Père Duchêne* et de *la Vraie République*. Tout homme qui n'était pas en blouse était un *aristo*, et contre lui s'élevaient toutes les vengeances des sans-culottes ; notre pauvre pays en était arrivé à ce point de dépravation hideuse, que la guerre la plus horrible devait s'accomplir entre Français. Voilà ce qu'avait produit la liberté de la presse !

La Commission exécutive avait cherché à montrer du zèle, le premier jour de l'insurrection et comme courage personnel, on citait M. de Lamartine accouru aux barricades entre la porte Saint-Denis et la porte Saint-Martin. Les chroniques ajoutèrent même qu'il avait cherché la mort avec

un désespoir sombre et rêveur, et que la mort n'avait pas voulu de lui, légende que l'on rencontre presque toujours lorsque les héros d'un grand drame, jouent d'un va-tout dans une bataille. Trop de plaintes au reste s'élevaient contre cette Commission, ses tiraillements, ses incertitudes pour qu'il fût possible de la garder à la tête du gouvernement politique du pays : la victoire de la bourgeoisie la rendait justement ardente, impérative, et du jour où le général Cavaignac était chargé de la direction des affaires, les pouvoirs de la Commission du gouvernement devaient cesser. Il y avait longtemps qu'une question était soulevée au sein de l'Assemblée, on se demandait s'il était bien nécessaire qu'il y eût un pouvoir intermédiaire entre elle et les ministres, et si un cabinet avec un président du conseil ne suffisait pas à la politique générale; la circonstance s'offrait toute seule, pour l'organisation d'un Gouvernement central, tel que l'entendait la majorité.

C'était également le vœu et le dernier but des républicains politiques et ambitieux, qui ne voulaient pas laisser passer cette lutte décisive sans s'emparer définitivement du pouvoir. La justice veut qu'on dise qu'ils s'étaient jetés dans la résis-

tance avec un grand courage ; on ne pouvait refuser cet hommage aux amis du *National*, MM. Clément Thomas, Bixio, tous blessés dans cette journée. Pour prix de tant de sacrifices ils visaient à la pleine possession du pouvoir sur la ruine de leurs ennemis. Ils avaient à lutter tout à la fois contre les clubs, leurs vieux adversaires, le parti Ledru-Rollin qui les avait gênés dans la pleine jouissance du pouvoir et surtout contre l'opinion napoléonienne assez puissante pour leur disputer la présidence de la République, qu'eux voulaient aux mains du général Cavaignac : « La circonstance était décisive, pourquoi ne recourait-on pas à l'état de siége, en plaçant la dictature en leurs mains. Avec une certaine période de pouvoir absolu, on pourrait préparer les voies à la présidence presque sans obstacles. » Il est vrai que c'était contraire à tous les antécédents du parti : Quoi ! ils appelleraient eux-mêmes l'état de siége, quand ils avaient flétri, condamné le prince de Polignac, pour l'avoir décrété dans le suprême jour des ordonnances de Juillet au milieu des barricades. Quoi ! ils recouraient à cet état de violence que M. Casimir Périer avait fait décréter contre eux-mêmes au mois de juin 1832. Mais on sait que

les partis quand ils veulent obtenir la victoire, ou la maintenir, se soucient fort peu de leurs antécédents; ils vivent de leur nécessité actuelle sans faire de l'histoire rétrospective.

L'aspect de Paris dans la matinée du 24, était curieusement triste; témoin oculaire des événements, j'entrai dans la grande cité par la barrière de l'Étoile; le canon grondait sur plusieurs points, et la fusillade faisait entendre un bruit lointain et déchirant : en avançant vers la place Louis XV, on trouvait des groupes d'ouvriers en blouse, qui semblaient avec curiosité attendre l'issue du combat, pour élever des barricades en cas de victoire des prolétaires; du sein de ces groupes partaient les faux bruits : « Les ouvriers sont maîtres de l'Hôtel-de-Ville, la garde mobile et l'armée fraternisent avec eux; on va bientôt attaquer l'Assemblée. » A chacune de ces nouvelles, on voyait briller l'œil fauve de tous ces hommes qui n'attendaient qu'une circonstance pour prendre le fusil et former des barricades; on pouvait parcourir tous les Champs-Élysées, sans rencontrer de troupes; le déploiement de forces commençait aux fossés de la place Louis XV où se trouvait le centre du commandement. Le général y avait massé infanterie, cava-

lerie et des batteries de campagne ; de là partaient les reconnaissances de droite et de gauche. Le faubourg Saint-Honoré était libre par les derrières de la Madeleine; toutes les boutiques fermées, les habitants inquiets, alarmés sur chaque porte indiquaient le deuil de la cité. Puis les mêmes groupes dont j'ai parlé ; si on les interrogeait sur l'état de l'insurrection, ils en racontaient des nouvelles favorables; ainsi on pouvait avancer jusqu'à la Chaussée-d'Antin. A ce point commençait une véritable surveillance exercée par la garde nationale elle-même; chaque quartier se préservait par les bourgeois comme au temps de la Ligue, et la surveillance était parfaite. Le système consistait à séparer les grandes issues, à ne laisser passer personne sans le fouiller; tout transport de munitions était ainsi interdit, tandis que l'armée de ligne jointe à la garde mobile, opérait sur les points occupés par l'insurrection.

Il arrivait, en ce moment, aux citoyens de Paris, un secours plus significatif que considérable, expression d'une idée qui avait sa force et sa propagande; j'ai déjà dit que les départements commençaient à se lasser de cette omnipotence capricieuse de Paris qui leur envoyait

une forme nouvelle de Gouvernement par dépêches télégraphiques ; le caprice avait passé toute mesure à la suite des proconsulats de M. Ledru-Rollin. Les nouvelles qui arrivaient aux provinces, présentaient la capitale comme occupée et dominée par des hordes de nouveaux Barbares qui menaçaient l'Assemblée Nationale, la société, la civilisation ; la province s'en était profondément émue, et déjà même on avait mis en question si dans les cas d'une tentative à main armée contre l'Assemblée, il ne serait pas dans les devoirs des départements de se lever en masse pour protéger les Députés qu'ils avaient élus et d'assigner une ville du centre qui deviendrait le siége du Gouvernement. Dès qu'il y eut donc nouvelle de l'insurrection de juin, tous les gardes nationaux des départements demandèrent à marcher sur Paris ; l'élan fut unanime. C'était à la fois un secours et une protestation : la province voulait montrer qu'elle ne resterait pas indifférente ; première tentative contre l'extrême centralisation. La vie politique était partout.

La Chambre des Représentants, un moment suspendue le 23 juin au soir, reprit ses séances au milieu de la plus vive inquiétude ; les couloirs

même du Palais-Bourbon étaient remplis d'officiers d'ordonnance, de chefs et de commandants supérieurs qui racontaient les événements de la nuit, et surtout le développement qu'avait pris l'insurrection. La situation était certainement très-menacée, car le plan des professeurs de barricades se développait avec une merveilleuse intelligence, et leur force, depuis la veille au soir, avait doublé par l'exemple et l'espoir de la victoire. Il ne fallait pas se le dissimuler, sauf quelques exceptions, tous les travailleurs s'étaient crus solidaires les uns des autres, et plusieurs, qui ne partageaient pas les opinions de la République ardente, s'étaient décidés pour une prise d'armes. A eux s'étaient joints tous les partis ennemis du système alors triomphant, et qui n'avaient d'autre but que de renverser le fait accompli le 24 Février : la masse de ces forces était encore exagérée par les habiles de la République, profondément intéressés à faire triompher l'idée de dictature.

En ouvrant la séance, M. Sénard, qui présidait l'Assemblée, fit connaître la situation stratégique de Paris : « Jusqu'au point du jour le combat a été suspendu partout. Cependant des barricades ont été relevées et renforcées sur différents points

pendant la nuit. Il est triste de dire que la lutte va recommencer aujourd'hui : les insurgés étendent leurs moyens d'action ; les moyens de répression vont être également étendus : les forces qui entourent les faubourgs Saint-Jacques et Saint-Antoine ne peuvent laisser aucun doute sur l'issue du combat. Toutefois il est impossible de nier que la lutte ne soit des plus graves, et qu'il ne paraisse nécessaire de réunir toute les forces de la garde nationale et de l'armée pour réprimer cette grande insurrection. » M. Sénard finissait en proposant un décret qui faisait adopter par la patrie les veuves et les enfants de ceux qui combattaient pour le salut commun.

Le président fut écouté avec un grand silence; la circonstance était solennelle; le décret poposé par M. Sénard fut adopté avec enthousiasme, et au milieu des inquiétudes profondes que laissait la situation elle-même ; on se communiquait les plus sinistres nouvelles : » Les insurgés avancent par les faubourgs Saint-Marceau et le Gros-Caillou ; l'Hôtel-de-Ville est pris ; un Gouvernement Provisoire s'y est installé ; est-il possible de ne pas adopter immédiatement quelques mesures vigoureuses, une grande concentration

de pouvoir? la Commission exécutive, qui n'a montré jusqu'ici que mollesse et incapacité, peut-elle répondre à la situation?»

Telles étaient les conversations publiques ou intimes des couloirs de l'Assemblée, lorsque d'une façon solennelle, M. Pascal Duprat, dont le républicanisme ne pouvait être soupçonné, demanda la parole : « Ce n'est pas en mon nom, mais comme organe de plusieurs de nos collègues, que je viens vous soumettre une proposition suffisamment motivée par la gravité des circonstances ; ce qu'il faut maintenant, c'est de l'énergie dans les actes : c'est pour cela que je viens proposer le décret suivant : «Paris est mis en état de siége ; tous les pouvoirs sont remis dans les mains du général Cavaignac. » C'était court mais hardi, et le plan des républicains politiques allait enfin recevoir sa pleine exécution. « Ce décret n'est pas nécessaire, s'écria M. Larabit. » Si fait, continua M. Duprat, l'Assemblée n'abdique au reste aucun de ses droits. » M. Bauchard alla plus loin ; selon lui, l'Assemblée devait suspendre ses séances en remettant la dictature au général Cavaignac, par le décret suivant : « L'Assemblée Nationale cesse à l'instant ses fonctions ; tous les pouvoirs sont confiés au

général Cavaignac, le ministère actuel est maintenu. »

Ce système était certes très-complet dans les idées de la faction politique dont j'ai parlé ; quelques murmures s'élevèrent : « C'est le despotisme ! » et alors la parole grave et sacramentelle de M. Bastide se fit entendre : « Au nom de la patrie, je vous conjure de mettre un terme à vos délibérations ! il faut voter ; si vous tardez, l'Hôtel-de-Ville peut être pris dans une heure. » Rien de plus significatif que ces paroles, car c'était le ministre des affaires étrangères qui les prononçait, un des républicains qui passait pour le plus sincère et le plus franc, à qui toute monarchie faisait horreur. M. Bastide était-il sûr de ce qu'il affirmait avec tant d'assurance ? N'était-ce qu'un moyen pour les républicains ambitieux et politiques d'éviter toute discussion sur leur plan et leur but ? Tant il y a que le résultat fut obtenu, sauf quelques paroles de fraternité prononcées par M. Lagrange, avec son exaltation accoutumée, le décret de l'état de siége fut voté à une grande majorité avec la dictature du général Cavaignac.

Ainsi la révolution du 24 Février entrait dans le pouvoir militaire et absolu, ce qui est la destinée

définitive de toute révolution. On croyait subir une idée nouvelle et étrange, on était dans une situation très-naturelle : est-ce que le Gouvernement Provisoire n'avait pas été un dictateur médiocre, déclamatoire, qui n'avait rien respecté ? est-ce que l'Assemblée Nationale elle-même n'exerçait pas le pouvoir absolu ? L'école des républicains politiques allait gouverner librement, souverainement par la dictature militaire. Supposez à ce parti les plus petites conditions de l'homme d'État, il pouvait s'assurer une longue puissance et l'honneur de constituer la société française. Maintenant nous allons voir ce qu'il fit en présence de cette grande tâche.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME.

PAGES.

AVANT-PROPOS. I

CHAP. PREMIER. Divisions dans le personnel du Gouvernement Provisoire. — L'Hôtel-de-Ville. — Affaires. — Distractions. — Les clubs. — Esprit de la garde nationale. — Démonstration du 16 mars. — Véritable caractère de la journée du 17. — Politique du Gouvernement Provisoire . . . 1

CHAP. II. Le Gouvernement Provisoire. — Élections de la garde nationale. 39

CHAP. III. Les élections à l'Assemblée Nationale. — Actes du Gouvernement Provisoire jusqu'à la fin de son pouvoir. 74

CHAP. IV. Réunion de l'Assemblée Nationale. — La Commission du gouvernement. . . . 106

CHAP. V. Attaque contre l'Assemblée, journée du 15 mai. 145

CHAP. VI. Situation des esprits et des affaires après la journée du 15 mai. 183

CHAP. VII. Développement de la diplomatie sous le Gouvernement Provisoire et la Commission exécutive. — État de l'Europe. — Premier point d'arrêt au mouvement révolutionnaire. 221

CHAP. VIII. Causes de la guerre sociale de juin 1848. 263

CHAP. IX. Journée du 23 juin 1848. — Le 24 au matin. — L'unité du pouvoir dans l'état de siége. 290

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

PARIS : AMYOT, RUE DE LA PAIX.

SOUSCRIPTION.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DES

TRAITÉS DE PAIX

ET AUTRES TRANSACTIONS PRINCIPALES

ENTRE TOUTES LES PUISSANCES DE L'EUROPE

DEPUIS LA PAIX DE WESTPHALIE.

OUVRAGE COMPRENANT

LES TRAVAUX DE KOCH ET SCHOELL

Entièrement refondus et continués jusqu'à ce jour

PAR LE COMTE DE GARDEN

Ancien ministre plénipotentiaire.

L'OUVRAGE FORMERA ENVIRON 20 VOL. IN-8°, A 7 FR. 50 C.

La première édition de l'*Histoire des Traités de paix*, par M. Koch, parut en 1796. Cet ouvrage, où l'on retrouvait la méthode lumineuse qui était l'attribut distinctif du talent de l'auteur, fut accueilli avec le plus vif empressement par tous les hommes qui avaient part aux affaires publiques, les législateurs, les magistrats, les jurisconsultes, et il devint bientôt ce qu'il est resté depuis, un livre fondamental pour toute bibliothèque politique ou militaire, d'histoire ou de droit, le guide indispensable pour tous ceux qui se destinent à la carrière diplomatique, et l'élément d'une publication qui, formant en quelque sorte le *Code du Droit public européen*, doit être constamment tenue à jour.

Aussi, vingt ans plus tard, lorsque la stabilité commença à renaître en Europe, *Schoell*, conseiller d'ambassade, et qui avait été l'élève favori de *Koch*, reprit en sous-œuvre le travail du célèbre publiciste, et il en donna une seconde édition entièrement refondue, amplifiée et continuée jusqu'à l'année 1815; elle obtint auprès du public un tel succès, que bientôt Schoell avait dû songer à préparer une troisième édition; mais qu'il aurait, disait-il, considérablement améliorée, en élaguant tout ce qui était devenu superflu par les circonstances, et en remplissant un grand nombre de lacunes.

C'était donc une nécessité dès longtemps reconnue que la reproduction de l'*Histoire des Traités*; mais on se trouvait en présence d'une tâche ardue et complexe. On devait, en effet, d'une part, opérer une révision générale, introduire des rectifications nombreuses et des additions importantes, et, d'autre part, compléter le travail originaire par une composition nouvelle qui embrassât les trente dernières années; il fallait, en un mot, présenter le tableau suivi des guerres, des négociations et des traités de paix, d'alliance ou autres conventions de premier ordre qui peuvent servir à caractériser, pour les deux siècles qui se sont écoulés depuis la paix de Westphalie, les oscillations de la balance européenne et les vicissitudes de la force et de l'activité politique des grands États.

Nous avons été assez heureux pour concilier à cette œuvre importante la plume habile d'un diplomate distingué. *M. le comte de Garden*, auteur d'un ouvrage qui est aux mains de tous les hommes politiques, et qui récemment avait donné quelques travaux à nos principaux répertoires scientifiques, a bien voulu se charger d'être le continuateur de l'*Histoire des Traités*; c'est assez dire avec quelle application scrupuleuse, et avec quelle mesure des hautes convenances que commande un pareil sujet, cette tâche sera remplie.

Exposons maintenant le plan que l'auteur s'est tracé.

Il a compris d'abord, qu'avant de dérouler aux yeux du lecteur cette immense série de faits, qui se rattachent à la Diplomatie et à la Guerre, avant de suivre cette mobilité d'intérêts qui ne cesse d'agiter l'Europe, il fallait, en premier lieu, le familiariser avec le terrain, avec la carte et la langue du pays, lui faire connaître le théâtre des événements et la sphère au milieu de laquelle ils allaient s'accomplir; il a donc placé au seuil du livre un tableau d'ensemble, qui manquait réellement dans l'original de *Koch*, et dont l'objet est de peindre la naissance, le développement et les variations du système politique que les États de l'Europe ont suivi, depuis trois siècles, pour acquérir ou conserver une existence indépendante, en contre-balançant la force par la force, en opposant puissance à puissance.

Mais il importait encore que cet aperçu de l'histoire, au point de vue de la politique extérieure, fût précédé d'un sommaire touchant le Droit international, les forces des États, les combinaisons des cabinets, les maximes de gouvernement; de notions élémentaires sur les traités, leur chronologie et leurs différents recueils, et enfin, de quelques généralités qui étaient de nature à donner une juste idée de la carrière diplomatique, à ceux qui briguent l'honneur d'être appelés un jour à faire prévaloir au dehors la dignité nationale et les intérêts du pays.

L'ouvrage est divisé en trois parties.

LA PREMIÈRE se compose des traités qui ont régié le système politique de l'Europe méridionale et occidentale, depuis la paix de Westphalie jusqu'à l'acte du congrès de Vienne, et aux traités de Paris du 20 novembre 1815, qui n'en sont qu'une conséquence. Toutes les transactions qui ont eu lieu depuis, s'appuient sur cette base, et elles viennent successivement prendre place jusqu'à ce jour, suivant l'ordre chronologique.

LA DEUXIÈME PARTIE se forme des traités qui ont été conclus entre les souverains du Nord, depuis la paix d'Oliva, en 1660, qui fixa pour la première fois l'équilibre entre eux, et servit de point de départ aux traités que ces souverains ont signés depuis, jusqu'à la paix de Kiel, en 1814, qui réunit sous un seul sceptre la Suède et la Norvége.

LA TROISIÈME PARTIE renferme les traités des princes chrétiens avec les Turcs, qui, sans prendre part aux querelles des autres puissances de l'Europe, eurent avec leurs voisins des guerres fréquentes. Pour terminer ces sanglants débats, la maison d'Autriche, la Pologne, la Russie, la république de Venise réunirent leurs forces contre la Porte Othomane, et parvinrent enfin, par le traité de Karlowitz, en 1699, à fixer l'équilibre en leur faveur. Ce traité et ceux qui l'ont suivi jusqu'à ces derniers temps termineraient l'ouvrage, si l'importance des événements dont la Perse est, depuis quelques années, devenue le théâtre, n'avait déterminé l'auteur à la comprendre dans cette troisième partie, et à faire de ses traités avec la Russie l'objet d'une étude particulière.

LA PREMIÈRE PARTIE, qui est la plus étendue, est, pour plus de clarté, divisée en cinq périodes.

La première, de 1648 à 1669, renferme l'histoire des efforts tentés par plusieurs États, et surtout par la France et la Suède, pour mettre des bornes à l'ambition de la maison d'Autriche; elle se termine par la paix de Westphalie, qui établit et consolide la liberté germanique destinée à réprimer les vues d'agrandissement de l'Autriche, et par l'indépendance des Provinces-Unies des Pays-Bas, que la branche espagnole de cette maison est obligée de reconnaître.

Dans la seconde période de 1668 à 1715, les forces de l'Europe se tournent contre la France qui, devenue prépondérante, se fit soupçonner d'aspirer à la domination universelle. L'Autriche, l'empire Germanique, les Provinces-Unies des Pays-Bas et la Grande-Bretagne, s'opposent à ses vues ambitieuses. Après quarante-cinq années de lutte, la paix d'Utrecht affermit l'indépendance des États européens, en morcelant la monarchie espagnole passée dans la maison de Bourbon, et en établissant une puissance intermédiaire entre la France et les Provinces-Unies des Pays-Bas.

La troisième période s'étend jusqu'à la Révolution française, de 1717 à 1791. Durant ces soixante-quatorze années, la France et la maison d'Autriche, qui, par leur rivalité, avaient assuré l'équilibre, voient d'heureux émules se placer à côté d'elles. De grands États se forment, et mettent un poids décisif dans la ba-

lance. La Russie, par ses conquêtes, acquiert de l'ascendant en Europe. La Prusse sort de son obscurité, et marche à la puissance. L'Angleterre devient la reine des mers; mais les causes de discorde n'avaient point disparu, et bientôt la guerre de la succession d'Autriche, la lutte entre la France et l'Angleterre, la guerre de sept ans et celle de la succession de Bavière embrasent toute l'Europe. Cependant, à la paix d'Hubertsbourg, le système politique s'asseoit sur ses véritables bases. Cinq grandes puissances offrent un point d'appui aux États du second rang, et l'équilibre des forces et des passions s'établit au point d'empêcher toute prépondérance menaçante et oppressive. La Prusse, qui oblige Joseph II de renoncer à ses plans sur la Bavière; l'Angleterre qui, dans la guerre d'Amérique, acquiert la preuve frappante des ressources de la France pour relever sa marine et la rendre formidable; la paix forcée de l'Autriche et de la Russie avec les Turcs dans le moment où ils étaient le plus menacés, montrent à tout œil impartial que le système de la balance, à la fin du XVIIIe siècle, approchait de sa maturité; mais la révolution française vint produire un bouleversement général, et donner lieu à de nouvelles combinaisons.

Les traités qui furent une suite de la révolution française, de 1791 à 1815, forment la quatrième période; ils renversèrent le système que les traités de Westphalie et d'Utrecht avaient établi, et forcèrent tous les États à se confédérer contre la France, afin de remplacer l'ancien équilibre par une politique nouvelle et par l'établissement ou l'accroissement de plusieurs monarchies destinées à contenir, par leur union, l'ambition de ceux qui tenteraient, à l'avenir, de troubler la tranquillité du continent.

A dater de cette ère nouvelle d'une politique conservatrice, et dont la médiation fut le principal ressort, nous trouvons les congrès d'Aix-la-Chapelle, de Troppau, de Laybach, de Vérone; le Traité de paix entre le Portugal et le Brésil; les divers actes de la conférence de Londres; la quadruple alliance; les transactions relatives aux royaumes de Grèce et de Belgique; les Traités de Londres, en 1840 et 1841; les Traités de la France en Algérie et avec Haïti, avec le Mexique et le Maroc; ceux de la Grande-Bretagne avec la Chine, qui ont eu pour résultat d'ouvrir le commerce de cette vaste région de l'Asie aux États européens; les négociations relatives à la traite des Noirs; et, dans une autre catégorie, parmi les Traités les plus importants que poursuivent en ce moment les grandes nations, on distingue les Traités d'association douanière ou *Zollverein*, dont l'Allemagne a donné l'exemple; ceux qui ont pour objet l'extension de la Propriété littéraire et artistique, certains Cartels d'extradition, et enfin quelques Conventions postales.

La seconde partie, formée des Traités entre les puissances du Nord, est divisée en quatre périodes.

La première, de 1570 à 1661, renferme l'histoire des guerres longues et sanglantes entre la Russie, la Pologne, la Suède et le Danemark, qui se disputaient la possession de la Livonie, et de celles que soutinrent ces deux dernières puissances pour la perception des droits de péage du Sund et la possession des provinces riveraines.

La seconde période donne les Traités conclus de 1667 à 1697. Pendant trente années, la Suède, maîtresse de la Livonie et de tant d'autres belles provinces, inspirait autant d'inquiétude aux États du Nord, que Louis XIV en donnait, à la même époque, aux souverains du Midi. La Russie, qui venait de prendre la prépondérance sur la Pologne, voulut, pour affermir sa domination, l'établir sur la Baltique. Dès lors toute l'ambition des tzars se tourna vers la Livonie, dont il fallait expulser les Suédois. Le génie de Pierre-le-Grand, et les imprudences de Charles XII, opérèrent cette révolution. En perdant la Livonie et l'Ingrie, la Suède céda à la Russie le premier rang qu'elle occupait depuis la paix d'Oliva. L'histoire des Traités qui établirent ce changement mémorable, et de ceux qui terminèrent le différend relatif au Holstein, forme la troisième période.

La troisième période comprend les Traités de paix de Stockholm et de Nystadt, qui ont terminé la grande guerre du Nord; — Traité de paix d'Abo (Obo), entre la Russie et la Suède, 1743; — Traités de Copenhague, 1767, et de Tzarskoïé-Célo, 1773, relatifs à l'échange du Holstein.

La quatrième période comprend les Traités qui sont postérieurs à l'année 1773. Depuis cette époque, les rapports entre la Russie et les États de la

Scandinavie n'ont pas éprouvé d'altération sensible ; mais la Pologne a cessé d'exister, et le Danemark s'est vu forcé d'abandonner à la Suède la péninsule de Norvége, dont, pendant cinq siècles, ses rois avaient porté la couronne.

La troisième partie renferme les Traités des puissances chrétiennes avec la Porte Othomane depuis la paix de Karlowitz, et ceux de la Russie avec la Perse, à dater de 1722.

Le dernier volume de l'ouvrage n'en est pas le moins utile. Il contient d'abord une table générale et chronologique de tous les Traités et autres actes publics renfermés dans les recueils de Wenck, de Martens, Saalfeld et Murhard, de Koch, de Schœll et de Kluber. Cette table est elle seule un excellent répertoire. On trouve en second lieu une table alphabétique des matières fort bien faite. C'est surtout dans un ouvrage du genre de celui-ci qu'une table est indispensable ; les objets y sont si multipliés, ils se lient par des rapports si nombreux et si différents, que leur réunion deviendrait un véritable chaos, si une table très-détaillée ne servait de guide au lecteur qui n'a besoin que d'un seul fait au milieu de tant d'événements. Celle-ci a été composée avec un tel soin, qu'en y cherchant un nom propre ou un nom appellatif, on a sous les yeux l'histoire très-abrégée, mais très-complète, qui s'y rapporte.

Nous avons essayé de donner un aperçu de la richesse des matériaux qui ont été mis en œuvre pour la composition de l'*Histoire des Traités* ; mais ce n'est que par le livre même que l'on pourra juger avec quel art et quelle précision ont été rassemblés tous les événements, toutes les opérations militaires, toutes les négociations, toutes les clauses des Traités, essentielles, influentes ou sujettes à controverse. Là se découvrent les ressorts des grandes combinaisons politiques dont le public n'a vu que les effets ; on apprend comment les alliances les plus secrètes, les plans les plus sages sont quelquefois déjoués, et l'on reconnaîtra tout ce que la fortune peut revendiquer dans les résultats que l'on a le plus admirés ; le lecteur y verra aussi combien de talent, d'habileté, de tact, de prévoyance, exige la confection d'un Traité, et quelle réunion de mérites divers et de connaissances profondes suppose sa perfection ; il se convaincra enfin que le concours des hommes les plus éclairés ne suffit pas toujours pour prévenir l'éventualité de contestations nouvelles, de ruptures, et conséquemment le retour des calamités de la guerre.

On conçoit maintenant de quelle importance est cet ouvrage pour les hommes qui dirigent les affaires publiques, ou ceux qui veulent s'y préparer ; mais s'il est indispensable aux hommes d'État, aux officiers généraux, aux membres des assemblées délibérantes qui sont fréquemment appelés à la tribune par les questions de politique extérieure, autant qu'aux diplomates et autres agents politiques et consulaires, il n'est pas moins nécessaire aux magistrats, aux jurisconsultes ; car les Traités politiques ayant force de loi, peuvent influer gravement sur le Droit civil (en France, par exemple, articles 2, 2123, 2128) et les juges doivent, sous peine de cassation, les appliquer d'office. Il faut ajouter encore que si ce livre doit être dans les mains de tous ceux qui se destinent aux carrières diverses qui réclament de grandes connaissances historiques, on ne saurait trop non plus le recommander même aux gens du monde, auxquels il sera d'une utilité réelle, soit pour apprécier les débats parlementaires, soit pour bien comprendre la marche des événements européens qu'ils suivent par la lecture des feuilles publiques ; car on peut affirmer que c'est savoir l'histoire politique de l'Europe, que de bien connaître un livre où sont exposés les motifs et les résultats des Guerres, des Traités de paix et des grandes négociations depuis le Congrès de Westphalie, et qui renferme d'ailleurs, l'analyse ou le texte même de plus de quatorze cents Traités, Conventions et autres actes diplomatiques.

L'ouvrage est en outre enrichi de plusieurs cartes géographiques d'une conception fort heureuse et d'une utilité pratique toute spéciale ; indiquant les changements arrivés dans la démarcation des territoires et la circonscription de l'Europe en 1648, 1713, 1795, 1797, 1803, 1805, 1809, 1812, 1814, 1815 et 1847.

Coulommiers. — Imprimerie de A. MOUSSIN.

380016

Digitized by Google

Digitized by Google